

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015



CAHIER GÉNÉRAUX

Justice
Québec 

JUIN 2014
DOCUMENT PRÉPARÉ PAR LE
SERVICE DE LA PLANIFICATION, DE L'ANALYSE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DES DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>A. LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;</p> <p>B. LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;</p> <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	1
G. 2	<p>POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE AU QUÉBEC PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :</p> <p>A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>B. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	9
G. 3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHACUN DES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 ET 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ;</p> <p>C. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	11
G. 4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>G. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>H. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);</p> <p>I. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.</p>	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.</p> <p>ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>C. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>D. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ;</p> <p>E. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>F. LES NOMS DES FOURNISSEURS OU DES CONSULTANTS;</p> <p>G. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.</p>	17
G. 6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.</p>	19
G. 7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	21
G. 8	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	73
G. 9	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	76
G. 10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	78
G. 11	<p>LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.</p>	79

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES, DE PLUS DE 100 000 \$, INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;</p> <p>K. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p>	80
G. 13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>E. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>I. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>I. A. AU QUÉBEC</p> <p>II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC</p>	84
G. 14	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);</p> <p>C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;</p> <p>D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>I. LES ORDINATEURS PORTABLES.</p>	85

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 15	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012 ET 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.);</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.</p>	86
G. 16	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 ET EN 2013-2014;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	137
G. 17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2013-2014 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	140
G. 18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, LES COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT DE RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS.</p>	155

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 19	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2013-2014 ET POUR 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	156
G. 20	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ ET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	157
G. 21	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	161
G. 22	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS 2014-2015.</p>	162
G. 23	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2013-2014.</p>	163
G. 24	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	164

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 25	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE; D. LES SOMMES DÉBOURSÉES POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON; E. LA RÉSERVATION DE LOGES; F. LES FRAIS ENCOURUS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	165
G. 26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (« HIT »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	172
G. 27	NOMINATIONS, DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE : A. LA LISTE; B. LES MANDATS; C. LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT; D. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ; E. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES; F. LES SOMMES IMPLIQUÉES.	180
G. 28	POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.	183
G. 29	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE FEFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	184
G. 30	LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES DEPUIS LE 23 AVRIL 2014 : A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; C. LE NOMBRE DE RENCONTRES; D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.	185
G. 31	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2013-2014 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	186
G. 32	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	187

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G. 33	TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2014-2015.	188
G. 34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS 2014-2015.	189
G. 35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 ET 2015-2016, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	190
G. 36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012 2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	194
G. 37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012 2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART, INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	195
G. 38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	196
G. 39	DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.	197
G. 40	DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ? A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.	198
G. 41	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.	199
G. 42	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT: A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E); C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE; F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE; G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.	201
G. 43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.	202
G. 44	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.	203
G. 45	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2005 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATES DE VERSEMENT; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.	204

G. 1 LISTE DES VOYAGES **HORS QUÉBEC** POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D' Hébergement, de repas, etc.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DES DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - A. LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - B. LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

Ministère

VOYAGE		coût
CHANTAL COUTURIER, DIRECTRICE GÉNÉRALE ASSOCIÉE, DÉLÉGUÉE MINISTÉRIELLE/RENCONTRE DU REGROUPEMENT DES CHEFS DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, À TORONTO DU 3 AU 6 NOVEMBRE 2013		900 \$
ANNIE GAUTHIER ET FRÉDÉRIQUE SABOURIN (AVOCATES), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION CCHF-Justice Familiale, OTTAWA (ONTARIO), DU 8 AU 11 AVRIL 2013		1 128 \$
CAROLINE RENAUD (JURISTE), PARTICIPER À LA FORMATION OSGOODE PROFESSIONAL DEVELOPMENT - 2012 CONSTITUTIONAL CASES, TORONTO (ONTARIO), DU 11 AU 12 AVRIL 2013		853 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (AVOCATE), PARTICIPER À UN SÉMINAIRE SUR LES CONSÉQUENCES DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR AU CANADA DE LA CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENTS MOBILES ET DU PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPÉCIFIQUES AUX MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES D'UNIDROIT, TORONTO (ONTARIO), DU 29 AU 30 AVRIL 2013		330 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (AVOCATE), PARTICIPER À LA 27 ^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL III DE LA CNUDCI, New-York (États-Unis), DU 20 AU 24 MAI 2013. Tous les frais inhérents à ce déplacement sont défrayés par Justice Canada		0 \$
MARIE-HÉLÈNE FÎLÉAU (ANALYSTE), PARTICIPER À TITRE DE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC À UNE RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE LA RECHERCHE DU CCHF-Justice Familiale, OTTAWA (ONTARIO), DU 3 AU 5 JUIN 2013		674 \$
JOANNE MARCEAU (CONSEILLÈRE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CONSULTATION SUR LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES, OTTAWA (ONTARIO), DU 22 AU 24 AVRIL 2013		1 468 \$

VOYAGE		coût
NATHALIE G. DROUIN (Sous-Ministre et sous-procureure générale), participer à la Réunion des ministres FPT responsables de la Justice et de Sécurité Publique - Consultation de la Charte des Droits des Victimes, Ottawa (Ontario), 24 avril 2013		700 \$
JACQUES PRÉSENT, participer à la Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des APA (Assistance Parajudiciaire Autochtone), SJA (Stratégie de la Justice applicable aux Autochtones), JA (Justice Autochtone), Ottawa (Ontario), du 6 au 9 mai 2013		874 \$
PIERRE MÉRETTE (Juriste), participer au Comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne, Ottawa (Ontario), du 28 au 30 mai 2013		1 084 \$
CHARLES DORION (responsable des communications), participer à la Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières, Edmonton (Alberta), du 9 au 12 juin 2013		1 492 \$
MARC-ANDRÉ ROSS (conseiller politique), participer à la Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Justice et de la Sécurité Publique et Consultation sur la Charte canadienne des droits des victimes, Ottawa (Ontario), du 22 au 24 avril 2013		598 \$
PATRICK GINGRAS (Juriste), participer au CNUDCI - Groupe de travail IV (Commerce électronique) - 47 ^e session, New-York (États-Unis), du 13 au 17 mai 2013. Tous les frais inhérents à ce déplacement sont défrayés par Justice Canada		0 \$
PATRICK GINGRAS (Juriste), participer à titre de conférencier au Workshop 10 : Social Media and Digital Evidence : Evolution or Revolution, Toronto (Ontario), du 26 au 28 mai 2013		0 \$
CHRISTIAN VEILLETTE, HÉLÈNE MATHIEU ET ANDRÉ CARRIER (avocats), participer à la Rencontre fédérale-provinciale-territoriale du CCHF (Justice pénale) et Groupe de travail, Halifax (Nouvelle-Écosse), du 7 au 12 avril 2013		4 642 \$
HUBERT NOREAU-SIMPSON (Juriste), participer à la Rencontre avec le Fédéral et les Autochtones dans le dossier Négociations Québec-Canada-Cris sur la Gouvernance à la Baie James, Ottawa (Ontario), du 22 au 23 mai 2013		188 \$
SYLVAIN LEBOEUF ET JULIE DASSYLVA (Juristes), participer à une audition à la Cour suprême dans le dossier : PGC et al. c. Terri Jean Bedford (#34788), Ottawa (Ontario), du 12 au 13 juin 2013		2 052 \$
STÉPHANE ROCHETTE ET JEAN-YVES BERNARD (Juristes), participer à une audition à la Cour suprême dans le dossier : Régie des Rentes du Québec c. Canada Bread Company C.A. 500-09-021319-116, N/dossier CM-2012-004267, Ottawa (Ontario), du 16 au 17 avril 2013		1 016 \$
CHRISTIAN VEILLETTE ET FRÉDÉRIQUE SABOURIN (avocats), participer à titre de représentants du gouvernement du Québec, à la Réunion annuelle de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, pour les sections civile (F. Sabourin) et criminelle (C. Veillette), Victoria (Colombie-Britannique), du 10 au 15 août 2013		4 465 \$
NATHALIE G. DROUIN (Sous-Ministre et sous-procureure générale), participer à la Réunion des ministres FPT responsables de la Justice et de Sécurité Publique, Whitehorse (Yukon), 13 et 14 novembre 2013		2 261 \$
RENÉE MADORE (Directrice) et RICHARD CARBONNEAU (Directeur), participer à la 64 ^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise qui a pour titre : « La place de la victime dans le processus judiciaire », Paris (France), du 13 au 22 septembre 2013. Le coût des billets d'avion défrayé par le ministère des Relations internationales ainsi qu'une partie des frais de séjour .		2 470 \$
DOMINIQUE JOBIN ET CAROLINE RENAUD (Juristes), participer à une audition à la Cour suprême dans le dossier : Brian Concept c. La Reine et al. et PGQ et al. #34930, Ottawa (Ontario), du 16 au 17 octobre 2013		1 740 \$
MAGDALENA KAWINSKA (Juriste), participer en tant que représentante du ministère de la Justice du Québec au Sous-comité d'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires, Ottawa (Ontario), du 21 au 23 octobre 2013		895 \$
ANNE-MARIE BRUNET ET STÉPHANE ROCHETTE (Juristes), participer au colloque Osgoode - The 9 th Annual Forum - Administrative Law & Practice, Toronto (Ontario), du 22 au 24 octobre 2013		4 142 \$
MATTEO MIRIELLO (Avocat), participer à une formation par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) sur la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés « Provincial CIC Training », Ottawa (Ontario), du 23 au 26 septembre 2013		667 \$

VOYAGE	coût
AMÉLIE PELLETIER DESROSISERS ET DOMINIQUE A. JOBIN (JURISTES), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE / PROVINCIALE / TERRITORIALE SUR LES CHARTES, EDMONTON (ALBERTA), DU 28 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 2013	2 998 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À LA 28e SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL III DE LA CNUDCI SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS EN LIGNE, VIENNE (AUTRICHE) , DU 16 AU 23 NOVEMBRE 2013. LES DÉPENSES SONT DÉFRAYÉES PAR JUSTICE CANADA	0 \$
ANNIE GAUTHIER (AVOCATE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION CCHF-Justice Familiale, Vancouver (Colombie-Britannique), DU 4 AU 8 NOVEMBRE 2013	1 068 \$
MARC-ANDRÉ ROSS (CONSEILLER POLITIQUE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, Whitehorse (Yukon), DU 12 AU 15 NOVEMBRE 2013	4 954 \$
LYNE BOUCHARD (Sous-Ministre Associée), PARTICIPER À UNE CONFÉRENCE SUR LA GOUVERNANCE, HALIFAX (Nouvelle-Écosse), DU 18 AU 21 AOÛT 2013	2 377 \$
MARIE-CATHERINE BOLDUC ET JEAN-FRANÇOIS BEAUPRÉ (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER : Renvoi sur le Sénat, Ottawa (Ontario), DU 11 AU 14 NOVEMBRE 2013	2 357 \$
ALAIN GINGRAS ET HUBERT NOREAU-SIMPSON (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER : ROGER WILLIAM ET AL. CSC #34986, Ottawa (Ontario), DU 6 AU 7 NOVEMBRE 2013	1 665 \$
BRIGITTE PARENT, ANDRÉ FAUTEUX, MANON DESORMAUX (JURISTES), PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DES PROVINCES DANS LE DOSSIER « LITIGE », Toronto (Ontario), DU 7 AU 8 NOVEMBRE 2013	2 882\$
JEAN-YVES BERNARD (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER Renvoi sur le Sénat (CM 2012-000282), Ottawa (Ontario), DU 11 AU 13 NOVEMBRE 2013	860 \$
NATHALIE G. DROUIN (Sous-Ministre et Sous-Procureure Générale) ET AUDREY VILLENEUVE (AVOCATE), PARTICIPER AU NATIONAL ACTION COMMITTEE COLLOQUIUM, Toronto (Ontario), DU 26 AU 28 JANVIER 2014. SEUL LE BILLET D'AVION POUR Me Audrey Villeneuve du Centre de Justice de proximité de Québec a été payé par le Ministère de la Justice	2 513 \$
FRÉDÉRIC MAHEUX ET BORIS LAVOIE-ISEBAERT (JURISTES), REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LORS DE L'ENCHÈRE DES COMPAGNIES MONTREAL MAINE & ATLANTIQUE CANADA CIE SUITE À LA TRAGÉDIE DU LAC-MÉGANTIC, PORTLAND (ÉTATS-UNIS), DU 20 AU 22 JANVIER 2014	627\$
JEAN-FRANÇOIS JOBIN, FRANCIS DEMERS ET SAMUEL CHAYER (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LE DOSSIER DES BANQUES - DOSSIERS NOS CM-2003-07337, CM-2005-032962 ET CM-2007-0003334, OTTAWA (ONTARIO), DU 12 AU 14 FÉVRIER 2014	944 \$
PIERRE ROBAILLE ET DANIE DAIGLE (JURISTES), PARTICIPER À UNE FORMATION EN LÉGISLATIVE, OTTAWA (ONTARIO), DU 21 AU 25 OCTOBRE 2013	3 036 \$
ÉRIC DUFOUR, ANDRÉ FAUTEUX, JEAN-FRANÇOIS BEAUPRÉ, CAROLE SOUCY ET SUZANNE GAUTHIER (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER «DANS L'AFFAIRE DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR LA COUR SUPRÊME L.R.C. 1985, CH. S-26; ET AL. (35586)» (CM-2013-004067), OTTAWA (ONTARIO), DU 14 AU 15 JANVIER 2014	2 338 \$
GILLES LAPORTE ET DOMINIQUE A. JOBIN (JURISTES), PARTICIPER AU COLLOQUE : THE 8TH BI-ANNUAL SYMPOSIUM ON SEARCH AND SEIZURE LAW IN CANADA, Toronto (Ontario), DU 23 AU 25 JANVIER 2014	2 490 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (AVOCATE), PARTICIPER À LA 28e SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL III DE LA CNUDCI, New York (ÉTATS-UNIS), DU 24 AU 28 MARS 2014. Tous les frais inhérents à ce déplacement sont défrayés par Justice Canada	0 \$
CAROLINE RENAUD ET AMÉLIE PELLETIER-DESROSISERS (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPÊME DU CANADA DANS LE DOSSIER "Loyola High School c. PGQ (35201)", OTTAWA (ONTARIO), DU 23 AU 24 MARS 2014	1 653 \$
ANDRÉ FAUTEUX (JURISTE), PARTICIPER AU COMITÉ D'EXPERTS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE LITIGE À L'ENCONTRE DES COMPAGNIES DE TABAC MIS SUR PIED PAR L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS), GENÈVE (SUISSE), DU 8 AU 13 MARS 2014	0 \$
NATHALIE G. DROUIN (Sous-Ministre et Sous-Procureure Générale) ET HÉLÈNE MATHIEU (AVOCATE), PARTICIPER À LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE SÉCURITÉ PUBLIQUE, Toronto (Ontario), DU 26 AU 27 MARS 2014	772 \$
FRÉDÉRIC MAHEUX, BORIS LAVOIE-ISEBAERT ET LOUISE COMTOIS (JURISTES), PARTICIPER À UNE CONFÉRENCE DE GESTION DANS LE CADRE DES PROCÉDURES EN INSOLVABILITÉ DES COMPAGNIES MONTREAL MAINE & ATLANTIQUE CANADA CIE ET MONTREAL MAINE ET ATLANTIC RAILWAY DANS LE DOSSIER DU LAC-MÉGANTIC, Bangor (Maine), DU 25 AU 26 FÉVRIER 2014	1 227\$

VOYAGE	coût
DOMINIQUE LEGAULT ET BENOÎT BOUCHER (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LE DOSSIER LOYOLA HIGH SCHOOL ET AL. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC ET AL. CSC 35201, CM-2008-003571, DU 23 AU 24 MARS 2014, OTTAWA (ONTARIO)	588 \$
JEAN-FRANÇOIS BEAUPRÉ (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER : "DANS L'AFFAIRE DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR LA COUR SUPRÊME", OTTAWA (ONTARIO), DU 20 AU 21 MARS 2014	989 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PESRonne ET DES Droits de la Jeunesse

VOYAGE	coût
TORONTO, ONTARIO, DU 26 AU 28 MAI 2013 PARTICIPATION AU 6E CONGRÈS INTERNATIONAL ET AU 29E CONGRÈS ANNUEL DU CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS (CTAC) SUR LE THÈME « ÉVOLUTION OU RÉVOLUTION : LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UN MONDE EN PROFONDE ÉVOLUTION » GAËTAN COUSINEAU, PRÉSIDENT	2 150 \$
HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE, DU 29 AU 31 MAI 2013 PARTICIPATION À LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP) 2013 SUR LE THÈME « RENOUVELLEMENT DE LA VISION – CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE » GAËTAN COUSINEAU, PRÉSIDENT ET FRANÇOIS LARSEN, DIRECTEUR DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS	2 975 \$
MONCTON, NOUVEAU-BRUNSWICK, DU 16 AU 18 JUILLET 2013 PARTICIPATION AU COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON, EN TANT QUE PANELISTES ET CONFÉRENCIÈRES DENISE LAVOIE ET LOUISE SROIS, ENQUÊTRICES JEUNESSE À LA DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE	2 095 \$
VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE, DU 26 AU 29 SEPTEMBRE 2013 PARTICIPATION À LA CONFÉRENCE BIENNALE DU CANADIAN COUNCIL OF CHILD AND YOUTH ADVOCATES (CCCYA): JULIE RANGER, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION ET VÉRONIQUE NOËL, CHERCHEURE, DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE	2 900 \$
PARIS, FRANCE, DU 7 AU 11 NOVEMBRE 2013 CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANCOPHONE DES COMMISSIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (AFCNDH), SUR LE THÈME « L' AFCNDH DANS LA DYNAMIQUE DE LA PROMOTION DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (INDH) CONFORMES AUX PRINCIPES DE PARIS, ET VISITE DE COURTOISE AU DÉFENSEUR DES DROITS, DOMINIQUE BAUDIS JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT	3 475 \$

VOYAGE	coût
Toronto, Ontario, 9 au 11 décembre 2013 Rencontre du Comité de Direction du CCCYA Julie Ranger, Agente d'éducation et de coopération à la Direction de la Protection et de la Jeunesse en remplacement de Camil Picard, vice-président Jeunesse	850 \$
Toronto, Ontario, les 25 et 26 février 2014 Rencontre de travail du CCCYA : « CCCYA Special Meeting Agenda – Investigations » Catherine Gauthreau, Enquêtrice Jeunesse à la Direction de la Protection et de la Jeunesse	625 \$
Île de la Réunion, France, du 22 au 26 février 2014 Intervenant à un colloque sur le thème de la Protection de l'enfance organisé par l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de la Réunion, dans le cadre d'un partenariat avec le Québec Conférences : « Analyse comparative Québec/Réunion des politiques de la Protection de l'enfance » Une partie des frais de transport et de subsistance était assumée par l'IRTS Camil Picard, vice-président Jeunesse	1 720 \$
Toronto, Ontario, du 31 mars au 2 avril 2014 Rencontre du Comité de Direction du CCCYA Julie Ranger, Agente d'éducation et de coopération à la Direction de la Protection et de la Jeunesse, en remplacement de Camil Picard, vice-président Jeunesse	645 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOYAGE	coût
Frédéricton (Nouveau Brunswick), du 24 au 26 juin 2013. Programme : Réunion de l'Association des Régimes d'aide juridique du Canada (ALAP). Personnes rencontrées : Représentants des 9 provinces et 3 territoires du Canada. Nom du personnel : Me Yves Carrière, Secrétaire.	922 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE	coût
Me Isabelle Briand (Procureure en chef) : Participer au Groupe de travail fédéral, provincial et territorial, Halifax (Nouvelle-Écosse), les 7 et 8 avril 2013.	1 077 \$
Me René Verret (Procureur) : Plaidoirie à la Cour suprême, Ottawa (Ontario), du 14 au 16 avril 2013.	802 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer à une rencontre de travail du Comité exécutif de l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF) et participer à la conférence organisée par l'Institut national des hautes études de la sécurité de la justice (INHJS), Paris (France), du 20 au 28 avril 2013. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales assume la présidence de l'AIPPF et Me Ouellet en est le délégué.	3 829 \$
Me Manon Gaudreault (Procureure) : Évaluer un dossier impliquant un membre de la législature, Edmundston (Nouveau-Brunswick), les 30 avril et 1er mai 2013. Les dépenses ont été payées par le Nouveau-Brunswick.	0 \$
Me Claude Lachapelle (Directeur) et Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer à la 49e Conférence du Comité FPT (Fédérale, provinciale et territoriale), des chefs des poursuites pénales, Edmonton (Alberta), du 6 au 9 mai 2013.	4 508 \$

VOYAGE		coût
ME BENOÎT LAUZON (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) ET ME DENNIS GALIATSATOS (PROCUREUR) : PLAIDOIRE À LA COUR SUPRÊME, OTTAWA (ONTARIO), LES 14 ET 15 MAI 2013.		614 \$
ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR) ET ME THOMAS JACQUES (PROCUREUR) : PLAIDOIRE À LA COUR SUPRÊME, OTTAWA (ONTARIO), DU 20 AU 22 MAI 2013.		703 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) ET ME SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À UNE MISSION AUPRÈS DU SERVICE DE POURSUITE DE LA BAVIÈRE, MUNICH (ALLEMAGNE), DU 2 AU 6 JUIN 2013.		10 706 \$
ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR) ET ME MARIE-HÉLÈNE GIROUX (PROCUREUR) : PARTICIPER AU DOSSIER D'EXTRADITION, PANAMA (PANAMA), DU 3 AU 7 JUIN 2013.		4 667 \$
ME ÉRIC LAPORTE (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU "NATIONAL LIAISON COMMITTEE ON PROCEEDS OF CRIME", TORONTO (ONTARIO), LES 9 ET 10 JUIN 2013.		758 \$
ME CAROLINE PAQUIN (PROCUREUR) : PARTICIPER AU DOSSIER "ENTRAIDE", FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), LES 3 ET 4 JUILLET 2013. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE NOUVEAU-BRUNSWICK.		0 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) ET ME SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE ET AU "SUMMER MEETING" DU "NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION" (NDAA), SAN DIEGO (CALIFORNIE), DU 8 AU 17 JUILLET 2013.		8 881 \$
ME MARC ALAIN (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) ET ME SOPHIE LAMARRE (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 76 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE SUR LA JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS, "NATIONAL COUNCIL OF JUVENAL AND FAMILY COURT JUDGES", SEATTLE (WASHINGTON), DU 13 AU 18 JUILLET 2013.		6 178 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF), ME SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE), ME FRANÇOIS LANTHIER (PROCUREUR), ME EVE MALOUI (PROCUREUR) ET ME GENEVIÈVE RONDEAU-MARCHAND (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA 3 ^E CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS, PROVIDENCE (RHODE ISLAND), DU 7 AU 10 AOÛT 2013.		5 109 \$
ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS DU CANADA, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 11 AU 15 AOÛT 2013.		2 499 \$
ME MARK PHILIPPE (PROCUREUR) : PARTICIPER AU TÉMOIGNAGE DANS LE DOSSIER LOQUACE, TORONTO (ONTARIO), DU 27 AU 29 AOÛT 2013.		551 \$
ME ANN ELLEFSEN-TREMBLAY (PROCUREUR) ET ME SACHA BLAIS (PROCUREUR) : PARTICIPER AU DOSSIER "MONTREAL, MAINE AND ATLANTIC RAILWAY" (MMA), BANGOR (MAINE), LES 3 ET 4 SEPTEMBRE 2013. UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.		460 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF), ME SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) ET ME JACQUES CASGRAIN (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : PARTICIPER À LA 18 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) ET À LA RENCONTRE ANNUELLE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AIPP, MOSCOU (RUSSIE), DU 5 AU 15 SEPTEMBRE 2013. POUR ME JACQUES CASGRAIN, LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ASSOCIATION DE PROCUREURS EN CHEF AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (APCQ).		8 628 \$
ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR), ME JOSÉ RHÉAUME (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) ET ME JEAN-GABRIEL L'ÉCUYER (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE FORMATION SPÉCIALISÉE AUPRÈS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM) DE PARIS, SUR LES SERVICES DE POURSUITES FRANÇAIS. LA FORMATION EST SUIVIE D'UN STAGE EN JURIDICTION AUPRÈS DE PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS ET À BORDEAUX. PARIS (FRANCE), DU 7 AU 28 SEPTEMBRE 2013.		22 459 \$
ME MARK PHILIPPE (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC L'AGENCE CIVILE D'INFILTRATION (ACI) POUR LE DOSSIER "LOQUACÉ", TORONTO (ONTARIO), LES 26 ET 27 SEPTEMBRE ET LES 24 ET 25 OCTOBRE 2013.		792 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA RÉUNION ANNUELLE DE FRANCOPOL, RENCONTRE AVEC LE TRÉSORIER DE L'AIPPF À LILLE (FRANCE), RENCONTRE AVEC LA CONSEILLÈRE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) À LONDRES (ROYAUME-UNI) ET RENCONTRE AVEC LA DÉLÉGATION DU QUÉBEC À BRUXELLES (BELGIQUE), DU 12 AU 20 OCTOBRE 2013. LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ASSUME LA PRÉSIDENTE DE L'AIPPF ET ME OUELLET EN EST LE DÉLÉGUÉ.		4 035 \$
ME CAMILLE ROCHETTE (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE PRÉSENTATION D'AVOCATS SANS FRONTIÈRE DU CANADA (ASFC) DE LA PROCUREUR GÉNÉRALE DU GUATEMALA, OTTAWA (ONTARIO), LES 14 ET 15 OCTOBRE 2013.		418 \$
ME GENEVIÈVE DAGENAIS (PROCUREUR) ET ME CHRISTIAN JARRY (PROCUREUR) : PLAIDOIRE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LE 18 OCTOBRE 2013.		671 \$

VOYAGE		coût
Me Julie-Maude Greffe (Procureur) : Participer à une rencontre avec le "Federal Bureau of Investigation" (FBI) pour le dossier M. Salvatore Montagna et rencontre avec la veuve de la victime, Ottawa (Ontario), les 23 et 24 octobre 2013.		1 651 \$
Me Sonia Paquet (Procureur en chef adjointe) : Participer au "Board Meetings and Conferences" du "National District Attorneys Association" (NDAA), San Antonio (Texas), du 6 au 10 novembre 2013.		1 850 \$
Me Claude Lachapelle (Directeur) et Me Maxime Chevalier (Procureur en chef adjoint) : Participer aux réunions PT (Provinciale et Territoriale) et FPT (Fédérale, Provinciale et Territoriale), Whitehorse (Yukon), du 11 au 15 novembre 2013.		4 239 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef), Me Steve Magnan (Procureur en chef), Me Martin Côté (Procureur en chef adjointe), Me Sonia Paquet (Procureur en chef adjointe), Me Michel Ayotte (Procureur en chef adjoint), Me Sophie Lamarre (Procureur en chef adjointe), Me Isabelle Grondin (Procureur en chef adjointe), Me Mileyne Grégoire (Procureur en chef adjointe), Me Pierre Goulet (Procureur en chef adjoint), Me Annie Landreville (Procureur en chef adjointe) et Me Geneviève Côté (Procureur) : Participer à la conférence "Hands Across The Border", Portland (Maine), du 18 au 20 novembre 2013.		5 945 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer à la rencontre Service d'entraide internationale, Ottawa (Ontario), les 25 et 26 novembre 2013.		954 \$
Me Sonia Paquet (Procureur en chef adjointe), Me Claire Lessard (Procureur en chef adjointe) et Me Guylaine Sauvageau (Procureur) : Participer à la 7e Conférence annuelle interprovinciale sur le crime organisé, Toronto (Ontario), du 27 au 29 novembre 2013.		3 189 \$
Me Éric Laporte (Procureur en chef) : Participer à la conférence "National Liaison Committee on Proceeds of Crime", Ottawa (Ontario), du 30 novembre au 3 décembre 2013.		288 \$
Me Pierre Bienvenue (Procureur) : Plaidoirie à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), les 2 et 3 décembre 2013.		362 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer au séminaire régional de haut niveau sur la criminalité transnationale organisé en Afrique de l'Ouest, Bamako (Mali), du 9 au 15 décembre 2013. Certaines dépenses ont été payées par l'Organisation internationale de la Francophonie.		352 \$
Me Chloé Rousselle (Procureur), Me Alexandre Gauthier (Procureur), Me Isabelle Briand (Procureur en chef), Me Sébastien Bergeron-Guyard (Procureur) et Me Nicolas Poulin (Procureur) : Groupes de travail sur le crime organisé avec le Comité de coordination des hauts fonctionnaires (CCHF), Ottawa (Ontario), du 12 au 17 janvier 2014.		2 073 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer à la rencontre avec le Vérificateur général du Canada relatif au Service d'entraide internationale, Ottawa (Ontario), les 15 et 16 janvier 2014.		330 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) et Me Sonia Paquet (Procureur en chef adjointe) : Participer à la mission à Édimbourg avec la Sûreté du Québec auprès du Service de poursuite et des Services de police d'Écosse en vue de mettre sur pied une plate-forme commune d'entraide internationale, inspirée du modèle écossais. Rencontre avec la Délégation générale du Québec à Londres (Royaume-Uni), du 19 au 25 janvier 2014.		6 688 \$
Me Sébastien Bergeron-Guyard (Procureur) et Me Mélanie Haddad (Procureur) : Participer à la rencontre avec le Service d'entraide internationale et les U.S. Attorneys en vue de faciliter les demandes d'entraide auprès des fournisseurs de services Internet, Ottawa (Ontario), les 22 et 23 janvier 2014.		652 \$
Me Dennis Galatsatos (Procureur) : Plaidoirie à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), les 23 et 24 janvier 2014.		715 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer au Symposium sur les fraudes et la corruption, Toronto (Ontario), du 29 au 31 janvier 2014. Les frais de transport et d'hébergement ont été payés par l'Ontario.		293 \$
Me Patrick Michel (Procureur en chef) et M. Éric Giguère (Professionnel) : Participer à la conférence "Crown Knowledge Management and Information Sharing", Toronto (Ontario), du 4 au 6 février 2014.		2 103 \$
Me Sabin Ouellet (Procureur en chef) : Participer à des séries de conférences organisées par la Délégation générale du Québec à Bruxelles et rencontres avec l'International Association of Prosecutors (IAP) et l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF), Bruxelles (Belgique), du 17 au 22 février 2014. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales assume la présidence de l'AIPPF et Me Ouellet en est le délégué.		3 892 \$

VOYAGE	coût
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À TITRE DE CONFÉRENCIER À LA 3 ^e CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN, ZAMBIE (AFRIQUE), DU 28 FÉVRIER AU 9 MARS 2014. LE THÈME PORTE SUR LE RÔLE DU PROCUREUR POUR COMBATTRE LE CRIME FINANCIER.	4 376 \$
ME MONA BRIÈRE (PROCUREURE) : PARTICIPER AU DOSSIER "ANDREWS", FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), DU 3 AU 14 MARS 2014. UNE PARTIE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT A ÉTÉ PAYÉE PAR LE NOUVEAU-BRUNSWICK.	131 \$
ME MAXIME CHEVALIER (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : PARTICIPER AU FORUM "ALLOCATION METHODOLOGY" AU SUJET DE "FULL-TIME EQUIVALENT" (FTE), TORONTO (ONTARIO), LE 6 MARS 2014. UNE PARTIE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT A ÉTÉ PAYÉE PAR L'ORGANISATION DE TORONTO.	137 \$
ME YANNICK LARAMÉE (PROCUREUR EN CHEF) ET ME JOCELYNE RANCOURT (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA COUPE SOPINKA À TITRE DE JURY, OTTAWA (ONTARIO), DU 13 AU 16 MARS 2014.	1 671 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) ET ME SONIA P'AGUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE AVEC L'AFRIQUE, New York (New York), DU 17 AU 19 MARS 2014.	3 226 \$

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE	coût
ME HÉLÈNE DE KOVACHICH, PRÉSIDENTE, DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JUGE ADMINISTRATIF EN CHEF, CONFÉRENCIÈRE AU 8 ^e CONGRÈS ANNUEL DU FORDHAM LAW SCHOOL, New-York (É-U) DU 10 AU 12 AVRIL 2013.	868 \$
ME HÉLÈNE DE KOVACHICH, PRÉSIDENTE, DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JUGE ADMINISTRATIF EN CHEF, INTERNATIONAL ACADEMY OF MEDIATORS, SPRING CONFERENCE, TORONTO (ON) DU 10 AU 11 MAI 2013.	791 \$
MADAME MARIE CHAREST, JUGE ADMINISTRATIF, SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES, CONGRÈS 2013 DE LA CONFÉRENCE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS (CTAC), TORONTO (ON) DU 25 AU 28 MAI 2013.	2 302 \$
MONSIEUR YVAN LE MOYNE, JUGE ADMINISTRATIF, SECTION DES AFFAIRES SOCIALES, CONGRÈS 2013 DE LA CONFÉRENCE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS (CTAC), TORONTO (ON) DU 25 AU 28 MAI 2013.	2 426 \$
MONSIEUR MARIO ÉVANGÉLISTE, JUGE ADMINISTRATIF, SECTION DES AFFAIRES SOCIALES, CONGRÈS : FAIRE FACE À LA DOULEUR PSYCHIQUE : EXPÉRIENCE CLINIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONNAISSANCE EN PSYCHANALYSE, PRAGUE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE) DU 31 JUILLET AU 3 AOÛT 2013.	740 \$
ME MÉDARD SAUCIER, JUGE ADMINISTRATIF, SECTION COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, RÉUNION ANNUELLE DES PRÉSIDENTS EN CETM, CHARLOTTETOWN (PE) DU 12 AU 14 SEPTEMBRE 2013.	1 232 \$

G. 2 POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE **au Québec** PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B. LES COÛTS VENTILÉS;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

	VOYAGE	COÛT
26 OCTOBRE 2013 – VOYAGE À BAGOTVILLE – M. BERTRAND ST-ARNAUD		548 \$
27 AOÛT AU 31 AOÛT 2013 – VOYAGE À GASPÉ – M. BERTRAND ST-ARNAUD, MME SARAH MAGNAN ET M. DANIEL PAYETTE		4 285 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PESRonne ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	VOYAGE	COÛT
MONTREAL-BAGOTVILLE-MONTREAL, 12 JUIN 2013; CONFÉRENCIER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES RETRAITÉ(E)S DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC (AQRp) SUR « L'IMPORTANCE DU RÔLE DE LA CDPDJ EN PROTECTION DES PERSONNES AÎNÉES »; BILLET D'AVION : 408\$ (VOL MONTREAL BAGOTVILLE ANNULÉ À LA DERNIÈRE MINUTE PAR AIR CANADA); AUTRES FRAIS DE TRANSPORT : TRAIN, AUTOBUS ET TAXI; 258\$; REPAS (3) : 39\$ GAÉTAN COUSINEAU, PRÉSIDENT		705 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE		coût
ME MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, DU 30 AVRIL AU 2 MAI 2013 : QUÉBEC - BONAVENTURE - QUÉBEC, BUT : AUDIENCES		1 480 \$
ME MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, DU 8 AU 10 AVRIL 2013 : QUÉBEC - GATINEAU - QUÉBEC, BUT : AUDIENCES		1 140 \$
ME NATHALIE LEJEUNE, VICE-PRÉSIDENTE DE LA SECTION DES AFFAIRES SOCIALES, DU 15 AU 18 JUILLET 2013 : MONTRÉAL - ROUYN NORANDA - MONTRÉAL, BUT : AUDIENCES		1 992 \$
ME MÉDARD SAUCIER, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D’EXAMENS DES TROUBLES MENTAUX, DU 11 AU 14 NOVEMBRE 2013 : MONTRÉAL- VAL D’Or - MONTRÉAL, BUT : AUDIENCES		1 140 \$

- G. 3** LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :
- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHACUN DES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 ET 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
 - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ;
 - C. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES;
 - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
 - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	CONTRAT NÉGOCIÉ	APPEL DE CANDIDATURES	15 256 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS	CONTRAT NÉGOCIÉ	POST-CÉRÉMONIE	10 306 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	QUÉBEC MUNICIPAL	CONTRAT NÉGOCIÉ	DIFFUSION PAR COURRIEL POUR APPEL DE CANDIDATURES	1 000 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	PUBLI-GRIFFE	CONTRAT NÉGOCIÉ	CONCEPT ET GRAPHISME	750 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	REPROGRAFIC	SOUMISSION	MOZAÏQUE	173 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	IMPRIMERIE NICOBER	SOUMISSION	IMPRESSION DES DÉPLIANTS	1 625 \$
PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	FUNIO	CONTRAT NÉGOCIÉ	NOM DE DOMAINE INFORMATIQUE	85 \$
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	FUNIO	CONTRAT NÉGOCIÉ	NOM DE DOMAINE INFORMATIQUE	83 \$
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	PJJ PRODUCTIONS INC.	CONTRAT NÉGOCIÉ	SERVICE D'ENREGISTREMENT LIGNE TÉLÉPHONIQUE	150 \$
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	NUMÉRIX MÉDIA	SOUMISSION	FEUILLET ET AFFICHETTE	485 \$
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	ASYSTEL	SOUMISSION	AFFICHE	127 \$
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS	CONTRAT NÉGOCIÉ	PUBLICITÉ DANS LES HEBDOS	8 366 \$
LE JOUR DU DRAPEAU NATIONAL	PUBLICATIONS QUÉBEC	CONTRAT NÉGOCIÉ	GRAPHISME ET TRAVAIL DE FINITION DE LA BROCHURE	2 756 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS	ÉDITIONS YVON BLAIS	CONTRAT NÉGOCIÉ	PROMOUVOIR LE SYSTÈME DE JUSTICE PROVINCIAL LORS DE RENCONTRES NATIONALES ET INTERNATIONALES	2 051 \$

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
SIGNETS	IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL	SOUMISSION	LIGNE SANS FRAIS AGRESSION SEXUELLE	794 \$
SIGNETS ET FEUILLETS	JB DESCHAMPS INC.	SOUMISSION	S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	2 564 \$
SIGNETS	PRODUCTION PRÉIMPRIMÉES RICHARD VÉZINA	SOUMISSION	LIGNE SANS FRAIS AGRESSION SEXUELLE	1 045 \$
DÉPLIANTS	PRODUCTION PRÉIMPRIMÉES RICHARD VÉZINA	SOUMISSION	CAVAC	755 \$
SIGNETS ET DÉPLIANTS	GRAPHISCAN	SOUMISSION	CAVAC	1 638 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
PLACEMENT MÉDIAS, PLANIFICATION MÉDIA WEB	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	DEMANDE DE BIEN	PUBLICITÉ PROGRAMME SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ	150 \$
CONGRÈS CHAMBRE DES NOTAIRES	MARIAGE À RABAIS	GRÉ À GRÉ	PROMOUVOIR LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	50 \$
PROMOTION DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	G COMMUNICATION MARKETING	GRÉ À GRÉ	CONCEPTION ET CORRECTION DU DÉPLIANT DES CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	120 \$

FONDS DES REGISTRES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
IMPRESSION DE DÉPLIANTS	K-2 IMPRESSIONS	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	INFORMATION SUR LE RDPRM, LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION ET LE REGISTRE DES LOBBYISTES	1 998 \$
SALONS ET EXPOSITIONS	DIVERS FOURNISSEURS: SALONS ET EXPOSITIONS COMPREND LOCATION DES ESPACES, FRAIS CONNEXES ET FRAIS DE DÉPLACEMENT	GRÉ À GRÉ	FAIRE CONNAÎTRE LES DIFFÉRENTS REGISTRES DU FONDS DES REGISTRES	28 274 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
	CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC, LA	CONTRAT NÉGOCIÉ	DOTATION : AFFICHAGE DE POSTE	350 \$
	ÉDITIONS NITRAM INC., LES	CONTRAT NÉGOCIÉ	ANNONCE – REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS, ÉDITION 2013, DANS LE MAGAZINE FUGUES	460 \$
	JOURNAL DE MONTRÉAL, LE	CONTRAT NÉGOCIÉ	PARUTION D'UN AVIS PUBLIC DANS UN DOSSIER DU CONTENTIEUX	196 \$
	MEDIA TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	CONTRAT NÉGOCIÉ	ANNONCE - REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS, ÉDITION 2013, DANS LE JOURNAL METRO	1 536 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
MATÉRIEL D'INFORMATION	SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	GRÉ À GRÉ	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE	4 375 \$
MATÉRIEL D'INFORMATION	TRANS-GRAPHIQUE IMPRIMEUR	GRÉ À GRÉ	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE	8 697 \$
MATÉRIEL D'INFORMATION	ROBERT DEVOST GRAPHISTE INC.	GRÉ À GRÉ	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE	220 \$
DIFFUSION	LE MONDE JURIDIQUE INC.	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION D'UNE PUBLICITÉ POUR LE 40E ANNIVERSAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE	4 000 \$

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS ÉCRITS (QUOTIDIENS)	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	N/A	PUBLICITÉ "HAUSSE DES SEUILS À L'AIDE JURIDIQUES".	52 367 \$
DIFFUSION	BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC	1 172 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT BISÉ	COÛT
SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013	COPIES DE LA CAPITALE	CONTRAT NÉGOCIÉ	ARTICLES PROMOTIONNELS	609 \$
SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013	CRÉAPUB DESIGN	SUR INVITATION	ARTICLES PROMOTIONNELS	1 386 \$
SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013	CRÉATIONS MYRIADE	CONTRAT NÉGOCIÉ	ARTICLES PROMOTIONNELS	978 \$
ACTIVITÉS ORGANISATIONNELLES	DRAPEAUX ET BAN-NIÈRES L'ÉTENDARD INC.	CONTRAT NÉGOCIÉ	ARTICLES PROMOTIONNELS	933 \$
ACTIVITÉ DE CONSOLIDA-TION D'ÉQUIPE	GAGNON LÉVESQUE INC.	SUR INVITATION	VALORISATION DE LA SANTÉ (FONDATION QUÉBEC JEUNES)	1 975 \$

FOND D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G. 4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. LE NOMBRE TOTAL D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- G. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- H. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);
- I. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.

MINISTÈRE

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
ASYSTEL	CONFÉRENCE DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	115 \$	SEUIL D'AMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE
ASYSTEL	CONFÉRENCE DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	396 \$	DÉVOILEMENT / CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ EN OUTAOUAIS, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE ET SAGUENAY
MOTEL CHANDLER (LOCATION DE LA SALLE)	ACTIVITÉ DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	75 \$	ANNONCE DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE – ÎLES-DE-LE-MADELEINE
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	ACTIVITÉ DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	157 \$	ANNONCE DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS
ASYSTEL	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	73 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 111 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
PHOTOPRO2 JACQUES SMITH	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	375 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
L.A.P.S. SON ET MUSIQUE	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 150 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
NUMÉRIX MÉDIA	INAUGURATION	SOUMISSION	125 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
LOCATION MARO	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	223 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
PHOTOGRAPHE INFOGRAFFE LATREILLE YVON	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	375 \$	PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	MESSAGE DU MINISTRE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 225 \$	LANCEMENT / GUIDE À L'INTENTION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
BARREAU DU QUÉBEC	SALON ET CONGRÈS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 975 \$	SALON VISEZ DROIT
PRODUCTIONS TÊTE D'AFFICHE	SALON ET CONGRÈS	CONTRAT NÉGOCIÉ	125 \$	SALON VISEZ DROIT

Organismes

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE MONTRÉAL	CONFÉRENCE DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	920 \$	LOCATION DE SALLES POUR LE LANCEMENT DU RAPPORT SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES (PHARMACIES ET SUPERMARCHÉS) ET LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP.
HÔTEL INTERCONTINENTAL	CONFÉRENCE DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 256 \$	LA COMMISSION EXPLIQUE SON AVIS SUR LE PROJET DE LOI 60, À LA SUITE DE LA FUITE DE SON DOCUMENT DANS LA PRESSE.
AUBERGE DES GOUVERNEURS PLACE DUPUIS, IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL, ARSCRIPTUM DESIGN, JEAN-CHARLES HUBERT (PHOTOGRAPHE), LAMCOM TECHNOLOGIES, LES ÉDITIONS NITRAM INC. ET MÉDIAS TRANSCONTINENTAL	CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2013 À L'OC-CASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA PERSONNE DU 10 DÉCEMBRE.	SALLE / IMPRIMERIES : SOUMISSIONS SUR INVITATION; PHOTOGRAPHE ET AUTRES: CONTRATS NÉGOCIÉS;	8 813 \$	LA COMMISSION REND HOMMAGE AU LAURÉAT, STEVE FOSTER, DU CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEURS	TYPE D’ÉVÈNEMENT	MODE D’OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
ME JEAN-CLAUDE HÉBERT	REPRÉSENTATION AUPRÈS DES MÉDIAS AU COURS DE L’EXERCICE FINANCIER 2013-2014	CONTRAT	1 555 \$	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC AUPRÈS DES MÉDIAS

- G. 5

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :
- ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;

B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

- ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

C. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;

D. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ;

E. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

F. LES NOMS DES FOURNISSEURS OU DES CONSULTANTS;

G. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

MINISTÈRE

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME			BUT VISÉ	coût
FORMATION / Outil de travail Gescom / Planification des activités de communication gouvernementale				AUCUN

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE				
FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	coût	BUT VISÉ	
AFI EXPERTISE	CONTRAT NÉGOCIÉ	450 \$	MIXROSOFT – FRONT PAGE	
ALIAS FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 403 \$	TECHNIQUE DE RÉDACTION POUR LE Web	
RTC.COM	N/A	850 \$	RELATION AVEC LES MÉDIAS	

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
AUCUN.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
ABC-Québec	CONTRAT NÉGOCIÉ	95 \$	FORMATION "Gestion de crise, communications et relations publiques".
LES RENCONTRES LA PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	44 \$	CONFÉRENCE "LES DESSOUS DU JOURNALISME D'ENQUÊTE" AVEC DES CHRONIQUEURS ET DES JOURNALISTES DE LA PRESSE.
TÉLÉ-UNIVERSITÉ (TÉLUQ)	CONTRAT NÉGOCIÉ	20 \$	CONFÉRENCE "INFORMATION ET DÉSINFORMATION, LE COMBAT EXTRÊME DU 21 ^e SIÈCLE".

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
AUCUN.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
LES PRODUCTIONS EVENTIA INC	SUR INVITATION : LA RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS DU TRIBUNAL A PARTICIPÉ A UNE CONFÉRENCE SUR LES COMMUNICATIONS INTERACTIVES ET LE Web 2.0	427 \$	VEILLE DANS LE DOMAINE DES COMMUNICATIONS.

- G. 6

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :
- ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

A.

LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;

B.

LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

MINISTÈRE

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
AUCUN.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
RTC.COM	N/A	850 \$	RELATION AVEC LES MÉDIAS

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D' AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDiquANT POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- D. L'ÉCHÉANCIER;
- E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
A.Y. SOUCY & ASSOCIÉ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE Beauharnois.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ACTI-COM INC.	PRÉPARATION ET DIFFUSION D'UNE FORMATION INTITULÉE « L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE »).	Gré à Gré	2 200,00 \$
ADECCO SERVICES DE RESSOURCES HUMAINES LTÉE	ÉVALUATION DU POTENTIEL DE PERSONNEL-CADRE.	Gré à Gré	6 725,00 \$
AGENCE DE DÉMÉNAGEMENT J.M.V.	SERVICES DE MANUTENTIONNAIRE POUR DIVERS TRAVAUX.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 868,00 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 535,22 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 815,29 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 342,37 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 453,40 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 615,94 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 969,98 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 866,75 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 078,66 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 576,87 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 689,67 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 793,18 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 830,72 \$
AIR CREBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 017,42 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 027,19 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 158,57 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 477,37 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 528,16 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 532,74 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 888,03 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 077,26 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 825,01 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 862,61 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 974,95 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 735,03 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 750,23 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 911,84 \$
AIR CREBEC INC.	NOUÏSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 152,83 \$
ALBERTSON, LANDRY, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ALOUPA, LIZZIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ANDRÉ FILLION ET ASSOCIÉS INC.	FORMATION POUR 48 JURISTES.	Gré à Gré	10 517,25 \$
APERTA INC.	ENTRETIEN DU LOGICIEL DU SYSTÈME DE TRAITEMENT MASSIF.	Gré à Gré	9 864,00 \$
A-Plus NETTOYAGE	SERVICE DE NETTOYAGE DE FAUTEUILS.	Gré à Gré	1 100,00 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 171,31 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 484,34 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 979,12 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	2 150,90 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	2 276,90 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	4 017,88 \$
ARANDA NEIRA, MARIA ANGELICA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	11 000,00 \$
ARCHAMBAULT, ALAIN	EXPERTISE EN PUBLICITÉ FONCIÈRE POUR ACCOMPAGNER LES JURISTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS L'ANALYSE DE CERTAINES PROBLÉMATIQUES EN CE DOMAINE.	Gré à Gré	10 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ARGJRI, ADRIAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 999,00 \$
ASC SÉCURITÉ INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ.	Gré à Gré	3 507,50 \$
ASIATIS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ASSELIN, FRANCE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE.	Gré à Gré	1 425,85 \$
AUBUT HEENAN BLAIE S.E.N.C.R.L. SRL	SERVICES PROFESSIONNELS CONCERNANT LA PRÉSCRIPTION DES RECOURS EN RÉPARATION DU PRÉJUDICE CORPOREL RÉSULTANT D'UN ACTE POUVANT CONSTITUER UNE INFRACTION CRIMINELLE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
AWASHISH, CHANTALE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE D'ALMA ET ROBER-VAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
AWASHISH, JULIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
AWASHISH, MATHA-KARINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
AYOTTE, FRANÇOIS	EXPERTISE EN TENURE SEIGNEURIALE POUR CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LES JURISTES DES AFFAIRES NOTARIALES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
BAILLARGEON, MARIO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'IBERVILLE.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BARDOUIL, EVELYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LA MÉTROPOLE.	Gré à Gré	2 000,00 \$
BARIL, SUZANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'IBERVILLE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
BARON, ANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	COTISATIONS PROFESSIONNELLES.	Gré à Gré	3 781,20 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 637,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ESPACE PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL DU BARREAU.	Gré à Gré	1 681,00 \$
BEAULIEU, JOCELYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	2 000,00 \$
BEAULIEU, JOCELYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	2 500,00 \$
BÉDARD, ALICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE SAINT-HYACINTHE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
BÉLANGER, PASCALE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	24 999,00 \$
BÉLANGER, PASCALE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
BELL CANADA	SOUTIEN POUR LE SERVEUR ARCSIGHT AE-7045.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 565,22 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
BELL CANADA	SOUTIEN SUR LE LOGICIEL McAfee Endpoint Protection.	Gré à Gré	2 303,60 \$
BELL CONFÉRENCES INC.	DEUX ABONNEMENTS POUR LE SERVICE DE CONFÉRENCE INTERNET WebEx.	Gré à Gré	2 278,80 \$
BELLEAU, MICHÈLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
BENOIT, LYNNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SAINT-FRANÇOIS.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BIENVENUE PATENAUDE HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEDFORD.	Gré à Gré	24 000,00 \$
BLONDIN, LORRAINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'IBERVILLE.	Gré à Gré	22 000,00 \$
BOISJOLY, BÉDARD & ASSOCIÉS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES.	Gré à Gré	24 000,00 \$
BOISJOLY, BÉDARD & ASSOCIÉS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT DE QUÉBEC.	Gré à Gré	1 458,50 \$
BOKO, Irfan	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 999,00 \$
BOLDUC, CHRISTOPHE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTMAGNY.	Gré à Gré	24 000,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE	Gré à Gré	1 500,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE	Gré à Gré	2 000,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	3 750,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
BOUCHARD, JEAN	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS.	Gré à Gré	1 471,50 \$
BOUDREAU, SYLVAIN	SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE D'UNE CONFÉRENCE INTITULÉE « LE MOI INC. ».	Gré à Gré	7 500,00 \$
BOULIANE & BOULIANE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BOURINGUEUR (Le)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BRASSEUR, CLAUDETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
BREEN, DONALD	TRAVAUX DE RÉVISION DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DE TEXTE ANGLAIS.	Gré à Gré	15 000,00 \$
BRETON, MARIETTE	INSTALLER UNE NOUVELLE APPROCHE POUR LE SUIVI DU PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.	Gré à Gré	5 000,00 \$
BRIO CONSEILS INC.	ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL AUPRÈS DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	Gré à Gré	8 000,00 \$
BROUILLETTE & ASSOCIÉE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
BROWN, PIERRE	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 950,00 \$
BRUCHESI, TOULOUSE, BRASSARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	Gré à Gré	24 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
BRUTUS, JEAN-PAUL	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 700,00 \$
CAFÉ VP	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE CENTRE DE SERVICES JUDICIAIRES GOUIN.	Gré à Gré	24 500,00 \$
CAFÉ VP	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 500,00 \$
CARRIER, ANDRÉ	ACCOMPAGNER LA CHARGÉE DE PROJET EN VUE DE FAVORISER LA TRANSITION ET LE TRANSFERT D'EXPERTISE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
CASULA, CHANTAL MARIE-ROSE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
CBCI TELECOM	ENTRETIEN DES VISOCONFÉRENCES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 885,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	5 000,00 \$
CENTRIFY	SUPPORT ET MAINTENANCE DES LOGICIELS « CENTRIFY ».	Gré à Gré	1 520,00 \$
CHAMBERLAND, ANGÉLINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
CHARLES LESSARD, GRAPHISTE	SERVICES DE GRAPHISME POUR LA BROCHURE DU 25e. FACTURE FINALE	Gré à Gré	1 095,00 \$
CHARLES LESSARD, GRAPHISTE	SERVICES DE GRAPHISME POUR LA BROCHURE DU 25e. FACTURE INTÉRIMAIRE	Gré à Gré	7 729,00 \$
CHÂTEAU JOUETTE	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 616,09 \$
CHEEZO, DIANA LYNN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	6 750,00 \$
CLEVERBRIDGE	ABONNEMENT À L'OUTIL D'INVENTAIRE LANSWEEPER ENTREPRISE.	Gré à Gré	2 239,30 \$
COMPAGNIE DU GROUPE DATA	MODIFICATION DE L'EMBALLAGE POUR LES COMMANDES DE PAPIER FILIGRANÉ.	Gré à Gré	4 356,00 \$
COMPUCom	ENTRETIEN DU LOGICIEL BARRACUDA Web Filtre.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 888,70 \$
COMPUCom	SOUTIEN DES LOGICIELS PDF LIBRARY DEVELOPMENT ET PDF LIBRARY SUPPORT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 212,05 \$
COMPUCom	SOUTIEN POUR LES LICENCES BlackBerry Enterprise Server.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 339,40 \$
COMPUCom	SOUTIEN POUR LES LOGICIELS WhatsApp.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 974,88 \$
COMPUCom	SOUTIEN POUR LES PRODUITS Right Fax.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 824,90 \$
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR LES LICENCES vRanger Pro.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 582,08 \$
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR LES LOGICIELS Ghost.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 064,00 \$
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS Active PDF.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 303,99 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS DE SCAKEOUT STATE SERVER.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 082,20 \$
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS DE SÉCURITÉ SYMANTEC BACKUP.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 666,65 \$
COMPUGEN INC.	SOUTIEN POUR TREND MICRO ENTERPRISE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 362,00 \$
CÔTÉ, LOUIS	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
CPU	SOUTIEN POUR LES PRODUITS QUEST-DELL	GRÉ À GRÉ	11 210,00 \$
CRÉPEAU, FRANÇOIS	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
DA FRANCO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
DALLAIRE, ROSELYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE HULL ET DE PONTIAC.	GRÉ À GRÉ	6 000,00 \$
DANBROOK, WALLIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE ROBerval ET D'ALMA.	GRÉ À GRÉ	9 000,00 \$
DARVEAU & ASSOCIÉ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
DATAMARK SYSTEMS	IMPRESSION DE CONSTATS D'INFRACTION.	GRÉ À GRÉ	17 031,00 \$
DELL COMPUTER CORPORATION	SOUTIEN D'UNE TOUR DE DISQUES DELL POWER VAULT.	GRÉ À GRÉ	3 004,80 \$
DELL COMPUTER CORPORATION	SOUTIEN D'UNE TOUR DE DISQUES DELL POWER VAULT.	GRÉ À GRÉ	4 396,80 \$
DELL COMPUTER CORPORATION	SOUTIEN POUR LES SERVEURS DELL.	GRÉ À GRÉ	24 883,68 \$
DELLE DONNE & ZUCCARO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
DELTA SHERBROOKE	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 237,69 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE	SERVICES DE MANUTENTIONNAIRE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 365,00 \$
DEMERS, HÉLÈNE	RÉVISION LINGUISTIQUE.	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
DÉSORMEAUX & BROUILLARD HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
DESTERRES, PHILOMÈNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LA CÔTE-NORD.	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
DEXTÉRITÉ CANADA INC.	ENTRETIEN ET SÉCURITÉ DE LOGICIELS IBM.	GRÉ À GRÉ	8 142,00 \$
DIAMOND WAYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
DOCUCOM DIGITAL INC.	ENTRETIEN DES LOGICIELS DE NUMÉRISATION.	GRÉ À GRÉ	12 490,00 \$
DOCUCOM DIGITAL INC.	ENTRETIEN ET MISE À JOUR DE LOGICIELS.	GRÉ À GRÉ	11 896,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
DONALD J. BRADLEY HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL.	Gré à Gré	15 000,00 \$
DUPÉRÉ, LINDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	Gré à Gré	3 000,00 \$
DUPÉRÉ, LINDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE DRUMMONDVILLE.	Gré à Gré	23 000,00 \$
ENVELOPPE CONCEPT	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	1 309,00 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	458,43 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	1 461,80 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	11 166,40 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 076,00 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	5 925,54 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	8 103,24 \$
ÉTUDE ANDRÉ LESSARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ABITIBI.	Gré à Gré	20 000,00 \$
ÉTUDE BERNARD LÉVESQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BAIE-COMEAU.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE BERNARD MICHEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RIMOUSKI.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE BERNIER PELLETIER HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE DE HUISSIERS GUY TRUCHON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MINGAN.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE DEREPENTIGNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	Gré à Gré	20 000,00 \$
ÉTUDE D'HUISSIERS MARTIM-BAULT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE GAÉLAN BÉLANGER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE GAÉLAN ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE GALARNEAU SAUVÉ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE TERREBONNE ET LAVAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE GASTON ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RIMOUSKI.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE GERMAIN BASTIEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TÉMISCAMINGUE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE GERMAIN DELISLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE L'ABITIBI.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE GIUSEPPE VITALE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE GUINDON PILON, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE JACINTHE BERTRAND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LABELLE.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE JACQUES DUCLOS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	Gré à Gré	10 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ÉTUDE JACQUES VIEIN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE JEAN REED	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOUETTE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE JEAN-MARC CLAVEAU HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE J-F BOUCHARD INC., HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE JOSEPH ODMAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE LISE PROULX	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GASPÉ.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE LOUIS GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE LOUISE LEBLANC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GASPÉ.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE MARIO BRUNET	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE L'ABITIBI.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE PASCAL GAUMOND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ARTHABASKA.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE PATRICK ST-MICHEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ÉTUDE PIERRE MICHAUD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE RENÉ BERTRAND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LABELLE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE REYNALD FLAGEOL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE SAINT-MAURICE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉTUDE RICHARD GAGNÉ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE STÉPHANE CARPENTIER, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	15 000,00 \$
ÉTUDE STEVE PINARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RICHELIEU.	Gré à Gré	24 000,00 \$
ÉTUDE TRÉPANIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE ROUYN-NORANDA.	Gré à Gré	5 000,00 \$
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL	FEUILLES DE RÉPONSES ET CORRECTIONS POUR DES TESTS PSYCHOMÉTRIQUES.	Gré à Gré	4 438,50 \$
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL	ÉVALUATION DE PERSONNELS SÉLECTIONNÉS DANS LE CADRE DU PLAN DE RELÈVE À LA GESTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICES ET DES REGISTRES.	Gré à Gré	1 093,75 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 850,00 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 990,00 \$
EZEKIEL, RHODA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	20 000,00 \$
FARAH, MUKI	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.	Gré à Gré	1 200,00 \$
FAROUK, HIND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	5 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
FOISY LABRECQUE, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DE LONGUEUIL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
FORMULES B.C.H.	REPRODUCTION DES DÉBATS JUDICIAIRES.	Gré à Gré	2 096,25 \$
FORTIER, TOURIGNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ARTHABASKA.	Gré à Gré	20 000,00 \$
FRANÇOIS LE BLANC, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
G.O. SÉCURITÉ GRANBY INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS DANS LE DISTRICT DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU.	Gré à Gré	20 000,00 \$
G.O. SÉCURITÉ GRANBY INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE DISTRICT DE SAINT-HYACINTHE.	Gré à Gré	20 000,00 \$
GAGNON & GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BONAVENTURE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
GAGNON, FABIEN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 260,00 \$
GAGNON, FABIEN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 260,00 \$
GARDA WORLD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE VICTORIAVILLE.	Gré à Gré	20 000,00 \$
GAUTHIER MONTPEIT S.E.N.C.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOLIETTE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
GAUTHIER, LÉVY, ASSOCIÉS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	15 000,00 \$
GENDRON, MAURICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GESTION LE DRUGSTORE DU VIEUX-MONTRÉAL INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GILLES ANCTIL & LYNÉ PARISEAU, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
GINGRAS, LINDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
GIRARD, JOHANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE.	Gré à Gré	23 000,00 \$
GODBOUT, LINE	SERVICES TECHNIQUES POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION DU SOUTIEN À LA GESTION.	Gré à Gré	10 500,00 \$
GORDON N., SUZIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GRIMARD, JOSETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
GROUPE ARTHRO-EXPERT INC.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 400,00 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE D'ALMA.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE HAVRE-AUBERT.	Gré à Gré	24 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	17 000,00 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE VICTORIAVILLE.	Gré à Gré	20 000,00 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	TRANSPORT DES RECETTES DES SERVICES FINANCIERS DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GROUPE STÉNO QUÉBEC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT DE St-HYACINTHE.	Gré à Gré	10 000,00 \$
GUERTIN, LYNN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES.	Gré à Gré	5 000,00 \$
GUMBOC, MARIA GRACIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	5 000,00 \$
HAI, THACH	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	2 000,00 \$
HILCHEY KAREN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	15 000,00 \$
HILTON MONTRÉAL/LAVAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 338,32 \$
HILTON MONTRÉAL/LAVAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 477,36 \$
HILTON MONTRÉAL/LAVAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 566,30 \$
HÔTEL CHATEAU JOLIETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOLIETTE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
HÔTEL CHÂTEAU LAURIER - QUÉBEC	RÉCEPTION POUR LES DÉLÉGUÉS DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION FPT DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.	Gré à Gré	1 069,34 \$
HÔTEL INTERCONTINENTAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 307,52 \$
HÔTEL INTERCONTINENTAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	5 858,10 \$
HÔTEL LES SUITES LAVIOLETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	7 500,00 \$
HÔTEL PLAZA VALLEYFIELD	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 433,38 \$
HÔTEL VALLÉE DES FORTS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE D'IBERVILLE.	Gré à Gré	10 000,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	22 000,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	8 199,00 \$
IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL QUÉBEC	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.	Gré à Gré	3 930,00 \$
INTRO SÉCURITÉ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD.	Gré à Gré	20 000,00 \$
IROSOFT INC.	SOUTIEN ET ENTRETIEN DES MODULES DE L'ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE.	Gré à Gré	13 600,00 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	1 515,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
J.B. DESCHAMPS INC.	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	3 052,00 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	3 598,00 \$
JASMIN PIRRO, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
JEAN CARBONNEAU, HUISSIERS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTMAGNY ET DE KAMOURASKA.	Gré à Gré	10 000,00 \$
JETÉ, CLAUDE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	Gré à Gré	3 000,00 \$
JOCELYNE JARRY	ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR EX-ÉPOUX.	Gré à Gré	5 000,00 \$
JOSÉE FORTIN, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE ROUYN-NORANDA.	Gré à Gré	5 000,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE CHEMISES DE CLASSEMENT CODIFIÉES.	Gré à Gré	5 718,20 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE CHEMISES DE CLASSEMENT.	Gré à Gré	2 381,60 \$
K2 IMPRESSIONS	IMPRESSION DE DIVERS DÉPLIANTS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 998,00 \$
KADOCH, STÉPHANE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.	Gré à Gré	12 000,00 \$
KOREM LOGICIELS ET DONNÉES GÉOSPATIAUX INC.	ABONNEMENT À GoogleMaps API Premier.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 500,00 \$
L.A.P.S. SON ET MUSIQUE	SERVICES DE SONORISATION POUR UNE CONFÉRENCE DE PRESSE À SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.	Gré à Gré	1 150,00 \$
LA RUE, ANDRÉ	SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE DOSSIER DES CENTRES DE PROXIMITÉ DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 321,50 \$
LACASSE, MANON	PRÉPARER LES DIFFÉRENTES DEMANDES DU DÉPUTÉ DE CHAMBLY DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUPPORT À L'ACTION BÉNÉVOLE.	Gré à Gré	4 000,00 \$
LAFORTUNE, HENRI A.	PARFAIRE LA CONFECTION DE L'AVIS D'AUTORISATION DE POURVOI AMENDÉ ET DES ANNEXES.	Gré à Gré	10 000,00 \$
LAFORTUNE, HENRI A.	PARFAIRE LA CONFECTION DE MÉMOIRES ET RECUEIL DE SOURCES.	Gré à Gré	6 669,63 \$
LAFORTUNE, HENRI A.	RÉDACTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES.	Gré à Gré	14 667,79 \$
LAFORTUNE, HENRI A.	RÉDACTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES.	Gré à Gré	2 576,99 \$
LAFORTUNE, HENRI A.	RÉDACTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES.	Gré à Gré	3 570,49 \$
LAFRENIÈRE, SIMON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE BEDFORD.	Gré à Gré	24 000,00 \$
LATRAVERSE HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
LAVALLÉE, MARIE-HÉLÈNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE BEAUCE, FRONTENAC ET MONTMAGNY.	Gré à Gré	24 000,00 \$
LE BEL, MICHEL (ME)	PROPOSER UNE RÉVISION DES ORIENTATIONS ET MESURES DU MINISTRE DE LA JUSTICE EN MATIÈRE D'AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES.	Gré à Gré	5 000,00 \$
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	Gré à Gré	13 200,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
LEBEL COMMUNICATION INC.	NOUVELLE IMAGE DE LA COUR DU QUÉBEC.	Gré à Gré	7 230,00 \$
LEE JUNIO MIRA JOAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
LEMIEUX, PIERRE	FORMATION SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
LES ENTREPRISES LOU BROUSSEAU ENR.	NETTOYAGE D'APPAREILS INFORMATIQUES.	Gré à Gré	8 500,00 \$
LESSARD, DAVID	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SHERBROOKE.	Gré à Gré	10 000,00 \$
LEVASSEUR, SIMON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES.	Gré à Gré	24 000,00 \$
LEVESQUE, DENIS	SERVICES DE CONSEILLER PROFESSIONNEL SÉNIOR.	Gré à Gré	3 300,00 \$
LÉVESQUE, FRÉDÉRIC	FORMATION SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
LOEWS HÔTEL LE CONCORDE QUÉBEC	RENCONTRE DE 80 GESTIONNAIRES 2013.	Gré à Gré	19 607,05 \$
MADU, DONATUS CHIKAODI	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LA MÉTROPOLE.	Gré à Gré	3 000,00 \$
MAPACHEE, BIANCA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
MAPACHEE, BIANCA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	20 000,00 \$
MARQUIS IMPRIMEUR INC.	IMPRESSION DE CAHIERS.	Gré à Gré	3 329,05 \$
MARTINEZ, DAVID	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	15 000,00 \$
MASUTTI, LIVIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.	Gré à Gré	1 200,00 \$
MASUTTI, LIVIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
MAX AVIATION	NOLUSEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	Gré à Gré	7 045,78 \$
MC CANN, JOSETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
MEDISOLUTION 2009 INC.	MIGRATION DU LOGICIEL VIRTUO GESTION RESSOURCES FINANNCIÈRES.	Gré à Gré	3 877,50 \$
MÉNARD, ANDRÉ	ASSURER LES SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU PROJET DE LA POLITIQUE D'ACCÈS AUX ARCHIVES JUDICIAIRES.	Gré à Gré	20 000,00 \$
MICHEL GAUCHER, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOLIETTE.	Gré à Gré	5 000,00 \$
MILL VITRES D'AUTOS	CONFECTION D'UNE CABINE DE TÉMOINS PORTATIVE.	Gré à Gré	1 500,00 \$
MONIQUE C. DUBÉ HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE FRONTENAC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
MULTIHexa QUÉBEC INC.	CRÉATION D'UNE APPLICATION AFIN DE SAISIR ET DE GÉRER LES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES.	Gré à Gré	8 680,00 \$
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	ENTRETIEN POUR LE BARRACUDA Web Filter 810.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 318,28 \$
NCI	LICENCES DE LOGICIELS.	Gré à Gré	7 868,21 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
NIVAXIE, EVA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
OLAOYE O. OYEWOLE-ELETU	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 999,00 \$
OPEX CORPORATION	ENTRETIEN DES SYSTÈMES D'OUVERTURE DE COURRIER OPEX.	Gré à Gré	6 600,00 \$
OUIMET GÉRARD	FORMATION TRAITANT DES OUTILS DE GESTION DES PERSONNALITÉS DIFFICILES.	Gré à Gré	4 024,13 \$
PARÉ, OUELLET, BIGAQUETTE & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	24 000,00 \$
PASCAN AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION.	Gré à Gré	6 624,74 \$
PÉPIN, MAUDE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU Bas-St-Laurent ET DE LA Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine.	Gré à Gré	20 000,00 \$
PERREault, LINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
PERREault, MARC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN.	Gré à Gré	20 000,00 \$
PHILIPPE & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
PICHÉ, HUGUETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCE.	Gré à Gré	24 000,00 \$
PIERRE BUIER, HUISSIER DE JUS-TICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RIMOUSKI.	Gré à Gré	10 000,00 \$
PITNEY BOWES	FRAIS POSTAUX.	Gré à Gré	1 245,22 \$
PITNEY BOWES	UTILISATION DE PHOTOCOPIEUR.	Gré à Gré	1 028,35 \$
PITNEY BOWES	UTILISATION DE PHOTOCOPIEUR.	Gré à Gré	1 172,80 \$
PITNEY BOWES	UTILISATION DE PHOTOCOPIEUR.	Gré à Gré	1 217,82 \$
PITNEY BOWES	UTILISATION DE PHOTOCOPIEUR.	Gré à Gré	1 867,52 \$
PLANTECA INC.	ENTRETIEN ET LOCATION DE PLANTES D'INTÉRIEURS.	Gré à Gré	5 000,00 \$
POTVIN, CHARLYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE.	Gré à Gré	3 000,00 \$
POTVIN, CHARLYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE.	Gré à Gré	3 500,00 \$
POTVIN, CHARLYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SAINT-FRANÇOIS.	Gré à Gré	10 000,00 \$
PRODUCTIONS IMPRIMÉES RICHARD VÉZINA	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	2 025,00 \$
PRODUCTIONS IMPRIMÉES RICHARD VÉZINA	SERVICES D'IMPRESSION.	Gré à Gré	3 395,00 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 141,33 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 183,58 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 205,25 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 838,86 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 980,25 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 410,38 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 023,12 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 467,46 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 349,13 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 663,27 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 741,24 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 782,80 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 985,00 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 097,94 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 145,49 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 146,77 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 306,81 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 343,75 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 395,33 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 470,64 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 515,68 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 649,06 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 669,11 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 801,54 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 119,77 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 233,41 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 661,34 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 165,03 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 175,90 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 226,75 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 719,01 \$
PROTEAU, GUYLAINE	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 500,00

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
PROULX, MONIQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SAINT-FRANÇOIS.	Gré à Gré	10 000,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	RENOUVELLEMENT « CONTRÔLES JUDICIAIRES DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE ».	Gré à Gré	1 050,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	RENOUVELLEMENT « DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOISE » — INTERNET.	Gré à Gré	1 029,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	RENOUVELLEMENT « DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOISE ».	Gré à Gré	11 319,51 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	RENOUVELLEMENT « CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS QUÉBÉCOIS — FEUILLES MOBILES "»	Gré à Gré	1 179,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	RENOUVELLEMENT « L'ASSURANCE DE PERSONNES AU QUÉBEC — FEUILLES MOBILES »	Gré à Gré	1 179,00 \$
PVB HUISSIERS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	15 000,00 \$
QTMG, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	20 000,00 \$
QUÉBEC MUNICIPAL	PUBLICITÉ SUR LE PORTAIL QUÉBEC MUNICIPAL DANS LE CADRE DU PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.	Gré à Gré	1 000,00 \$
QUINTIN ET ASSOCIÉES HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	5 000,00 \$
RAINVILLE, DANIELLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE BEAUHARNOIS.	Gré à Gré	23 000,00 \$
RAJACHANDRA, EASWARY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	3 500,00 \$
RANCH DU VALLON	TRANSPORT ET SERVICES DE PENSION POUR CHEVAUX DANS LE CADRE D'UN PROCÈS.	Gré à Gré	17 146,91 \$
RANCH DU VALLON	TRANSPORT ET SERVICES DE PENSION POUR CHEVAUX DANS LE CADRE D'UN PROCÈS.	Gré à Gré	5 520,00 \$
RESELLJ, ROBERTY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU.	Gré à Gré	1 192,19 \$
RESELLJ, ROBERTY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE ROBerval.	Gré à Gré	5 000,00 \$
REGIS, VICTORIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES.	Gré à Gré	5 000,00 \$
RÉSEAU INTERNET QUÉBEC (RIQ) INC.	HÉBERGEMENT DU SITE Web DES TRIBUNAUX.	Gré à Gré	5 938,92 \$
RESTAURANT DES GOUVERNEURS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
RESTAURANT DU VIEUX-PORT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
RESTAURANT LE MODAVIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
RICCI TEASDALE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
RICHARD GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	5 000,00 \$
RJR INNOVATIONS INC.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS BMC Service Desk Express.	Gré à Gré	18 229,67 \$
ROBERT, JEAN-GUY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE SAINT-FRANÇOIS.	Gré à Gré	10 000,00 \$
ROBERTSON TRIIRISI IRNIQ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	20 000,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ROCK, CLÉMENT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	2 000,00 \$
RONDEAU, ALAIN	SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE D'UNE CONFÉRENCE MIDI.	Gré à Gré	1 770,00 \$
RONDEAU, ALAIN	SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DE LA RENCONTRE DES GESTIONNAIRES 2013 INTITULÉE " LE RÔLE DU GESTIONNAIRE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS MAJEURS".	Gré à Gré	2 650,00 \$
SALA, JEANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
SAMBATH, HEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	500,00 \$
SANGIN, VÉRONIQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
SAVOIE, GEORGETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHE DANS LES DISTRICTS DE RIMOUSKI, BONAVENTURE, GASPÉ ET KAMOURASKA.	Gré à Gré	10 000,00 \$
SCALLEN, JENNIFER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI.	Gré à Gré	6 000,00 \$
SCALLEN, JENNIFER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU LAC-SAINT-JEAN ET DE CHIMOUGAMAU.	Gré à Gré	24 000,00 \$
SCALLEN, JENNIFER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	2 000,00 \$
SÉCULIN, SNISA-ANDRÉI	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	2 000,00 \$
SÉCURITÉ PRO-EST	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBerval.	Gré à Gré	10 000,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	2 925,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 560,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 365,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 365,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 365,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 365,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 365,00 \$
SERVICE DE LIVRAISON RAPIDEAU INC.	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE D'EXHIBITS.	Gré à Gré	1 560,00 \$
SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTIAT DE L'EST DU QUÉBEC INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	20 000,00 \$
SERVIR +	EFFECTUER LA CAMPAGNE ANNUELLE DE VACCINATION DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
SIMARD, ALAIN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 300,00 \$
SIMPLEX GRINNELL	ENTRETIEN ET INSPECTION DU LOGICIEL C-CURE.	Gré à Gré	4 130,00 \$
SINISA ANDREÏ, SÉCULIN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	14 000,00 \$
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GARDA SÉCUR	SERVICES DE TRANSPORT DE VALEURS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 047,68 \$
SOCIÉTÉ TELUS COMMUNICATIONS	SOUTIEN POUR LA SOLUTION RADWARE DEFENCEPRO.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 539,31 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	SOUTIEN POUR LES MODULES DE DÉTECTION DE POURRIELS PROOFPOINT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	20 671,71 \$
SOLMAR/LA SAUVAGINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	Gré à Gré	10 000,00 \$
SOLUTIONS INTRASOFT INC.	ENTRETIEN DU LOGICIEL WS_FTP.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 485,00 \$
STANEX	ENTRETIEN DES SYSTÈMES POWERTRUST.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 948,95 \$
STENO M.P. INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE BEAUCE, FRONTENAC ET MONTMAGNY.	Gré à Gré	24 000,00 \$
STENO MAX INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE BEAUCE, FRONTENAC ET MONTMAGNY.	Gré à Gré	24 000,00 \$
STENO OFFICIEL V.P. INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE BEAUCE, FRONTENAC ET MONTMAGNY.	Gré à Gré	24 000,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 046,40 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 650,90 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	1 692,75 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 717,13 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 792,40 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 875,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	2 012,40 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 295,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 633,72 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 633,75 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	2 640,16 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	2 778,65 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 919,30 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 952,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	3 054,20 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 398,63 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	3 937,50 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	3 962,72 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	5 397,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 772,64 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	Gré à Gré	6 282,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 258,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 421,25 \$
SYNESIS VERSALYS	FORMATION : VMWARE INFRASTRUCTURE 5.5.	Gré à Gré	1 580,00 \$
TAÏGA VISION INC.	COLLABORER AUPRÈS DES STRUCTURES DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE AU SUIVI DES OBLIGATIONS POUVANT DÉCOULER D'ENTENTES AVEC LE MINISTRE.	Gré à Gré	15 000,00 \$
TECHNOLOGIA FORMATION	FORMATION : COACHING D'UNE ÉQUIPE GAGNANTE.	Gré à Gré	1 590,00 \$
TECHNOLOGIA FORMATION	INSCRIPTIONS POUR LA FORMATION : MIEUX COMPRENDRE LES TECHNOLOGIES MICROSOFT.NET.	Gré à Gré	1 012,50 \$
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS IBM WebSphere et IBM Tivoli.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 951,49 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION DE L'EXPOSÉ ET SES ANNEXES DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	Gré à Gré	1 655,80 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION DU DOSSIER DE L'INTERVENANT, LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, DEVANT LA COUR SUPRÊME.	Gré à Gré	7 859,53 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION DU MÉMOIRE DE L'INTERVENANT, LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, DEVANT LA COUR SUPRÊME.	Gré à Gré	2 043,20 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION D'UN MÉMOIRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL.	Gré à Gré	1 406,90 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES DE L'INTERVENANT.	Gré à Gré	1 257,80 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Thémis Multifactum Inc.	CONFECTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES DE L'INTERVENANT.	Gré à Gré	3 939,02 \$
Thémis Multifactum Inc.	CONFECTION D'UN MÉMOIRE ET D'UN RECUEIL DE SOURCES EN COUR SUPRÊME DU CANADA.	Gré à Gré	806,05 \$
Thémis Multifactum Inc.	CONFECTION D'UN RECUEIL CONDENSÉ EN COUR SUPRÊME DU CANADA.	Gré à Gré	1 929,05 \$
Thémis Multifactum Inc.	CONFECTION D'UN RECUEIL DE SOURCES DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL.	Gré à Gré	3 028,75 \$
Thémis Multifactum Inc.	CONFECTION D'UN RECUEIL DE SOURCES DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	Gré à Gré	4 643,20 \$
TIVI INC.	TRANSPORT AÉRIEN DE MARCHANDISES.	Gré à Gré	1 750,00 \$
To, Duc Khai (Interprète)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	2 000,00 \$
Toges Grand Maître	CONFECTION DE TOGÉS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	23 000,00 \$
Toueg Jacques Dr.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 000,00 \$
Traduction KLM	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE BEAUHARNOIS.	Gré à Gré	24 500,00 \$
Transcontinental Québec	IMPRESSION DE BROCHURES.	Gré à Gré	3 995,00 \$
Transport G. Généreux Inc.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE ET/OU ENTREPOSAGE DES BIENS SAISIS RELIÉS À LA PRODUCTION OU LA CULTURE DE DROGUES.	Gré à Gré	20 000,00 \$
Tremblay Raiffaud, Huissiers	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ALMA.	Gré à Gré	10 000,00 \$
Trudel, Favreau Huissiers	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL.	Gré à Gré	24 000,00 \$
Tuckatuck, Sarah	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 000,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	1 850,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 000,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 000,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 000,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	2 500,00 \$
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	Gré à Gré	5 500,00 \$
Unisys Canada	ENTRETIEN ET MISE À JOUR DE LOGICIELS.	Gré à Gré	24 756,60 \$
Univoc Inc.	ENTRETIEN ET MISE À JOUR DE LOGICIELS IBM.	Gré à Gré	21 720,24 \$
Univoc Inc.	ENTRETIEN ET MISE À JOUR DE LOGICIELS IBM.	Gré à Gré	21 720,24 \$
Verdier, Francine	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	Gré à Gré	5 000,00 \$
Vidéotron Ltée	ABONNEMENT ILLICO ET ABONNEMENTS INTERNET.	Gré à Gré	1 835,00 \$
Vidéotron Ltée	ACCÈS INTERNET TÉLÉPHONIQUE ET 10 NOMS DE DOMAINE.	Gré à Gré	1 400,00 \$
Vinzant Inc.	SOUTIEN POUR LES PRODUITS DE Global Event Control Server.	Gré à Gré	15 267,87 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION.	Gré à Gré	1 875,41 \$
VOYAGES CAA	BILLETS D'AVION.	Gré à Gré	1 116,48 \$
VOYAGES CAA	BILLETS D'AVION.	Gré à Gré	2 511,29 \$
VOYAGES OPTIMUM INC.	BILLETS D'AVION.	Gré à Gré	2 764,35 \$
W.N. POULIN & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIER DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCÉ.	Gré à Gré	24 000,00 \$
WATERHOUSE, BENJAMIN	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS.	Gré à Gré	2 500,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	ABONNEMENT ANNUEL AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	Gré à Gré	1 638,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	ABONNEMENT ANNUEL AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	Gré à Gré	1 890,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	ABONNEMENT ANNUEL AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	Gré à Gré	9 239,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	ABONNEMENT AUX MISES À JOUR DU CODE CIVIL DU QUÉBEC ET DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DU QUÉBEC.	Gré à Gré	2 050,65 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	ABONNEMENT AUX MISES À JOUR DU CODE CIVIL DU QUÉBEC, DU CODE CRIMINEL ET DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DU QUÉBEC.	Gré à Gré	1 389,15 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
AMÉRIQUE TRADUCTIONS (CONTRAT DE 2 000 \$)	À LA DEMANDE DU CONSEIL, EFFECTUER LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DIVERS DOCUMENTS.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	1 288.98 \$
BARMA, SERGE (ME), AVOCAT	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES INTENTÉES DANS UN DOSSIER DU CONSEIL.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	7 896.25 \$
BERTHELOT, GHISLAINE	AGIR COMME SECRÉTAIRE PRINCIPALE PENDANT LES VACANCES DE LA SECRÉTAIRE PRINCIPALE PERMANENTE.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	1 288.00 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	GRAPHISME ET IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2012-2013 DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	2 378.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE, (ME), AVOCATE	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES INTENTÉES DANS TROIS DOSSIERS DU CONSEIL.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	13 981.28 \$
OLIVIER, MICHEL, STÉNOGRAPHE (CONTRAT DE 9 500 \$)	EFFECTUER LA TRANSCRIPTION DES ENREGISTREMENTS SONORES D'AUDIENCE TENUE PAR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SOUMIS À L'AUTORITÉ DU CONSEIL ET AUTRES ENREGISTREMENTS ANSI QU'AGIR COMME STÉNOGRAPHE POUR LA PRISE DE NOTES ET LA TRANSCRIPTION D'AUDIENCES DE COMITÉS D'ENQUÊTE CONSTITUÉS PAR LE CONSEIL.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	1 496.20 \$
RICOH	LOCATION D'UN APPAREIL MULTIFONCTIONS POUR UNE DURÉE DE 5 ANS À 219.00 \$ PAR MOIS.	CONTRAT DE GRÉ À GRÉ	13 140.00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ACCESSIBIL-IT INC.	SITE WEB: TESTS D'ACCESSIBILITÉ	NÉGOCIÉ	8 100 \$
ACE TECHNOLOGIE	ANALYSE DE SÉCURITÉ - SALLE INFORMATIQUE	NÉGOCIÉ	3 800 \$
ACE TECHNOLOGIE	SERVICES DE SOUTIEN INFORMATIQUE	NÉGOCIÉ	1 042 \$
ACE TECHNOLOGIE	ACQUISITION D'UN CABINET DE PROTECTION – SALLE INFORMATIQUE	NÉGOCIÉ	2 010 \$
ACE TECHNOLOGIE	ACQUISITION INFORMATIQUE: GESTIONNAIRE DE BANDE PASSANTE	NÉGOCIÉ	8 986 \$
ACE TECHNOLOGIE	RENOUVELLEMENT DE LICENCES ACEMON	NÉGOCIÉ	4 000 \$
ACE TECHNOLOGIE	SERVICES TECHNIQUES: RESTRUCTURATION DU CÂBLAGE INFORMATIQUE	NÉGOCIÉ	13 900 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ALPHA PLANTES	LOCATION ET ENTRETIEN DES PLANTES AU SIÈGE SOCIAL	NÉGOCIÉ	8 051 \$
ARCHIVEX	ARCHIVAGE DES DOSSIERS À MONTRÉAL (VOIR AUSSI IRON MOUNTAIN)	NÉGOCIÉ	7 683 \$
BABIN, DENISE	RÉDACTION ET RÉVISION D'UN DOCUMENT ÉMIS PAR LA COMMISSION	NÉGOCIÉ	4 000 \$
BABIN, DENISE	SERVICES DE TRADUCTION D'UN DOCUMENT DE LA COMMISSION	NÉGOCIÉ	1 690 \$
BELL	SERVICE D'INSCRIPTION DANS LES ANNUAIRES	FOURNISSEUR UNIQUE	5 700 \$
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS	SOUMISSIONS SUR INVITATION	1 356 \$
BLANCHETTE, YVON	SERVICES CONSEIL AUPRÈS DU COMITÉ CHARGÉ DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	NÉGOCIÉ	4 620 \$
BLONDIN, LORRAINE	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE ET DE TRANSCRIPTION DANS UN DOSSIER	NÉGOCIÉ	1 245 \$
BUREAU SPEC (Grand&Toy)	SERVICES TECHNIQUES: MODIFICATION D'UN POSTE DE TRAVAIL (ACCOMMODEMENT)	NÉGOCIÉ	2 120 \$
CDW CANADA	RENOUVELLEMENT DES LICENCES COMVAULT	SOUMISSIONS SUR INVITATION	5 849 \$
CDW CANADA	RENOUVELLEMENT DES LICENCES DE SÉCURITÉ WATCHGARD	SOUMISSIONS SUR INVITATION	6 940 \$
CINEALL PRODUCTION	SITE WEB: ADAPTATION VIDÉO DES PAGES WEB - ACCESSIBILITÉ	NÉGOCIÉ	5 729 \$
CINEALL PRODUCTION	SITE WEB: ADAPTATION VIDÉO DES PAGES WEB - ACCESSIBILITÉ	NÉGOCIÉ	1 641 \$
CITRIX SYSTEM INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCES: APPLICATION ET SUPPORT CITRIX	NÉGOCIÉ	5 028 \$
COMMUNICATIONS DEMO	SERVICES TECHNIQUES: REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE	OFFRE PERMANENTE CSPQ	6 500 \$
COMPUGEN	RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE DE SUPPORT VMWARE	NÉGOCIÉ	1 311 \$
COMPUGEN	RENOUVELLEMENT DES LICENCES VMWARE/VCENTER/LABMANAGER	OFFRE PERMANENTE CSPQ	6 731 \$
COMPUGEN	RENOUVELLEMENT DES LICENCES VMWARE/VCENTER/LABMANAGER	OFFRE PERMANENTE CSPQ	7 132 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
COMPUGEN	RENOUVELLEMENT DES LICENCES VMWARE	OFFRE PERMANENTE CSPQ	8 766 \$
CONSULTATION TECHNORA	SERVICES TECHNIQUES: SOUTIEN INFORMATIQUE	NÉGOCIÉ	16 505 \$
COPHAN (CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC)	TESTING PAR DES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ACCÈS À CERTAINS ENDROITS PUBLICS	NÉGOCIÉ	2 120 \$
CORPORATE EXPRESS	ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU - CDPDJ	OFFRE PERMANENTE CSPQ	22 193 \$
CRÉATIONS HUGUES SOUCY	PRIX DROITS ET LIBERTÉS: SCULPTURES (11) DE HUGUES SOUCY	FOURNISSEUR UNIQUE	17 600 \$
CENTRE D'EXPERTISE EN PRÉVENTION ET TRAITEMENT DU HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE	FORMATION: ATELIER DE SENSIBILISATION DES GESTIONNAIRES SUR LE HARCELEMENT	NÉGOCIÉ	1 610 \$
DELL CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE: 2 MINI PC OPTIFLEX	NÉGOCIÉ	2 269 \$
DELL CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE: 3 PORTABLES LATITUDE	NÉGOCIÉ	4 652 \$
DESFOSSÉS, FRANÇOIS	ANALYSE ET ÉVALUATION DES QUESTIONNAIRES D'ENQUÊTE - MAINTIEN ÉQUITÉ	NÉGOCIÉ	5 115 \$
DOUCET, LORRAINE ORTHOPÉDAGOGUE	PRÉPARATION ET PARTICIPATION À UNE CONFÉRENCE DE RÉGLEMENT À L'AMIABLE AU TDP (CTX)	NÉGOCIÉ	1 020 \$
EDOLOGIC	ACQUISITION D'UNE UNITÉ DE STOCKAGE SAN ET SUPPORT 3 ANS POUR QUÉBEC ET MONTRÉAL	NÉGOCIÉ	24 921 \$
EDOLOGIC	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT (MISE EN SERVICE DE VMWARE)	NÉGOCIÉ	2 250 \$
EDOLOGIC	SERVICES INFORMATIQUES: INSTALLATION ET CONNEXION DU SAN AU BUREAU DE MONTRÉAL	NÉGOCIÉ	1 200 \$
EKLOWEB	MONTAGE, CORRECTIONS ET ACCESSIBILITÉ DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2012	SOUSSIONS SUR INVITATION	5 150 \$
EXPERTISES TRACK TEST INC.	ANALYSE ET AVIS D'EXPERT DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE: SÉCURITÉ DANS LES VÉHICULES	NÉGOCIÉ	11 500 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS MONTRÉAL ET QUÉBEC (FIBRE OPTIQUE)	NÉGOCIÉ	9 789 \$
GESTION CLAIRE HURENS	SERVICES CONSEIL RELATIVEMENT À LA GESTION DE LA PAIE	NÉGOCIÉ	4 000 \$
GESTION GEORGES COU-LOMBE	SERVICES TECHNIQUES: ENTRETIEN ET DEMANDES DE SERVICE AU SIÈGE SOCIAL	FOURNISSEUR UNIQUE	7 466 \$
GROUPE API INC.	ACQUISITION DE MOBILIER (TABLE)	NÉGOCIÉ	1 367 \$
GROUPECHO CANADA INC.	SERVICES TECHNIQUES: ENQUÊTES ET RECHERCHES DIVERSES DANS LE CADRE DES ENQUÊTES	NÉGOCIÉ	1 346 \$
HENRI A LAFORTUNE	SERVICES TECHNIQUES: IMPRESSION ET CONFECTION D'UN MÉMOIRE D'APPEL - DOSSIER DU CTX	NÉGOCIÉ	3 371 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE (PORTABLES)	OFFRE PERMANENTE CSPQ	12 362 \$
IBM CANADA	ACQUISITION D'UN LOGICIEL STATISTIQUE POUR LA DAESC (PROGRAMMES D'ACCÈS)	NÉGOCIÉ	5 780 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
IMPRIMERIE GG INC.	SERVICES TECHNIQUES: IMPRESSION DE LA CONVENTION COLLECTIVE 2010-2015 DE LA CDPDJ	NÉGOCIÉ	1 445 \$
IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL	SERVICES TECHNIQUES: IMPRESSION DE 4 LOTS DE DÉPLIANTS ET D'UN FORMULAIRE	NÉGOCIÉ	2 905 \$
IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL	SERVICES TECHNIQUES: IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2012	SOUMISSIONS SUR INVITATION	5 503 \$
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DES LICENCES CISCO SMARTNET MAINTENANCE	NÉGOCIÉ	12 450 \$
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DES LICENCES WEBSENSE	NÉGOCIÉ	6 750 \$
IRON MOUNTAIN CANADA OPERATIONS ULC	ARCHIVAGE DES DOSSIERS - MTL ET QC ET SERVICES DE DÉCHIQUETAGE	NÉGOCIÉ	21 450 \$
J.L. ENTRETIEN ENR.	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER	NÉGOCIÉ	7 716 \$
JEANRIE, CHANTALE, PSYCHOLOGUE	RAPPORT D'EXPERTISE DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE	NÉGOCIÉ	11 250 \$
KELLY & CIE	PRODUCTION D'UNE EXPOSITION, "PORTRAITS-AUTOPORTRAITS", À QUÉBEC (PLAN STRATÉGIE JEUNESSE)	NÉGOCIÉ	16 156 \$
KENNIFF & RACINE	SERVICES CONSEIL ET RECRUTEMENT D'UN POSTE DE DIRECTION	SOUMISSIONS SUR INVITATION	18 840 \$
LAROUCHE, MARC	ANALYSE ET ÉVALUATION DE QUESTIONNAIRES D'ENQUÊTE - MAINTIEN ÉQUITÉ	NÉGOCIÉ	2 700 \$
LECOMPTÉ, FRANÇOIS	MANDAT D'ENQUÊTER DANS UN DOSSIER DE LA DPDD (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	ART. 62 - CHARTE	2 180 \$
LECOMPTÉ, FRANÇOIS	MANDAT D'ENQUÊTER DANS UN DOSSIER DE LA DPDD (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	ART. 62 - CHARTE	3 580 \$
LECOMPTÉ, FRANÇOIS	MANDAT D'ENQUÊTER DANS UN DOSSIER DE LA DPDD (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	ART. 62 - CHARTE	1 200 \$
LJT LITGE INC. (ME PASCALE GOUIN)	SERVICES CONSEIL SUITE À UNE REQUÊTE EN DÉSAVEU - CONTENTIEUX	NÉGOCIÉ	3 532 \$
LOGICIELS NORAM INC.	SERVICES INFORMATIQUES: CONSULTATION SHAREPOINT (NOUVELLES FONCTIONNALITÉS DU SITE WEB)	NÉGOCIÉ	18 420 \$
LORTIE, MONIQUE	SERVICES PROFESSIONNELS: ADMINISTRER LE QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE - MAINTIEN ÉQUITÉ	NÉGOCIÉ	3 650 \$
ME FRANCIS MELOCHE	SERVICES CONSEIL EN RELATIONS DU TRAVAIL	NÉGOCIÉ	1 759 \$
METAFORE TECHNOLOGIES INC.	RENOUVELLEMENT DES LICENCES KASPERSKY ANTIVIRUS	NÉGOCIÉ	5 758 \$
NLP TECHNOLOGIES	SERVICES DE TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS	SOUMISSIONS SUR INVITATION	19 121 \$
ODIER-GUEDJ, DELPHINE	TÉMOIGNAGE D'EXPERT DANS UN DOSSIER DU CTX DEVANT LE TDP	NÉGOCIÉ	5 000 \$
OLIGNY, MICHEL,	FORMATION: ATELIER SUR "L'INTERVENTION PRÉVENTIVE EN SITUATION DE CRISE"	NÉGOCIÉ	1 000 \$
PRIVAL ODC INC.	SERVICES INFORMATIQUES: MISE À NIVEAU DE L' INFRASTRUCTURE VMWARE	NÉGOCIÉ	2 052 \$
PUROLATOR	SERVICES DE MESSAGERIE RAPIDE	OFFRE PERMANENTE CSPQ	3 404 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
QUANTUM (SERVICES DE PLACEMENT)	REPLACEMENT TEMPORAIRE D'UN POSTE TEMPORAIREMENT VACANT (RÉCEPTIONNISTE)	NÉGOCIÉ	4 952 \$
SALOTTI, LINA	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE DANS DIVERS DOSSIERS	NÉGOCIÉ	3 926 \$
SCHMITZ, FRANÇOISE	SERVICES PROFESSIONNELS: SUIVI DES PLAINTES CONCERNANT LA QUALITÉ DES SERVICES	NÉGOCIÉ	15 300 \$
SERVICES EMCHAR INC.	FORMATION: COURS D'ANGLAIS (À 3 EMPLOYÉ-E-S DE LA COMMISSION)	NÉGOCIÉ	1 626 \$
SOCIÉTÉ LOGIQUE	AVIS D'EXPERTS EN ACCESSIBILITÉ (IMMEUBLES) DANS UN DOSSIER DU CTX	NÉGOCIÉ	3 450 \$
SOCIÉTÉ LOGIQUE	AVIS D'EXPERTS EN ACCESSIBILITÉ (IMMEUBLES) DANS UN DOSSIER DU CTX	NÉGOCIÉ	3 450 \$
SOCIÉTÉ LOGIQUE	PRÉPARATION DE L'AUDITION AU TDP DANS UN DOSSIER DU CTX EN ACCESSIBILITÉ (IMMEUBLES)	NÉGOCIÉ	1 035 \$
SUPPORT WAREHOUSE SALES (HP CARE PACK SALES)	GARANTIE DE SERVICE 1 AN POUR 2 SERVEURS	NÉGOCIÉ	1 384 \$
TEKNOV	SERVICES INFORMATIQUES: RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DU MOTEUR DE RECHERCHE DU SITE WEB	NÉGOCIÉ	7 700 \$
TEKNOV	SERVICES INFORMATIQUES: ACCESSIBILITÉ WEB DU NOUVEL INTRANET	NÉGOCIÉ	5 000 \$
TOLA SAM	SERVICES TECHNIQUES EN INFORMATIQUE SUR LE SITE WEB	NÉGOCIÉ	1 005 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ATELIER ROUGE	INFOGRAPHIE ET IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL 2012/2013.	Gré à Gré	6 280 \$
BELL CANADA	INSCRIPTION ANNUIAIRE.	Gré à Gré	1 323 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES.	Gré à Gré	4 455 \$
BUROPLUS	FOURNITURES DE BUREAU.	Gré à Gré	8 375 \$
CALIBRE PLUS	CÂBLAGE POUR INFORMATIQUE.	Gré à Gré	3 501 \$
CLAUDE BOILY	RÉVISION DES RÉSULTATS FINANCIERS DU RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE ET RAPPORT.	Gré à Gré	5 650 \$
COGNAT INC.	HONORAIRES POUR MISE À NIVEAU DU MODULE WEB DE FACTURATION DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	Gré à Gré	16 000 \$
COGNAT INC.	ACQUISITION DEUX ORDINATEURS PORTABLES.	Gré à Gré	2 122 \$
COGNAT INC.	BANQUE DE TEMPS POUR SERVICES INFORMATIQUES.	Gré à Gré	12 750 \$
COGNAT INC.	ACQUISITION SERVEURS INFORMATIQUES.	Gré à Gré	16 000 \$
COGNAT INC.	ACQUISITION SERVEURS INFORMATIQUES.	Gré à Gré	11 800 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
COGNAT INC.	ACQUISITION SERVEURS INFORMATIQUES.	Gré à Gré	19 130 \$
COGNAT INC.	ACQUISITION SERVEURS INFORMATIQUES.	Gré à Gré	1 620 \$
CONSEILLERS L'ESPERANCE & ASSOCIÉS INC.	HONORAIRES POUR ÉVALUATION DE POSTE.	Gré à Gré	2 733 \$
COPYCO INC.	IMPRESSIONS DE DOCUMENTS.	Gré à Gré	5 210 \$
CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC	AFFICHAGES DE POSTES D'AVOCATS.	Gré à Gré	1 050 \$
DALE-PARIZEAU MORRIS MACKENZIE INC.	ASSURANCE COMMERCIALE.	Gré à Gré	16 318 \$
DECOR VERT	ENTRETIEN DE PLANTES.	Gré à Gré	1 454 \$
DÉMÉNAGEMENT MONTRÉAL EXPRESS INC.	DÉPLACEMENTS ET MANUTENTION DE MOBILIERS DE BUREAU.	Gré à Gré	1 634 \$
DESJARDINS GESTION IMMOBILIÈRE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX.	Gré à Gré	11 456 \$
DESJARDINS GESTION IMMOBILIÈRE	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX.	Gré à Gré	5 675 \$
DICOM EXPRESS	MESSAGERIE.	Gré à Gré	2 265 \$
ÉDUCALOI	RÉVISION CONTENU DU SITE WEB SARPA.	Gré à Gré	17 395 \$
ERGOPRO INC.	ACQUISITIONS DE MOBILIER DE BUREAU.	Gré à Gré	9 852 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISES MÉDICALES.	Gré à Gré	2 087 \$
FFA SERVICE D'EXPERTISES MÉDICALES	EXPERTISES MÉDICALES.	Gré à Gré	4 275 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK	Gré à Gré	1 889 \$
GROUPE AMEUBLEMENT DE BUREAU FOCUS INC.	DIVERS MOBILIERS DE BUREAU.	Gré à Gré	24 041 \$
IMPRIMERIE LANCÔT	IMPRESSIONS DE DOCUMENTS.	Gré à Gré	2 049 \$
J. B. DESCHAMPS INC.	IMPRESSIONS DE DOCUMENTS.	Gré à Gré	3 386 \$
LE MONDE JURIDIQUE INC.	DIFFUSION D'UNE PUBLICITÉ.	Gré à Gré	4 000 \$
LE SEXTANT INC.	FOURNITURES DE BUREAU.	Gré à Gré	1 250 \$
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	ABONNEMENTS DOCUMENTATIONS JURIDIQUES.	Gré à Gré	22 291 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
LexisNexis - Butterworths	ABONNEMENTS DOCUMENTATIONS JURIDIQUES.	Gré à Gré	2 910 \$
LexisNexis Canada Inc.	ABONNEMENTS DOCUMENTATIONS JURIDIQUES EN LIGNE.	Gré à Gré	13 856 \$
LITHOGRAPHIE ANDRÉ LACHANCE INC.	IMPRESSION DE CHÈQUES LASER.	Gré à Gré	1 987 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	CONSULTATION RELATIVE AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	Gré à Gré	6 406 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	ARBITRAGE DE COMPTES D'AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	Gré à Gré	7 272 \$
LXB	DÉVELOPPEMENT DE SITE WEB SARPA.	Gré à Gré	9 700 \$
LYRECO (CANADA) INC.	FOURNITURES DE BUREAU.	Gré à Gré	2 520 \$
ME LUCIE DUFRESNE	VÉRIFICATION DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE JURIDIQUE	Gré à Gré	5 250 \$
MICROAGE	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	Gré à Gré	1 630 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS.	Gré à Gré	2 680 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE.	Gré à Gré	2 599 \$
NORBEC COMMUNICATION	PROJECTEUR MULTIMÉDIA.	Gré à Gré	15 457 \$
OPENFACE	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET.	Gré à Gré	13 800 \$
ORDIPLUS.COM	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	Gré à Gré	1 980 \$
PANADATA INC.	ACHAT DE PHOTOCOPIEURS.	Gré à Gré	11 970 \$
PITNEY BOWES	ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR COMPTEUR POSTAL.	Gré à Gré	1 312 \$
POGZ	KIOSQUE PRÉSENTOIR.	Gré à Gré	7 949 \$
PUBLICATIONS CCH Ltée	ABONNEMENTS DOCUMENTATIONS JURIDIQUES.	Gré à Gré	12 857 \$
RAYMONDE APRIL, DESIGNER D'INTÉRIEUR	HONORAIRES POUR RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX.	Gré à Gré	3 600 \$
RELIURE BOUTHILLER ET BEAU-DOIN INC.	FOURNITURES DE BUREAU.	Gré à Gré	1 418 \$
RÉSEAU-BUREAUTIQUE	PANNEAUX POUR CLOISONS.	Gré à Gré	12 296 \$
SAGE SOFTWARE CANADA LTD.	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIEL.	Gré à Gré	3 397 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	Gré à Gré	5 030 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES INC.	IMPRESSIONS DE DOCUMENTS.	Gré à Gré	4 733 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENT.	Gré à Gré	9 602 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	LICENCES POUR LOGICIELS	Gré à Gré	11 007 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	LOCATION POUR STOCKAGE.	Gré à Gré	3 132 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	Gré à Gré	15 015 \$
TECHNOLOGIA	FORMATION.	Gré à Gré	1 125 \$
THE COMPUTER MEDIA GROUP	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	Gré à Gré	9 719 \$
TRANS-GRAPHIQUE IMPRIMEUR	IMPRESSIONS DE DIVERS DOCUMENTS.	Gré à Gré	11 299 \$
VITRERIE ALFONSO	RÉPARATIONS MOBILIER DE BUREAU.	Gré à Gré	2 477 \$
VOYAGES GILBERT LTÉE.	BILLETS D'AVION.	Gré à Gré	2 614 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	DOCUMENTATION.	Gré à Gré	3 812 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	DOCUMENTATION.	Gré à Gré	1 731 \$
XÉROX CANADA LTÉE	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	Gré à Gré	1 903 \$
ZABY-GRAPHE	INFOGRAPHIE DU CALENDRIER JURIDIQUE 2014.	Gré à Gré	3 110 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
2956-5553 QUÉBEC INC.	ACQUISITION DE VÊTEMENTS NORDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 305,63 \$
2985420 CANADA INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 043,28 \$
2985420 CANADA INC.	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 502,80 \$
9020-2227 QUÉBEC INC.	HÉBERGEMENT LORS DE LA TENUE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 590,00 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 712,10 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 235,30 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 008,70 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 724,25 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	15 318,96 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 034,99 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 417,36 \$
AÉRONOLISEMENT	BILLET D'AVION - PROCUREUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 097,86 \$
AGENCE DE VOYAGES VACANCES INTER INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 235,87 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - COMITÉ FPT (FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 167,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - COMITÉ FPT (FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 073,26 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - COMITÉ FPT (FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 073,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - ENTRAIDE INTERNATIONALE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 368,79 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - ENTRAIDE INTERNATIONALE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 368,79 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 654,86 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 415,33 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 638,53 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 374,44 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 265,12 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 717,92 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 330,74 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 793,12 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 708,11 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 538,63 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 345,75 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 887,14 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 700,72 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 007,90 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 987,48 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 461,85 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 931,30 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 373,76 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 758,07 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 107,09 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 692,54 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 500,51 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 357,94 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 173,36 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 822,21 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 096,37 \$
AIR INUIT LTÉE	TRANSPORT D'ÉQUIPEMENT SÉCURITAIRE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 081,29 \$
ALAIN, MARC	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 850,00 \$
ALTERNA ÉCO-SOLUTIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 619,40 \$
AMEUBLEMENTS TANGUAY INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 679,96 \$
AMEUBLEMENTS TANGUAY INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 799,98 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE CLOISONS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 480,04 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE CLOISONS	CONTRAT NÉGOCIÉ	23 824,51 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE CLOISONS	CONTRAT NÉGOCIÉ	18 943,07 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	16 343,39 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL, L'	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 440,31 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	ACQUISITION DE GUIDES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 083,00 \$
AUBERGE LES TROIS SOEURS HÔTEL-MOTEL	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UN DOSSIER DE POURSUITES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 083,69 \$
AUBERGE ST-GABRIEL (9096-7357 QUÉBEC INC.)	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE ACTIVITÉ DE RECONNAISSANCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 626,50 \$
AUTOBUS BELL-HORIZON INC.	NOLISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	5 475,00 \$
AUTOCARS JASMIN INC.	NOLISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	1 575,00 \$
AUTOCARS LA CHAUDIÈRE INC.	NOLISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	2 800,00 \$
AUTOCARS ORLÉANS EXPRESS INC.	NOLISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	5 760,00 \$
AV-TECH INC.	ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN CLIMATISEUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 150,00 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	19 755,00 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 877,50 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 877,50 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UN RÉSEAU SANS FIL	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 447,16 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 654,00 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	INSTALLATION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 877,50 \$
BELLEAU, MICHÈLE (STÉNOGRAPHIE)	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000,00 \$

Fournisseurs	Objet	Mode d'octroi	Total
Belleau, Michèle (Sténo- graphe)	Sténographie	Contrat négocié	1 181,85 \$
Bouty inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	5 427,20 \$
Bouty inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 086,50 \$
Bouty inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	3 678,20 \$
Bouty inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 070,60 \$
Cardiologie Michel White inc.	Expertise médicale, rapport et témoignage à la cour	Contrat négocié	1 375,00 \$
Carswell, une division de Thomson Canada limitée	Accès à la base de données des abonnements juridiques	Contrat négocié	4 468,50 \$
Carswell, une division de Thomson Canada limitée	Acquisition de codes criminels	Contrat négocié	6 322,00 \$
Carswell, une division de Thomson Canada limitée	Acquisition de codes criminels	Contrat négocié	2 394,00 \$
CBCI Télécom Canada inc.	Installation de câblages	Contrat négocié	2 193,98 \$
CBCI Télécom Canada inc.	Installation d'une visioconférence	Contrat négocié	3 196,25 \$
CBCI Télécom Canada inc.	Installation d'une visioconférence	Contrat négocié	1 200,00 \$
Chamberland, Gilles	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la cour	Contrat négocié	11 767,49 \$
Chamberland, Gilles	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la cour	Contrat négocié	1 437,50 \$
Château Joliette inc.	Location de salle et service de traiteur pour la tenue d'une activité de reconnaissance	Contrat négocié	1 625,33 \$
Christian Bégin Ph.D.	Formation	Contrat négocié	1 500,00 \$
Club Social-Bureau des S.P.G. Ministère de la Justice	Remboursement du service de traiteur pour la tenue d'une activité de reconnaissance	Contrat négocié	1 334,55 \$
Club Voyages Plamont- don	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	3 784,61 \$
Club Voyages Plamont- don	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	3 024,72 \$
Club Voyages Plamont- don	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	4 521,95 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
COMMUNICATION DEMO INC.	REVUE DE PRESSE	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 798,86 \$
COMPAGNIE OFFICE MACHINES	ACQUISITION D'UN DÉCHIQUEUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 850,00 \$
CONFECTION DE LAVOY INC.	CONFECTION DE TOGES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 497,00 \$
CONSULTATIONS RH CAROLE DUSSAULT	MÉDIATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500,00 \$
CONTECH LTÉE	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 100,00 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	SUR INVITATION	2 754,66 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 817,22 \$
CORDONNERIE R DROUIN	ACQUISITION DE FOURNITURES - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 200,00 \$
CRÉAPUB DESIGN (9045-1824 QUÉBEC INC.)	ARTICLES PROMOTIONNELS	SUR INVITATION	1 386,00 \$
CUERRIER, CHRISTINE	SERVICE PROFESSIONNEL DE MENTORAT	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 000,00 \$
DALCON INC.	INSTALLATION DE CÂBLAGES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500,00 \$
DANIÈLE F. TASSÉ S.O / O.C.R.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 889,90 \$
DEMERS, HÉLÈNE	SERVICE DE RÉVISION DOCUMENTAIRE	SUR INVITATION	15 000,00 \$
DICOM EXPRESS INC.	COURRIER ET MESSAGERIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 800,00 \$
DICOM EXPRESS INC.	COURRIER ET MESSAGERIE	SUR INVITATION	7 000,00 \$
DICOM EXPRESS INC.	COURRIER ET MESSAGERIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 000,00 \$
DOCTEUR NICOLE PIGEON INC.	EXPERTISE PÉDIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 240,43 \$
DR LAURENT MOTTRON	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 662,50 \$
DRE FRANCE PROULX PSY-CHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 950,00 \$
DRE FRANCE PROULX PSY-CHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 250,00 \$
DRE FRANCE PROULX PSY-CHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1000,00 \$
DRE MARIE-EVE MORIN INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 100,00 \$
DUMAS GAGNÉ, AVOCATS	SERVICES JURIDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 400,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
DUPONT, BENOIT	EXPERTISE EN RECHERCHE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 540,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 534,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 058,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	20 083,00 \$
ECMOR QUÉBEC INC.	REMISE À L'ÉTAT DES INFRASTRUCTURES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 255,00 \$
ECMOR QUÉBEC INC.	INSTALLATION DE CÂBLAGES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 314,10 \$
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE	TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	15 965,05 \$
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	EXPERTISE ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 460,23 \$
ÉQUILIBRE BOUTIQUE TRAITEUR INC.	SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 040,00 \$
ÉQUIPEMENT DE BUREAU BOB ROBERT LÉGARÉ LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	14 608,90 \$
ÉQUIPEMENTS DE BUREAU BOB POULIOT INC., LES	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 700,60 \$
ÉQUIPEMENTS DE BUREAU BOB POULIOT INC., LES	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 669,19 \$
ÉQUIPEMENTS DE BUREAU BOB POULIOT INC., LES	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 433,00 \$
ÉTUDE STEVE PINARD	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 435,82 \$
EURÊKA COACH INTERNATIONAL INC.	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 900,00 \$
EUROPEA ESPACE BOUTIQUE, TRAITEUR ET PÂTISSERIE	SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 249,46 \$
EXPERT-CONSEILS CEP INC.	EXPERTISE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 543,95 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	EXPERTISE MÉDICALE EN RESSOURCES HUMAINES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 522,00 \$
EXTAL, INSTALLATION ET RÉA-MÉNAGEMENT DE BUREAU INC.	AMÉNAGEMENT DE CLOISONS	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 555,00 \$
FACTUMS INSTANTER, S.E.N.C., LES	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 779,25 \$
FACTUMS INSTANTER, S.E.N.C., LES	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 264,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
FAIRMONT LE CHÂTEAU FRONTENAC	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	12 140,09 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	22 000,00 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000,00 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 432,59 \$
FILION DESJARDINS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 069,15 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 759,96 \$
FREDETTE, CHANTAL	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500,00 \$
FURTIVE NETWORKS INC. (DEMARCAPOINT)	INSTALLATION DE CÂBLAGES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 661,70 \$
GAGNON LÉVESQUE INC.	ARTICLES PROMOTIONNELS	SUR INVITATION	1 974,71 \$
GAGNON SÉNÉCHAL COU-LOMBE INC.	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 978,03 \$
GAGNON, CHRISTINE (GESTION VIRTUELLE)	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 000,00 \$
GAUMOND ET ASSOCIÉS HUISSIERS S.E.N.C.	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 094,93 \$
GAUSS (GROUPE D'ANALYSTES UNIVERSITAIRES EN STATISTIQUES SOCIALES) INC.	RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 750,00 \$
GEORGES O DUBOIS INC.	MANUTENTION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 322,50 \$
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISÉES INC. (GCI)	LICENCE INFORMATIQUE « ULTIMA »	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 000,00 \$
GIRARD, PAUL	COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 237,28 \$
GROUPE SPL	LOCATION D'ÉQUIPEMENTS MULTIMÉDIAS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	16 489,93 \$
GROUPE LA QUÉBÉCOISE	NOUÏSEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	4 100,00 \$
GROUPE MOTIVATION PLUS	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 639,92 \$
GROUPE NEXIO INC.	HÉBERGEMENT SITE WEB DU DPCP	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 000,00 \$
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 478,22 \$
HENRI A. LAFORTUNE INC.	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 816,95 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
HENRI A. LAFORTUNE INC.	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 101,90 \$
HOLIDAY INN SÉLECT MONTREAL CENTRE-VILLE ®	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 871,57 \$
HÔTEL FORESTEL VAL-D'OR INC.	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UN DOSSIER DE POURSUITES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 062,00 \$
HÔTEL INTERCONTINENTAL MONTREAL	LOCATION DE SALLE ET HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 517,46 \$
HÔTEL LE NAVIGATEUR	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE ACTIVITÉ DE RECONNAISSANCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 219,52 \$
HÔTEL MONFORT DE NICOLET	HÉBERGEMENT LORS DE LA TENUE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	18 387,20 \$
HÔTEL QUARTIER	HÉBERGEMENT LORS DE LA TENUE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 365,10 \$
HÔTEL QUÉBEC, L'	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 532,57 \$
HÔTEL SÉPIA INC.	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 763,44 \$
IMPRIMERIE DOCLAND	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 324,62 \$
INTERCAR CÔTE-NORD INC. (INTERCAR ATLANTIQUE)	NOISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	3 000,00 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	13 456,52 \$
J. B. DESCHAMPS INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 879,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DE CHEMISES PRÉNUMÉROTÉES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 169,60 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DE CHEMISES PRÉNUMÉROTÉES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 005,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DE CHEMISES PRÉNUMÉROTÉES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 528,80 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DE CHEMISES PRÉNUMÉROTÉES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 727,00 \$
KATHIA MARTINEZ	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000,00 \$
KUUJUAQ COOP HÔTEL	HÉBERGEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 242,00 \$
LA BÊTE STEAKHOUSE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500,14 \$
LABBÉ, JEAN	EXPERTISE PÉDIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 567,55 \$
LAPOINTE, LUCIE	COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 044,60 \$
LEBEL, MICHEL ME	SERVICES JURIDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 500,00 \$
LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR	STATIONNEMENT ANNUEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 160,48 \$
LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR	SYSTÈME D'ALARME	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 112,00 \$
MAB PROFIL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 130,50 \$
MAB PROFIL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 892,50 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
MAB PROFIL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 147,44 \$
MARCHAND, RICHARD DR	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 831,25 \$
MARCOLLA, BRIGITTE	TRADUCTION	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 509,69 \$
MÉCHOUÏ NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 340,00 \$
MERCIER, JEAN	ÉVALUATION DE POSTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 000,00 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	ACQUISITION D'UNE LICENCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 207,47 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 238,00 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 304,00 \$
MOBILIER DE BUREAU MBH INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 188,00 \$
MOBILIER DE BUREAU MBH INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 400,00 \$
NOXENT INC.	INSTALLATION DE CÂBLAGES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 695,14 \$
OSE DESIGN INC.	CRÉATION ET PRODUCTION DU GRAPHISME DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	7 642,00 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	23 710,12 \$
PASCAN AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	22 600,00 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 427,70 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 888,80 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 056,43 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 640,55 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 755,00 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	14 732,60 \$
PHOTOCOPIES SAGUENAY [2008] LTÉE, LES	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 296,13 \$
PHOTOGRAPHIE VISION ROCH THÉROUX	PHOTOGRAPHIE DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	SUR INVITATION	1 375,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE	ENTRETIEN PHOTOCOPIEUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 096,82 \$
POSTES CANADA	COURRIER ET MESSAGERIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 776,71 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 499,00 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 210,00 \$
PRODUCTION HUGUES POMERLEAU	ANIMATION DANS LE CADRE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 700,00 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 317,18 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 905,19 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 374,53 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 031,24 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 545,32 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 877,50 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 083,25 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 724,57 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 137,95 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 098,96 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 146,99 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 508,70 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 401,87 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 537,84 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 007,50 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 042,50 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 880,68 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 247,67 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 121,52 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 724,24 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 921,11 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 047,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ACQUISITION DE CODES CRIMINEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 131,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 148,95 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 519,65 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 396,51 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 249,95 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 256,29 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	8 120,95 \$
REGIMALLE, MARIO (ENTREPRISES PREMAR)	DIVERS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 145,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 193,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 266,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 846,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 621,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 653,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 252,60 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 487,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 871,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 567,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 110,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 695,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 093,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 019,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 462,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 481,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 518,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 775,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 768,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 448,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 349,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 580,00 \$
RELANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 576,00 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 209,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 854,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 081,95 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 542,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 546,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 229,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 553,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 988,00 \$
RELiance PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 862,00 \$
RÉseau D.O.F. INC.	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000,00 \$
RÉseau INTERNET QUÉBEC INC.	RENOUVELLEMENT DES NOMS DE DOMAINE DES SITES INTERNET DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 399,00 \$
RESTAURANT GREC BAIE-JOLIE INC.	SERVICE DE TRAITEUR POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 454,25 \$
RIOPÉL, GAGNON LAROSE & ASS.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 670,45 \$
ROUILLARD, CLAUDE	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 417,01 \$
SERVICES INTER BUREAUX PLUS	MANUTENTION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 056,00 \$
SERVICES INTER BUREAUX PLUS	MANUTENTION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 280,00 \$
SIGMA D3	EXPERTISE EN FRAUDE	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 000,00 \$
SIMPLEX GRINNELL	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CARTES D'ACCÈS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 285,50 \$
SOLUTIONS DE COMMUNICATION SENSUS, LES	FOURNITURES DE BUREAU ERGONOMIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 222,00 \$
SOLUTIONS ZOOM INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 405,00 \$
SPRINGHILL SUITES MARRIOTT @ (SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTEL DU VIEUX-MONTRÉAL)	LOCATION DE SALLE, SERVICE DE TRAITEUR ET D'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	CONTRAT NÉGOCIÉ	14 845,16 \$
STÉNOBIL INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 745,40 \$
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 170,40 \$
SYLVESTRE & ASSOCIÉS AVOCATS	EXPERTISE SUR LA PRATIQUE NOTARIALE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 128,68 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 170,40 \$
SYLVESTRE & ASSOCIÉS AVOCATS	EXPERTISE SUR LA PRATIQUE NOTARIALE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 128,68 \$
SYSTÈMES ESPACE/MAX INC., LES	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	13 200,00 \$
SYSTÈMES ESPACE/MAX INC., LES	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	19 052,00 \$
T.O.R.T.U.E. DR SERGE MARQUIS	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 000,00 \$
TAXI COOP STE-FOY SILLERY	SERVICE DE TAXI	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 849,00 \$
TECHNOLOGIE VOREPASS INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 750,00 \$
TEKNION ROY & BRETON INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 752,05 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 450,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 340,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 450,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 450,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 340,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 427,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 699,00 \$
TESSIER DÉMÉNAGEMENT	MANUTENTION DE MOBILIER	SUR INVITATION	1 365,00 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	12 714,65 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	CONFECTION DE MÉMOIRES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 466,45 \$
THIBAUT, ALAIN	SERVICES-CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 000,00 \$
TRANSPORT SCOLAIRE HÉLIE INC.	NOLISEMENT D'AUTOBUS DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 225,02 \$
TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	MANUTENTION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 015,00 \$
TRUDEL & ASSOCIÉS	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 470,81 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
TRUDEL, FAVREAU HUISSIERS DE JUSTICE	HUISSIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 625,03 \$
UGOBURO INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 249,00 \$
UGOBURO INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 299,00 \$
VOYAGE OPTIMUM INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 636,31 \$
VOYAGE PARADIS	BILLET D'AVION - FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 554,92 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 068,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 239,84 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 040,08 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 101,52 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 538,48 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (SORTIE ANNUELLE)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 834,58 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 561,57 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 478,52 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 049,79 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 049,79 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 945,37 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,61 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 145,84 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 905,78 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 330,93 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 529,29 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 014,21 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 778,48 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 126,28 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 126,28 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 449,30 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 126,28 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 184,42 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 945,37 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 376,24 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 411,35 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 221,91 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 392,46 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 542,61 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 184,42 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 307,00 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 211,89 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 025,62 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Procureur	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 812,49 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (sortie annuelle)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 812,49 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Formation	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 812,49 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (sortie annuelle)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 875,42 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 126,28 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (sortie annuelle)	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 875,42 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 875,42 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 447,34 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante	Contrat négocié	2 825,34 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 037,57 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 258,00 \$
Voyages CAA Québec	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 104,14 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Formation	Contrat négocié	1 083,49 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 171,97 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 221,53 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 662,90 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 562,51 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 154,11 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 433,50 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 104,29 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur	Contrat négocié	1 018,21 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	2 600,99 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 583,20 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 300,50 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 300,50 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	2 600,99 \$
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 348,59 \$
Voyages Odyssee Gaspé	Billet d'avion - Témoin	Contrat négocié	1 543,99 \$
Voyages Paradis [ste-foy] (2958-2947 Québec inc.)	Billet d'avion - Entraide internationale	Contrat négocié	2 176,75 \$
Voyages Paradis [ste-foy] (2958-2947 Québec inc.)	Billet d'avion - Entraide internationale	Contrat négocié	5 524,12 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
DYNACOM	LICENCE POUR UN SYSTÈME COMPTABLE	SOUMISSION PUBLIQUE	7 876 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	FORMATION EN INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 250 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE SÉCURITÉ	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 686 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE RÉPARATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 871 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	COMMUNICATIONS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 034 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	COMMUNICATIONS INFORMATIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 323 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	DÉCHQUETAGE	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 838 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	ENTREPOSAGE SOUS VOÛTE	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 786 \$
ASSELIN MICHELIN	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	15 000 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 860 \$
AUBERGE GODEFROY	LOCATION DE SALLE ET SERVICES HÔTELIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 058 \$
AUBERGE GOUVERNEUR SHAWINIGAN	LOCATION DE SALLE ET SERVICES HÔTELIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	20 669 \$
AUTOCAR EXCELLENCE INC.	SERVICE DE TRANSPORT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 095 \$
BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	ENTRETIEN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 240 \$
BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	ENTRETIEN	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 364 \$
BEAUREGARD, NATALIE	COMITÉ DE SÉLECTION	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 000 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 350 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 410 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 880 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 717 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 260 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 880 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 180\$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 880 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 410 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 900 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 700 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 500 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 700 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 215 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 100 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 200 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 700 \$
BELANGER CECILE	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
BELANGER CECILE	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 000 \$
BERNARD & FILS TRAI- TEUR	TRAITEUR	SUR INVITATION	2 079 \$
BOLDUC REJEAN	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
CBCI TELECOM	SERVICE DE MAINTENANCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 850 \$
CHRISTIAN DRAPEAU TRAITEUR	TRAITEUR	SUR INVITATION	1 454 \$
CJAQ	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 045 \$
CJAQ	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 770 \$
COLLOQUE QUÉBÉ- COIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 134 \$
COLLOQUE QUÉBÉ- COIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 134 \$
COLLOQUE QUÉBÉ- COIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	FORMATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 134 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 000 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 005 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 097 \$
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 652 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMA- TIQUE (CGI)	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 596 \$
COPIBEC	RENOUVELLEMENT DE LICENCES DE REPRODUCTION	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 242 \$
COTÉ JOSÉE	SERVICE DE RÉVISION LINGUISTIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 400 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
CREALOGIK INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 297 \$
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL / ST. PAUL'S SCHOOL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000 \$
DELTA TROIS-RIVIERES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 220 \$
DELTA TROIS-RIVIERES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 220 \$
DEMÉNAGEMENT & TRANSPORT DOLBEC INC.	ENTREPOSAGE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 175 \$
DEMÉNAGEMENT & TRANSPORT DOLBEC INC.	ENTREPOSAGE MOBILIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 175 \$
DEMÉNAGEMENT & TRANSPORT DOLBEC INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 022 \$
DEVEAULT, RENÉE	SERVICE PROFESSIONNEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 500 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 576 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 525 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 387 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 624 \$
ÉNAP	SERVICE PROFESSIONNEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	11 850 \$
ENVELOPPE CONCEPT INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 161 \$
ESI TECHNOLOGIES	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	SUR INVITATION	22 023 \$
EVIDIAN SYSTEMS INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 319 \$
FARAHIAN, MARCELLE	COMITÉ DE SÉLECTION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 200 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 700 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
GAGNE, GILLES	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
GAGNON DANIÈLE	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 800 \$
GALERIE PIERRE SEGUIN	SERVICE PROFESSIONNEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 400 \$
GALERIE PIERRE SEGUIN	SERVICE PROFESSIONNEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 000 \$
GARTNER CANADA	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	15 800 \$
GAUTHIER, JOHANNE	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 500 \$
GODARD, BÉLISLE, ST-JEAN & ASSOCIÉS - S.E.N.C. - AVOCATS	SERVICES JURIDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 714 \$
GODARD, BÉLISLE, ST-JEAN & ASSOCIÉS - S.E.N.C. - AVOCATS	SERVICES JURIDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 516 \$
GOURMAISON TRAITEUR	TRAITEUR	SUR INVITATION	1 010 \$
GROUPE RENAUD & ASSOCIÉS INC.	AIDE AUX EMPLOYÉS	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 825 \$
HEWLETT-PACKARD (CANADA)	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 924 \$
HOTEL CASTEL DE GRANBY	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 042 \$
HOTEL ET SUITES LE DAUPHIN DRUM-MONVILLE	LOCATION DE SALLE ET SERVICES HÔTELIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 003 \$
HOTEL GOUVERNEUR TROIS-RIVIÈRES	LOCATION DE SALLE ET SERVICES HÔTELIERS	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 964 \$
IMMOBILIERE MFIQ INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 142 \$
IMMOBILIERE MFIQ INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 623 \$
IMMOBILIERE MFIQ INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	12 381 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
IMMOBILIERE MFQ INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 257 \$
IMMOBILIERE MFQ INC.	AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 075 \$
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Sur invitation	24 111 \$
IROSOFT	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	16 688 \$
IROSOFT	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	22 586 \$
LEBEL MOREAU SU-ZANNE	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
LEFEBVRE GÉRARD	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	14 857 \$
L'INFOGRAF	CONCEPTION D'UNE PLATEFORME VISUELLE	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 298 \$
LOIGNON RENÉE	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
LORANGER MARCOUX SENCRL	SERVICES JURIDIQUES	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 037 \$
MEDISOLUTION (2009) INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 040 \$
MEDISOLUTION (2009) INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	16 059 \$
MICRO LOGIC	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 375 \$
MICRO LOGIC	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 489 \$
MTS ALLSTREAM INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	16 623 \$
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 205 \$
ORACLE CORPORATION CANADA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 295 \$
PELLETIER JEAN-CLAUDE	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
PETITE TERRASSE DE PROVENCE	Traiteur	Sur invitation	2 328 \$
PHILIPPE MIQUEL	Vidéaste	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 120 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
PLANTECA	ENTRETIEN DES PLANTES	SUR INVITATION	3 528 \$
PLANTERRA LTÉE	ENTRETIEN DES PLANTES	SUR INVITATION	2 574 \$
PROCONTACT INFOR-MATIQUE	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	SUR INVITATION	1 020 \$
PROCONTACT INFOR-MATIQUE	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 844 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 034 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 047 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 047 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 177 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 050 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 050 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 277 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 277 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 106 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 230 \$
QUEST SOFTWARE CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 045 \$
RESTAURANT LE BOR-DELAIS	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 040 \$
RJR INNOVATIONS INC.	MAINTENANCE Bomgar	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 110 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
ROBTAILLE, YVON	SERVICE DE GREFFIER	CONTRAT NÉGOCIÉ	24 999 \$
SECURIA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 183 \$
SHI CANADA ULC	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 224 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 775 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 560 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 560 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 275 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	SUR INVITATION	3 825 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 560 \$
TECHNOLOGIES META-FORE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 329 \$
THE HERJAVEC GROUP INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 209 \$
THE NEW TORONTO GROUP INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	SUR INVITATION	5 117 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉ-BEC À TROIS-RIVIÈRES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 743 \$
UP TO DATE	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 826 \$
VERDON LISE	SUPPORT ADMINISTRATIF	CONTRAT NÉGOCIÉ	20 000 \$
VITALITÉ TRAITEUR INC.	TRAITEUR	SUR INVITATION	1 407 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 036 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 406 \$

FOURNISSEURS	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 290 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 142 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 914 \$

* DÉPENSE OU LIMITE CONTRACTUELLE

- G. 8

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :
- A.

LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS;
- B.

LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C.

LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
- D.

LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E.

LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
PRICEWATERHOUSECOOPERS	PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS	105 000,00 \$
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON		175 300,00 \$
MAZARS		135 000,00 \$
MALETTE		125 785,00 \$
R3D CONSEIL INC.	PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS	6 257 460 \$
LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC.		6 323 625 \$
ALITHIS (NON-ACCEPTABLE)		N/A
LECLAIR SÉCURITÉ CORPORATIVE	PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS	126 000,00 \$
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.	PRIX LE PLUS BAS	19,10 \$
SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE		23,00 \$
SÉCURITÉ PRO-EST		22,00 \$
INTRO SÉCURITÉ COLLECTIVE INC.		21,75 \$
G.O. SÉCURITÉ GRANBY INC.		20,95 \$
IRON MOUNTAIN (NON-CONFORME)	PRIX LE PLUS BAS	53 718,00 \$
IMDS PRODUCTION INC.	PRIX LE PLUS BAS	249 880,00 \$
ÉLITE SERVICES INFORMATIQUES		352 100,00 \$
GROUPE DATA LTÉE		314 500,00 \$
AGENCE DE SÉCRÉTARIAT INTÉGRAL INC.		298 480,00 \$
GROUPE TACT - SIGEDOC		259 000,00 \$

LISTE DES SOUSMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUSMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
PLANTECA PAYSAGISTE D'INTÉRIEUR INC.	PRIX LE PLUS BAS	35 001,72 \$
FIOLA DESIGN		35 899,20 \$

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNES ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LISTE DES SOUSMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUSMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
OBJET : SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'AUDITS EXTERNES ET DE TRAVAUX DE COMPILATION		
PwC Management Services L.P.	SOUSMISSION RETENUE : MEILLEURE AU NIVEAU DE LA QUALITÉ ET DU PRIX	105 000 \$
HAREL DROUSIN-PKF	SOUSMISSION NON RETENUE	135 000 \$
MALLETTE	SOUSMISSION NON RETENUE	125 785 \$
RAYMOND CHABOT GRANT THORTON & CIE	SOUSMISSION NON RETENUE	174 300 \$

D. ET E. CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LISTE DES SOUSMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUSMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
JOSEPH CLERMONT INC.	LE CONTRAT A ÉTÉ ÉMIS AU SEUL SOUSMISSIONNAIRE CONFORME.	53 490 \$

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
DYNACOM	SOUSSION RETENUE CAR LA PLUS BASSE ET RÉPOND À NOS BESOINS. LE CHOIX NE POUVAIT SE FAIRE QU'ENTRE CES 2 COMPAGNIES.	7 876 \$
NATIONAL ÉLECTRONIQUE DIV	(NON RETENUE)	17 666 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
Novo Technologies	1 SEUL SOUMISSIONNAIRE, APPEL D’OFFRES PUBLIQUE POUR LA MODERNISATION DES SOLUTIONS D’ENREGISTREMENT D’AUDIENCE DU TAQ, APPEL D’OFFRES EN 2012-2013 MAIS CONTRAT CONCLU EN 2013-2014.	260 227 \$
CBCI Telecom Canada Inc	2 SOUMISSIONNAIRES, APPEL D’OFFRE PUBLIQUE POUR DES ÉQUIPEMENTS DE VISIOCONFÉRENCE AU TAQ, APPEL D’OFFRES EN 2012-2013 MAIS CONTRAT CONCLU EN 2013-2014. LA SOUMISSION Sono Vidéo Inc ÉTAIT NON CONFORME.	179 224 \$
Bell Canada	APPEL D’OFFRE SUR INVITATION POUR LA MODERNISATION DU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE DU TAQ, APPEL D’OFFRE ET CONTRAT CONCLU EN 2013-2014	99 313 \$

D. ET E. CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/)

G. 9

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUSMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNES ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT ACCORDÉ
FAIRMONT LE MANOIR RICHELIEU	<p>LE CONTRAT INITIAL CONCLU DE GRÉ À GRÉ, AUTORISÉ PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME EN VERTU DE L'ARTICLE 13.4 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (LCOP) (RLRQ, CHAPITRE C-65.1), CONCERNAIT LA LOCATION DE SALLES, LE SERVICE DE TRAITEUR ET L'HÉBERGEMENT POUR LA TENUE DE LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.</p> <p>L'AUTORISATION DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME, EN VERTU DE L'ARTICLE 17 DE LA LCOP, FUT NÉCESSAIRE PUISQUE LA FACTURE FINALE ÉTAIT PLUS ÉLEVÉE QUE LE CONTRAT INITIAL. CET ÉCART, EN-DESSOUS DE 10 % DU CONTRAT INITIAL, ÉTAIT DÙ À LA DIFFÉRENCE ENTRE LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ESTIMÉS AU DÉPART ET AU NOMBRE RÉEL PRÉSENT LORS DE L'ÉVÉNEMENT.</p>	22 028 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G. 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- A.

Les noms du professionnel ou de la firme;
- B.

Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- C.

Le coût;
- D.

L’échéancier;
- E.

Dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

MINISTÈRE

La réponse à cette question est incluse à la question G. 7.

G. 11 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G. 12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES, DE PLUS DE 100 000 \$, INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDICUER :
- A. LE NOM DU PROJET;

B. LA NATURE DU PROJET;

C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);

D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;

E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;

F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;

G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;

H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;

I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;

J. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;

K. INDICUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

MINISTÈRE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC)	DÉVELOPPEMENT	5 618 988 \$	5 618 988 \$	960 455 \$	4 658 533 \$	S.O.	28 %
IMPLANTATION DU NOUVEAU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN)	MODERNISATION	5 487 000 \$	5 487 000 \$	125 242 \$	5 361 758 \$	OUI	90 % (DOSSIER D'AFFAIRES)
REFONTE SITE INTERNET COUR D'APPEL	DÉVELOPPEMENT	161 500 \$	161 500 \$	94 509 \$	66 991 \$	OUI	39 %
INTRANET COUR D'APPEL	DÉVELOPPEMENT	120 000 \$	119 100 \$	100 020 \$	19 080 \$	NON	83 %
ENVELOPPE DU PROGRAMME TOJ 2013-2014	MODERNISATION	1 999 000 \$	1 999 000 \$	1 461 634 \$	537 366 \$	S.O.	95 %
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ORIENTÉ SERVICE	DÉVELOPPEMENT	528 000 \$	426 996 \$	426 996 \$	0 \$	S.O.	100 %

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
HÉBERGEMENT DU CTI DE SAINTE-FOY	DÉVELOPPEMENT	942 000 \$	412 600 \$	341 200 \$	71 400 \$	S.O.	82 %
OPTIMISATION DES IMPRESSIONS	MODERNISATION	749 000 \$	749 000 \$	290 828 \$	458 172 \$	S.O.	34 %
PMET – PHASE PRÉPARATOIRE	MODERNISATION	4 171 000 \$	4 589 000 \$	3 235 200 \$	1 353 800 \$	NON	47 %
OPTIMISATION DE L'INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOMMUNICATION/VISIOCONFÉRENCE	MODERNISATION	506 000 \$	506 000 \$	145 947 \$	360 053 \$	OFFRE DU CSPQ	82 %
MISE À NIVEAU DE L'INFRASTRUCTURE DE VIRTUALISATION DES SERVEURS	MODERNISATION	255 000 \$	255 000 \$	101 069 \$	153 931 \$	S.O.	73 %
REHAUSSEMENT DES SERVICES DE STOCKAGE	MODERNISATION	354 000 \$	354 000 \$	68 838 \$	285 162 \$	S.O.	45 %
REHAUSSEMENT DU SYSTÈME D'ALIMENTATION SANS INTERRUPTION (UPS)	MODERNISATION	175 000 \$	175 000 \$	171 523 \$	3 477 \$	S.O.	90 %
ORIENTATIONS EN COMMUNICATIONS UNIFIÉES (SANS-FILS)	DÉVELOPPEMENT	567 300 \$	673 300 \$	106 042 \$	567 258 \$	OFFRE DU CSPQ	100 % (DOSSIER D'AFFAIRES)
UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD DU QUÉBEC	DÉVELOPPEMENT	762 000 \$	762 000 \$	5 507 \$	756 493 \$	OFFRE DU CSPQ	3 %

BUREAU D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
REGISTRE DES VENTES	CRÉATION D'UN NOUVEAU REGISTRE. DÉCOULE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC)	3 701 120 \$	3 701 120 \$	631 727 \$	3 069 393 \$	Oui	19 %
GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE ET INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE POUR LES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉS DE LA DRC. CE SYSTÈME EST DÉVELOPPÉ À PARTIR D'UNE APPROCHE GLOBALE CENTRÉE SUR LE CLIENT ET COMPREND NOTAMMENT UNE BONIFICATION DU MODULE DES DOSSIERS CLIENT ET SON INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE DE LA DRC	824 146 \$	824 146 \$	703 157 \$	120 989 \$	Oui	95 %
EXTRANTS ÉLECTRONIQUES	PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES POUR LALIVRAISON NUMÉRIQUE DES DOCUMENTS REMIS À LA CLIENTÈLE DU RDPRM	962 741 \$	962 741 \$	628 844 \$	333 897 \$	Oui	52 %

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNES ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DE PENSION ALIMENTAIRE (SARPA)	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE PERMETTANT LA GESTION EN LIGNE DU NOUVEAU PROGRAMME SARPA. LE PROJET COMPORTE LA CRÉATION D'UN SITE INTERNET AINSI QUE D'UNE APPLICATION PERMETTANT DE TRAITER LES DOSSIERS DES CITOYENS.	800 000 \$	800 000 \$	562 954 \$	237 046 \$	Oui	70 %

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
INTRANET DPCP (REFONTE)	DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DE LOGICIEL	2 977 300 \$	676 300 \$	126 300 \$	550 000 \$	À VENIR	8 %

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
MIGRATION À WINDOWS 7	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DU PARC BUREAUTIQUE	231,600 \$	232,200 \$	100,200 \$	132,100 \$	DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE MISE À NIVEAU GOUVERNEMENTALE (DÉCRET 268-2013)	80 %

G. 13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- E. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- I. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
- I. A. AU QUÉBEC
- II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014	MJQ	CDPDJ	FARC	FAJ	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
PHOTOCOPIE	1 808 648 \$	49 960 \$	1 165 \$	0 \$	18 174 \$	124 655 \$	2 451 \$	1 701.39 \$	10 318 \$	408 992 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	491 679 \$	6 765 \$	0 \$	0 \$	48 833 \$	37 442 \$	1 270 \$	0 \$	11 285 \$	723 939 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	27 877 \$	9 315 \$	0 \$	0 \$	299 \$	0 \$	0 \$	143.90 \$	1 683 \$	13 260 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'ÉBERGEMENT ET DE REPAS	1 938 927 \$	236 243 \$	2 110 \$	2 749 \$	31 869 \$	914 116 \$	9 250 \$	8 804.58 \$	29 087 \$	1 288 289 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0 \$	5 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 027 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 600 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	490 206 \$	43 928 \$	1 875 \$	1 167 \$	63 975 \$ *	133 954 \$	615 \$	1 206.14 \$	33 141 \$	791 360 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	35 983 \$	15 315 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 360 \$	0 \$	0 \$	1 492 \$	81 000 \$

CSJ*FORMATION ANNUELLE ; AVOCATS DU RÉSEAU
TAQ* AUCUN FRAIS D'ALCOOL N'EST INCLUS DANS CES COÛTS.

- G. 14

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :
- A.

LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BlackBerry », iPhone OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;
- B.

LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (iPad OU AUTRES);
- C.

LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- D.

LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- E.

LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- F.

LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- G.

LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- H.

LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- I.

LES ORDINATEURS PORTABLES.

ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014	MJQ	CDPDJ	FARC	FAJ	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BlackBerry », iPhone OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	439	54	1	0	3	30	2	2	32	333
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'iPad ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	93	56	2	0	2	8	0	2	37	545
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS	242	0		0	0	4	0	0	0	21
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	1 996 261	FORFAIT CSPQ		0	9 494	N/D	0	N/A, GROUPE DE PARTAGE (CSPQ)	100 193,80	N/D
LE NOM DES FOURNISSEURS	B-TEL, CELLUNIVERS, ROGERS, CPU DESIGN INC., DELL, MICRO-LOGIC, BELL MOBILITÉ, TÉLÉ-PAGE, GAD ÉLEC-TRONIQUE INC.	DELL ET ROGERS WIRELESS	ROGERS	0	CSPQ/ COGNAT INC.	ROGERS	ROGERS WIRELESS	TÉLÉPHONES : ROGERS VIA CSPQ PORTABLES : MIN. JUSTICE	ROGERS	ROGERS ET BELL
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	126 906 \$	13 700 \$	- \$	0 \$	2 122 \$ (PORTABLE)	0 \$	1 417 \$	122.99 \$	2 960 \$	176 523 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	46 126 \$	3 000 \$	567 \$	0 \$	0 \$	41 463 \$	0 \$	2.50 \$	209 \$	10 408 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	146 743 \$	22 000 \$	0 \$	0 \$	1 418 \$	INCLUS DANS LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS.	0 \$	712.60 \$	12 810 \$	INFORMATION TRANS-MISE PAR LE MJQ *
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	INFORMATION TRANS-MISE PAR LE MJQ *

DPCP * LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES EST COMPRIS DANS CELUI DU MJQ. LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATIONS.

G. 15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012 ET 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) ; **35 ANS ET PLUS** ;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) ; **35 ANS ET MOINS** ;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL ;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE ;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) ;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL ;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE ;
- H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE ;
- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR ;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE ;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES		
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%	
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :																
MOINS DE 35 ANS	9	0	9	0,3	5	0,2	4	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	2,9
DE 35 À 54 ANS	99	0	99	2,9	56	2,1	43	5,6	3	1,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0
55 ANS ET PLUS	34	0	34	1,0	21	0,8	13	1,7	0	0,0	1	2,9	0	0,0	0	0,0
TOTAL	142	0	142	4,1	82	3,1	60	7,8	3	1,7	1	2,9	0	0,0	1	2,9

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES		
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%	
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :																
MOINS DE 35 ANS	138	140	278	8,1	198	7,4	80	10,4	5	2,8	1	2,9	0	0,0	1	2,9
DE 35 À 54 ANS	376	25	401	11,6	248	9,2	153	19,9	21	11,7	3	8,8	3	23,1	4	11,8
55 ANS ET PLUS	123	1	124	3,6	52	1,9	72	9,4	5	2,8	2	5,9	0	0,0	1	2,9
TOTAL	637	166	803	23,3	498	18,6	305	39,7	31	17,3	6	17,6	3	23,1	6	17,6
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :																
MOINS DE 35 ANS	197	443	640	18,5	545	20,3	95	12,4	40	22,3	4	11,8	2	15,4	6	17,6
DE 35 À 54 ANS	663	531	1194	34,6	1027	38,3	167	21,7	83	46,4	18	52,9	7	53,8	16	47,1
55 ANS ET PLUS	318	348	666	19,3	531	19,8	135	17,6	22	12,3	4	11,8	1	7,7	5	14,7
TOTAL	1178	1322	2500	72,4	2103	78,4	397	51,7	145	81,0	26	76,5	10	76,9	27	79,4
PERSONNEL OUVRIER :																
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
DE 35 À 54 ANS	0	3	3	0,1	0	0,0	3	0,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
55 ANS ET PLUS	1	2	3	0,1	0	0,0	3	0,4	0	0,0	1	2,9	0	0,0	0	0,0
TOTAL	1	5	6	0,2	0	0,0	6	0,8	0	0,0	1	2,9	0	0,0	0	0,0
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :																
MOINS DE 35 ANS	344	583	927	26,9	748	27,9	179	23,3	45	25,1	5	14,7	2	15,4	8	23,5
DE 35 À 54 ANS	1138	559	1697	49,2	1331	49,6	366	47,7	107	59,8	21	61,8	10	76,9	20	58,8
55 ANS ET PLUS	476	351	827	24,0	604	22,5	223	29,0	27	15,1	8	23,5	1	7,7	6	17,6
TOTAL	1958	1493	3451	100,0	2683	100,0	768	100,0	179	100,0	34	100,0	13	100,0	34	100,0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISÉES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	401,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4 304,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	12 249,5
PESONNEL OUVRIER	12,0
TOTAL	16 967,5

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L' ADMINISTRATION

D. Le NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. Le NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	589,0	0,0	589,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	9 842,6	5 785,7	15 628,2
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	41 219,8	12 847,7	54 067,5
PESONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0
TOTAL	51 651,4	18 633,3	70 284,7

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L' ADMINISTRATION

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	81,5	136,5	223,0	889,5	1 065,0	240,0	195,0	193,0	329,5	192,5	99,5	38,5	3 683,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	511,0	628,5	1 115,5	3 357,0	4 705,5	821,5	456,5	448,0	1 453,5	916,5	351,5	144,0	14 909,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 761,0	1 775,0	2 701,5	8 689,5	11 119,0	2 166,0	1 730,5	1 318,0	3 470,5	2 471,5	1 547,5	297,5	39 047,5
PESONNEL OUVRIER	1,0	8,0	7,5	18,5	6,5	0,0	0,5	0,5	7,0	2,0	3,0	0,0	54,5
TOTAL	2 354,5	2 548,0	4 047,5	12 954,5	16 896,0	3 227,5	2 382,5	1 959,5	5 260,5	3 582,5	2 001,5	480,0	57 694,5

G. Le NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 ANSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	9	17	0	31
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	2	3	11	19	0	35
CAPITALE-NATIONALE	68	388	142	179	0	777
MAURICIE	3	2	11	26	0	42
ESTRIE	2	3	11	20	0	36
MONTREAL	32	151	135	213	1	532
OUTAOUAIS	1	3	8	27	0	39
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	15	23	0	43
CÔTE-NORD	2	0	5	9	0	16
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	1	6	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	12	0	20
LAVAL	2	2	6	15	0	25
LANAUDIÈRE	2	3	11	22	0	38
LAURENTIDES	5	5	18	41	0	69
MONTÉRÉGIE	10	9	39	85	0	143
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	1	6	10	0	18
TOTAL	140	576	438	728	1	1 883

SOURCE : SAGIP, DONNÉES À LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAIE DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012, SERVICE DU SOUTIEN À LA GOUVERNE

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	13	16	0	35
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	3	3	9	17	0	32
CAPITALE-NATIONALE	63	415	148	160	0	786
MAURICIE	3	1	11	23	0	38
ESTRIE	2	4	12	16	0	34
MONTREAL	33	166	138	198	1	536
OUTAOUAIS	3	3	9	24	0	39
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	14	21	0	40
CÔTE-NORD	2	1	6	8	0	17
NORD-DU QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	1	6	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	12	0	20
LAVAL	3	2	6	16	0	27
LANAUDIÈRE	3	3	10	20	0	36
LAURENTIDES	4	5	18	35	0	62
MONTÉRÉGIE	12	8	35	80	0	135
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	1	5	11	0	18
TOTAL	142	619	446	667	1	1875

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 7 MARS 2013, SERVICE DU SOUTIEN À L' ADMINISTRATION

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	11	18	0	33
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	3	3	9	18	0	33
CAPITALE-NATIONALE	65	433	149	176	0	823
MAURICIE	4	2	11	25	0	42
ESTRIE	3	4	11	20	0	38
MONTREAL	32	165	142	213	1	553
OUTAOUAIS	3	3	8	29	0	43
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	15	27	0	47
CÔTE-NORD	2	1	6	9	0	18
NORD-DU QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	0	7	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	11	0	18
LAVAL	4	4	6	17	0	31
LANAUDIÈRE	3	3	11	23	0	40
LAURENTIDES	3	5	18	39	0	65
MONTÉRÉGIE	10	10	36	80	0	136
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	0	6	11	0	18
TOTAL	142	637	452	726	1	1958

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	67	71	68
ÉMÉRITE	1	1	0

SOURCE : SAGIP, SUIVI DES EFFECTIFS ECS 2014-03-31

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	18	22	16

SOURCE : SAGIP, 7 MARS 2014, CSPQ

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	10	45	0	60
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	2	3	14	58	0	77
CAPITALE-NATIONALE	68	469	173	336	0	1 046
MAURICIE	3	3	13	63	1	83
ESTRIE	2	4	17	63	0	86
MONTREAL	32	213	181	639	1	1 066
OUTAOUAIS	1	4	8	74	0	87
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	17	69	2	93
CÔTE-NORD	2	1	5	33	0	41
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	6	0	6
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	8	30	0	42
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	0	5	30	0	38
LAVAL	2	2	6	49	1	60
LANAUDIÈRE	2	3	12	53	0	70
LAURENTIDES	5	5	19	94	0	123
MONTÉRÉGIE	10	12	46	250	1	322
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	6	27	0	36
TOTAL	140	728	543	1 919	6	3 336

SOURCE : SAGIP, DONNÉES À LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAIE DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012, SERVICE DU SOUTIEN À LA GOUVERNE

NOTE : ÉQUIVALENT À L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE INCLUANT LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS DES REGISTRES. UN POSTE PAR EMPLOYÉ, MAIS UN POSTE PEUT AVOIR PLUSIEURS EMPLOYÉS (TEMPS PARTIEL, PAIE VARIABLE, SUR APPEL, ETC.). POUR QUELQUES CATÉGORIES D'EMPLOIS (GREFFIER-AUDIENCIER, HUISSIER-AUDIENCIER, ETC.), ON PEUT AVOIR BESOIN DE PLUSIEURS EMPLOYÉS À TEMPS PARTIEL SUR APPEL POUR L'EXÉCUTION D'UNE MÊME TÂCHE.

Nombre de postes au 31 mars 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	15	46	0	67
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	3	3	13	64	0	83
CAPITALE-NATIONALE	63	505	186	328	0	1082
MAURICIE	3	3	12	61	1	80
ESTRIE	2	4	17	63	0	86
MONTREAL	33	228	184	646	1	1092
OUTAOUAIS	3	4	11	75	0	93
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	17	65	2	90
CÔTE-NORD	2	1	6	34	0	43
NORD-DU QUÉBEC	0	0	2	5	0	7
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	3	8	32	0	45
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	30	0	38
LAVAL	3	2	6	55	1	67
LANAUDIÈRE	3	3	10	55	0	71
LAURENTIDES	4	5	20	90	0	119
MONTÉRÉGIE	12	11	48	249	1	321
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	5	31	0	39
TOTAL	142	781	565	1929	6	3423

Source : SAGIP, données au 7 mars 2013, Service du soutien à l'administration

Note : Équivalent à l'ensemble des employés assujettis à la Loi sur la fonction publique du ministère de la Justice incluant le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds des registres. Un poste par employé, mais un poste peut avoir plusieurs employés (temps partiel, paie variable, sur appel, etc.). Pour quelques catégories d'emplois (greffier-audencier, huissier-audencier, etc.), on peut avoir besoin de plusieurs employés à temps partiel sur appel pour l'exécution d'une même tâche.

Nombre de postes au 31 mars 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	13	50	0	67
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	3	3	13	61	0	80
CAPITALE-NATIONALE	65	526	181	329	0	1101
MAURICIE	4	3	12	64	1	84
ESTRIE	3	4	14	63	0	84
MONTREAL	32	229	189	652	1	1103
OUTAOUAIS	3	3	11	81	0	98
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	19	64	2	91
CÔTE-NORD	2	1	6	33	0	42
NORD-DU QUÉBEC	0	0	1	4	0	5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	9	27	0	40
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	2	5	32	0	40
LAVAL	4	4	6	54	1	69
LANAUDIÈRE	3	4	11	59	0	77
LAURENTIDES	3	5	19	100	0	127
MONTÉRÉGIE	10	11	45	236	1	303
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	6	31	0	40
TOTAL	142	803	560	1940	6	3451

Source : SAGIP, données au 6 mars 2014, Service du soutien à l'administration

Note : Équivalent à l'ensemble des employés assujettis à la Loi sur la fonction publique du ministère de la Justice incluant le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds des registres. Un poste par employé, mais un poste peut avoir plusieurs employés (temps partiel, paie variable, sur appel, etc.). Pour quelques catégories d'emplois (greffier-audencier, huissier-audencier, etc.), on peut avoir besoin de plusieurs employés à temps partiel sur appel pour l'exécution d'une même tâche.

N. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du Trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFES-
SIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%		%		%			%
TOTAL				%		%		%		%		%			%
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS	2		2	66.66 %	2	66.66 %		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%		%		%			%
TOTAL	2		2	66.66 %	2	66.66 %		%		%		%			%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS	1		1	33.33 %	1	33.33 %		%		%		%			%
TOTAL	1		1	33.33 %	1	33.33 %		%		%		%			%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%		%		%			%
TOTAL				%		%		%		%		%			%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS	2		2	66.66 %	2	66.66 %		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS	1		1	33.33 %	3	33.33 %		%		%		%			%
TOTAL	3		3	100 %	3	100 %		%		%		%			%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
TOTAL	38 J 6 H 15 M

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE			
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0
PESONNEL OUVRIER			
TOTAL	0	0	0

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
TOTAL	1	1	3	35	15		1		4	1	1	8	70

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- I. **LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION**
- EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.
- J. **L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)**

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LA VAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	0	0	0
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0	0	0

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

Nombre de postes au 31 mars 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFES-
SIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DE 35 À 54 ANS	3	0	3	33	2	22	1	11	0	0	0	0	0	0	0
55 ANS ET PLUS	6	0	6	67	2	22	4	45	1	11	1	11	0	0	0
TOTAL	9	0	9	100	4	44	5	56	1	11	1	11	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	16	2	18	19	16	17	2	2	4	4	0	0	0	0	0
DE 35 À 54 ANS	46	3	49	52	36	38	13	14	9	10	2	2	0	0	0
55 ANS ET PLUS	28	0	28	29	17	18	11	11	5	5	1	1	0	0	0
TOTAL	90	5	95	100	69	73	26	27	18	19	3	3	0	0	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	3	1	4	8	2	4	2	4	4	8	0	0	0	0	0
DE 35 À 54 ANS	30	1	31	63	27	55	4	8	9	19	6	12	0	0	0
55 ANS ET PLUS	14	0	14	29	13	2	1	2	1	2	0	0	0	0	0
TOTAL	47	2	49	100	42	86	7	14	14	29	6	12	0	0	0
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DE 35 À 54 ANS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
55 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :															
MOINS DE 35 ANS	19	3	22	14	18	12	4	3	8	5	0	0	0	0	0
DE 35 À 54 ANS	79	4	83	55	65	42	18	12	18	12	8	5	0	0	0
55 ANS ET PLUS	48	0	48	31	32	21	16	10	7	5	2	1	0	0	0
TOTAL	146	7	153	100	115	75	38	25	33	22	10	6	0	0	0

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	32
PERSONNEL PROFESSIONNEL	731
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	458.5
PESONNEL OUVRIER	0
TOTAL	1 221.5

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	202.25	2033.52	2 235.77
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	3.75	544	547.75
PESONNEL OUVRIER	0	0	0
TOTAL	206	2 577.52	2 783.52

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	24	10	8	45.5	48.5	3	0	2	22	13	12	22	210
PERSONNEL PROFESSIONNEL	71	97	206	411	313	111.5	36	17	134	83.5	16	74.5	1 570.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	20.5	42	83.5	246.5	131	61.5	31	14.5	96.5	28.5	27.5	50	833
PESONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	115.5	149	297.5	657.5	292.5	180.5	67	33.5	252.5	125	55.5	146.5	2 613.5

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS**. LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	2	1	0	9
MAURICIE	0	2	1	0	0	3
ESTRIE	0	2	0	1	0	3
MONTREAL	8	76	33	9	0	124
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	1	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	91	34	14	0	148

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	1	2	0	9
MAURICIE	0	3	0	1	0	4
ESTRIE	0	2	0	1	0	3
MONTREAL	7	78	28	8	0	121
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	1	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8	93	30	14	0	145

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	1	2	0	9
MAURICIE	0	3	0	1	0	4
ESTRIE	0	1	0	1	0	2
MONTREAL	8	76	31	8	0	123
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	1	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	90	33	14	0	146

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	13	15	16
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0	0	0

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	2	1	0	9
MAURICIE	0	3	0	1	0	4
ESTRIE	0	2	0	1	0	3
MONTREAL	8	79	36	10	0	133
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	1	0	1	0	2
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	95	39	15	0	158

Nombre de postes au 31 mars 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	1	2	0	9
MAURICIE	0	3	0	1	0	4
ESTRIE	0	2	0	1	0	3
MONTREAL	7	82	34	9	0	132
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	1	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8	97	36	15	0	156

Nombre de postes au 31 mars 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	1	0	0	0	1
CAPITALE-NATIONALE	1	5	1	2	0	9
MAURICIE	0	3	0	1	0	4
ESTRIE	0	1	0	1	0	2
MONTREAL	8	80	35	7	0	130
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	1	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	4	0	1	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	94	37	13	0	153

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS				%				%				%			%
DE 35 À 54 ANS	39		39	4.4 %	25	2.8 %	14	1.6 %				%			%
55 ANS ET PLUS	27		27	3.0 %	11	1.2 %	16	1.8 %				%			%
TOTAL	66		66	7.4 %	36	4.0 %	30	3.4 %				%			%
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	116		116	13.1 %	84	9.5 %	32	3.6 %				%			%
DE 35 À 54 ANS	150		150	16.9 %	101	11.4 %	49	5.5 %				%			%
55 ANS ET PLUS	48		48	5.5 %	21	2.4 %	27	3.1 %				%			%
TOTAL	314		314	35.5 %	206	23.3 %	108	12.2 %				%			%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	66		66	7.4 %	64	7.2 %	1	0.1 %				%			%
DE 35 À 54 ANS	299		299	33.8 %	284	32.1 %	15	1.7 %				%			%
55 ANS ET PLUS	141		141	16.0 %	137	15.5 %	4	0.5 %				%			%
TOTAL	504		504	57.1 %	484	54.8 %	20	2.3 %				%			%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%				%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%				%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%				%			%
TOTAL				%		%		%				%			%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :															
MOINS DE 35 ANS	181		181	20.4 %	148	16.7 %	33	3.7 %				%			%
DE 35 À 54 ANS	488		488	55.1 %	410	46.3 %	78	8.8 %				%			%
55 ANS ET PLUS	216		216	24.5 %	169	19.1 %	47	5.4 %				%			%
TOTAL	884		884	100 %	726	82.1 %	158	17.9 %				%			%

TOTAL POUR LE RÉSEAU DE L' AIDE JURIDIQUE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	12
PERSONNEL PROFESSIONNEL	52
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	242
PESRONNEL OUVRIER	0
TOTAL	306

DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT.

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE			
PERSONNEL PROFESSIONNEL			
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	111		111
PESRONNEL OUVRIER			
TOTAL	111		111

DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE													224
PERSONNEL PROFESSIONNEL													203
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS													643
PESRONNEL OUVRIER													0
TOTAL													1070

DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT.

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX / ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 ANSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	41	55
TOTAL	65	306	499	870

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	41	55
TOTAL	65	306	499	870

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	13	19	35
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	1	9	11	21
CCJ ESTRIE	4	22	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	4	29	44	77
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	21	30	55
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	38	53	99
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	40	54
TOTAL	66	314	504	884

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	AUCUN	AUCUN	AUCUN
ÉMÉRITE	AUCUN	AUCUN	AUCUN

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	AUCUN	AUCUN	AUCUN

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	41	55
TOTAL	65	306	499	870

Nombre de postes au 31 mars 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	41	55
TOTAL	65	306	499	870

Nombre de postes au 31 mars 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	13	19	35
CCJ BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	1	9	11	21
CCJ ESTRIE	4	22	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	4	29	44	77
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	21	30	5
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	38	53	99
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	22	38
CCJ	9	5	40	54
TOTAL	66	314	504	884

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI		EFFECTIF				FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
		RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR :																	
MOINS DE 35 ANS		177	97	274	25,87 %	192	70,07 %	82	29,93 %	15	5,47 %	0	0,00 %	0	0,00 %	5	1,82 %
DE 35 À 54 ANS		270	13	283	26,72 %	175	61,84 %	108	38,16 %	9	3,18 %	0	0,00 %	2	0,71 %	8	2,83 %
55 ANS ET PLUS		115	1	116	10,95 %	48	41,38 %	68	58,62 %	4	3,45 %	1	0,86 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TOTAL		562	111	673	63,55 %	415	61,66 %	258	38,34 %	28	4,16 %	1	0,15 %	2	0,30 %	13	1,93 %
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :																	
MOINS DE 35 ANS		0	0	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
DE 35 À 54 ANS		10	0	10	0,94 %	5	50,00 %	5	50,00 %	3	30,00 %	1	10,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
55 ANS ET PLUS		10	0	10	0,94 %	5	50,00 %	5	50,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TOTAL		20	0	20	1,89 %	10	50,00 %	10	50,00 %	3	15,00 %	1	5,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :																	
MOINS DE 35 ANS		11	2	13	1,23 %	10	76,92 %	3	23,08 %	4	30,77 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
DE 35 À 54 ANS		23	1	24	2,27 %	15	62,50 %	9	37,50 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
55 ANS ET PLUS		15	0	15	1,42 %	10	66,67 %	5	33,33 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TOTAL		49	3	52	4,91 %	35	67,31 %	17	32,69 %	4	7,69 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :																	
MOINS DE 35 ANS		67	23	90	8,5 %	78	86,67 %	12	13,33 %	7	7,78 %	1	1,11 %	0	0,00 %	0	0,00 %
DE 35 À 54 ANS		99	10	109	10,29 %	95	87,16 %	14	12,84 %	15	13,76 %	0	0,00 %	2	1,83 %	0	0,00 %
55 ANS ET PLUS		107	8	115	10,86 %	112	97,39 %	3	2,61 %	5	4,35 %	1	0,87 %	3	2,61 %	2	1,74 %
TOTAL		273	41	314	29,65 %	285	90,76 %	29	9,24 %	27	8,60 %	2	0,64 %	5	1,59 %	2	0,64 %
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :																	
MOINS DE 35 ANS		255	122	377	35,60 %	280	74,27 %	97	25,73 %	26	6,90 %	1	0,27 %	0	0,00 %	5	1,33 %
DE 35 À 54 ANS		402	24	426	40,23 %	290	68,08 %	136	31,92 %	27	6,34 %	1	0,23 %	4	0,94 %	8	1,88 %
55 ANS ET PLUS		247	9	256	24,17 %	175	68,36 %	81	31,64 %	9	3,52 %	2	0,78 %	3	1,17 %	2	0,78 %
TOTAL		904	155	1059	100 %	745	70,35 %	314	29,65 %	62	5,85 %	4	0,38 %	7	0,66 %	15	1,42 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	3 492,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	63,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	270,5
PESONNEL OUVRIER	1 773,0
TOTAL	0,0
	5 599,5

D. Le NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. Le NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	20 145,51	13 662,10	33 807,61
PERSONNEL PROFESSIONNEL	39,28	43,08	82,36
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	5 512,71	1 687,44	7 200,15
PESONNEL OUVRIER	0,00	0,00	0,00
TOTAL	27 056,42	16 372,06	43 428,48

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	462.0	525.5	492.0	2 505.0	4 143.5	673.5	401.5	371.5	798.0	620.5	311.0	185.0	11 489.0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	24.5	26.0	16.0	97.5	159.5	18.0	10.0	2.5	36.5	16.0	30.5	10.0	447.0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	29.0	12.5	96.5	190.0	352.0	29.5	15.5	11.0	73.0	61.0	28.5	14.0	912.5
PESONNEL OUVRIER	237.5	274.0	335.0	1 216.5	1 604.5	214.5	162.0	132.5	501.0	247.5	211.5	81.0	5 217.5
TOTAL	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	753.0	838.0	939.5	4 009.0	6 259.5	935.5	589.0	517.5	1 408.5	945.0	581.5	290.0	18 066.0

G. Le NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 ANSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2012

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	1	5		1	3	1
BAESD		2	2		5	3	1
BAP		3	7	1		2	3
BACJ		4	10		2	2	3
BSA		2			6	3	1
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				1
Alma			2				1
Saguenay		1	7				4
Roberval			3				2
St-Joseph-de-Beauce			3				1
Québec		5	27			2	9
Montmagny			2				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Bale-Comeau		1	2				2
Matane			2				1
New-Carlisle		1	1				2
Percé			3				1
Rivière-du-Loup			4				2
Rimouski		1	3				2
Sept-Iles			3				
Ste-Anne des Monts							1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14				6
Shawinigan			4				1
Trois-Rivières		2	11		1		5
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				2
Sherbrooke		1	9			1	6
Drummondville			3				3
Saint-Jean		1	4				4
Sorel			2				2
Saint-Hyacinthe		1	3				3
Longueuil		5	25			2	10
MONTREAL							
Montréal		11	97			3	27
Laval		1	10			1	1
Saint-Jérôme		1	14			1	5
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		3	16			2	9
Maniwaki							1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				5
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			2				3
Rouyn-Noranda		1	4			1	1
Amos		2	5				4
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
Montréal		2	10	1	1	1	
Québec		1	2		1	2	2
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	17			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
Montréal		4	22		2	1	1
Québec		1	6		1		3
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION (BLCM)							
Montréal		2	5			1	2
Québec			3		1	1	1
BUREAU DE LA JEUNESSE							
Montréal		7	25				4
TOTAL	2	71	424	2	21	34	157

Total :	711
---------	-----

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	5	4		4	7	1
BAE		2	4		2	1	1
BAP		6	8	1		3	3
BSJ		4	10	1	3	1	5
DGA		3			17	10	5
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				1
Alma			2				1
Saguenay		1	7				5
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		6	26			7	9
Montmagny			2				1
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	2
Matane			3				3
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	3			1	3
Rimouski		1	3				1
Sept-Iles			5				3
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14			1	7
Laval		1	10			1	3
Saint-Jérôme		2	15		1	3	8
Shawinigan			4				1
Trois-Rivières		3	12		1	3	5
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				1
Sherbrooke		1	10			2	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			5				3
Sorel			2				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		5	25			6	13
MONTREAL							
Montréal		12	93			8	28
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		3	17			2	9
Maniwaki							1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				6
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			2				2
Rouyn-Noranda		1	5			1	1
Amos		2	8			1	5
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
BLPC		3	15		3	3	3
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	16			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	32		3	4	3
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION (BLCM)							
BLCM		2	13			2	3
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
Montréal		7	41		1	2	6
TOTAL	2	83	466	2	35	72	184

Total :	844
---------	-----

État des effectifs réguliers au 31 mars 2014

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	5	6		6	4	2
BAE		2	3		3	1	1
BAP		7	19	1		4	12
BSJ		3	13	1	2	3	3
BREF		1	1		1	1	
BRPI		1	2			1	
DGA		1			2	1	
DISI		1			7	2	1
DRFM		1			6	4	1
DRH					10	4	2
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				2
Alma			2				1
Saguenay		1	6			1	5
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		5	26			7	10
Montmagny			1				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	3
Matane			3				2
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	3			1	3
Rimouski		2	3			1	2
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14			1	6
Laval		2	9		1	1	4
Saint-Jérôme		1	14			3	6
Shawinigan		1	4				1
Trois-Rivières		3	10		1	4	4
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				2
Sherbrooke		1	10			2	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			4				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		6	23		1	6	11
MONTRÉAL							
Montréal		11	91			11	29
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	14			2	5
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			1				1
Valleyfield		1	8				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			5				3
Rouyn-Noranda		1	5			1	1
Amos		3	7				5
Kuuujuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ							
BLPC		3	20	1	2	4	2
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	18			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	38		3	8	1
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION							
BLCM		2	19		1	4	3
BUREAU DES AFFAIRE DE LA JEUNESSE							
BAJ		8	42		1	2	12
TOTAL	2	89	491	3	47	87	187

Total :	906
---------	-----

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	5	8	13
ÉMÉRITE	3	2	3

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1	1	1

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

POUR CETTE QUESTION, SE RÉFÉRER À J.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%		%		%			%
TOTAL				%		%		%		%		%			%
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS	1		1	100 %		100 %		100 %	1	100 %		%			%
TOTAL	1		1	100 %		100 %		%	1	100 %		%			%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS	1		1	%	1	%		%	1	%		%			%
55 ANS ET PLUS	1		1	%	1	%		%		%		%			%
TOTAL	2		2	100 %	2	100 %		%	1	50 %		%			%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS				%		%		%		%		%			%
55 ANS ET PLUS				%		%		%		%		%			%
TOTAL				%		%		%		%		%			%
TOTAL PAR GROUPE D’ÂGE :															
MOINS DE 35 ANS				%		%		%		%		%			%
DE 35 À 54 ANS	1		1	33.3 %	1	33.3 %		%	1	33.3 %		%			%
55 ANS ET PLUS	2		2	66.7 %	2	66.7 %		%	1	33.3 %		%			%
TOTAL	3		3	100 %	3	100 %		%	2	66.6 %		%			%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI *	2013-2014
TOTAL	12.5

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
TOTAL	0	0	0

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
TOTAL			1	16	9			16					42

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPILÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT			
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0	0	0

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPIÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPIÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
TOTAL		1	1	1		3

* COMPTE TENU QU'IL S'AGIT D'UN PETIT ORGANISME, LES DONNÉES SONT COMPIÉES DE SORTE DE PROTÉGER LES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA.	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
DE 35 À 54 ANS	6	0	6	67 %	5	83 %	1	33 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
55 ANS ET PLUS	3	0	3	33 %	1	17 %	2	67 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL	9	0	9	100 %	6	100 %	3	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	6	2	8	22,2 %	4	20 %	2	16,7 %	1	25 %	0	0 %	0	0 %	0 %
DE 35 À 54 ANS	20	2	22	61,1 %	13	65 %	7	58,3 %	3	75 %	0	0 %	0	0 %	0 %
55 ANS ET PLUS	6	0	6	16,7 %	3	15 %	3	20 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL	32	4	36	100 %	20	100 %	12	100 %	4	100 %	0	0 %	0	0 %	0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	19	12	31	26,5 %	16	20,3 %	3	15 %	5	26,3 %	0	0 %	0	0 %	0 %
DE 35 À 54 ANS	47	4	51	43,6 %	37	46,8 %	11	55 %	10	52,6 %	0	0 %	0	0 %	100 %
55 ANS ET PLUS	33	2	35	29,9 %	26	32,9 %	6	30 %	4	21,1 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL	99	18	117	100 %	79	100 %	20	100 %	19	100 %	0	0 %	0	0 %	100 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
DE 35 À 54 ANS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
55 ANS ET PLUS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :															
MOINS DE 35 ANS	25	14	39	24 %	20	19 %	5	14,3 %	6	26,1 %	0	0 %	0	0 %	0 %
DE 35 À 54 ANS	73	6	79	48,8 %	55	52,4 %	19	54,3 %	13	56,5 %	0	0 %	0	0 %	100 %
55 ANS ET PLUS	42	2	44	27,2 %	30	28,6 %	11	31,4 %	4	17,4 %	0	0 %	0	0 %	0 %
TOTAL	140	22	162	100 %	105	100 %	35	100 %	23	100 %	0	0 %	0	0 %	100 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	43,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	140
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	925
PESONNEL OUVRIER	0
TOTAL	1 108,5

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E. LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2013-2014

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	434,14	347,24	790,38
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 388,62	455,23	1 843,85
PESONNEL OUVRIER	0	0	0
TOTAL	1 831,76	802,47	2 634,23

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	9	10,5	0	44	74	6	6	6	14	112	4	2	187,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	20,5	34	69,5	107	153,5	88	51,5	47	70,5	75	41	193	776,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	142,5	132	173	456	595,5	138	71	82,5	204	139,5	65,5	81	2 280,5
PESONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	172	176,5	242,5	607	823	232	128,5	135,5	288,5	226,5	110,5	102	3 244,55

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, **NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.** LE PARAGRAPHE 10 DE L'ARTICLE 53 ANSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	19	24	20	0	69
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	4	11	24	34	0	73
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	10	30	48	54	0	142

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFSSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	5	21	24	21	0	71
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	4	11	26	30	0	71
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	32	50	51	0	142

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	5	22	29	20	0	75
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	4	10	23	27	0	65
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	32	52	47	0	140

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	2	2	2
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	5	7	11

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE	6	23	27	23		79
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	4	11	23	49		87
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRIÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	10	34	50	72	0	166

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE	5	24	26	26		81
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	4	14	29	42		89
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	38	55	68	0	170

Nombre de postes au 31 mars 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN						
CAPITALE-NATIONALE	5	25	30	24		83
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	4	13	29	42		87
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	38	59	66	0	172

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G. 16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :
- A.

LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 ET EN 2013-2014;
- B.

LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C.

LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
- D.

LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

MINISTÈRE

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	105
OCCASIONNEL	11
TOTAL	116

SOURCE: SAGIP, 7 MARS 2014, CSPQ

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

EN VERTU DES RÈGLES AFFECTANT LE NIVEAU D'EFFECTIF RÉGULIER ET TOTAL AUTORISÉ À LA SUITE DES DÉPARTS À LA RETRAITE SURVENUS EN 2013-2014 ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A UN TAUX MODULÉ DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF DE 100 % À L'EXCEPTION DE L'ÉLÉMENT 03 DU PROGRAMME 02 POUR LEQUEL LE TAUX EST DE 50 %. PAR CONSÉQUENT, LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLAN DE RÉDUCTION DE LA TAILLE DE L'ÉTAT EST D'UN REMPLACEMENT SUR DEUX (50 %) DES DÉPARTS À LA RETRAITE DE L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 À L'ÉLÉMENT 03 DU PROGRAMME 02 DU MJQ ET DE 100 % POUR LE RESTE DU MINISTÈRE.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 83
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : ND

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 78
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : ND

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

26 RETRAITÉS

ORGANISME

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	0
OCCASIONNEL	0
TOTAL	0

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

AUCUN.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 1
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 0
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : 0 \$

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

1 PERSONNE, CONTRAT DE 10 JOURS

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	4
OCCASIONNEL	0
TOTAL	4

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

AUCUN.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 10
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 18
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : 0 \$

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

2 RETRAITÉS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	4
OCCASIONNEL	0
TOTAL	4

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

AUCUN.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 10
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 18
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : 0 \$

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

2 RETRAITÉS

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	20
OCCASIONNEL	0
TOTAL	20

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

LE TAUX DE REMPLACEMENT DES DÉPARTS À LA RETRAITE DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EST FIXÉ À 100 % POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 18 DÉPARTS À LA RETRAITE SONT CONFIRMÉS PAR UNE ENTENTE SIGNÉE
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : INFORMATION NON DISPONIBLE

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 5 DÉPARTS À LA RETRAITE SONT CONFIRMÉS PAR UNE ENTENTE SIGNÉE
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : INFORMATION NON DISPONIBLE

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

AU TOTAL, LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS AU DPCP S'ÉLÈVE À 10.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	N/A
OCCASIONNEL	N/A
TOTAL	

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : N/A
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : N/A
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : 0 \$

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	8
OCCASIONNEL	0
TOTAL	8

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC A UN TAUX DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF DE 100 % EN VERTU DES RÈGLES AFFECTANT LE NIVEAU D'EFFECTIF RÉGULIER ET TOTAL AUTORISÉ À LA SUITE DES DÉPARTS À LA RETRAITE, ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR. LE TRIBUNAL A DONC REMPLACÉ 5 DES 8 DÉPARTS À LA RETRAITE. DEUX AUTRES POSTES SONT ACTUELLEMENT EN DOTATION (MUTATION) ET UN POSTE EST TOUJOURS VACANT.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 9
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPARTS 2015-2016 : 0
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2015-2016 : 0 \$

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2014

2 RETRAITÉS

G. 17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2013-2014 EN INDiquANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE M ²	COÛT D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	518 335,60 \$	3 003,80	59 159,82 \$	SIQ	SIQ
891, 3E RUE OUEST, AMOS	642 788,16 \$	2 903,89	27 156,59 \$	SIQ	SIQ
242, RUE PRINCIPAL SUD, AMOS	49 446,05 \$	527,5	127 443,06 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
261, 1ÈRE AVENUE OUEST, AMOS	19 970,91 \$	405,06		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
29, BOUL. ST-BENOIT OUEST, AMQUI	113 070,60 \$	545,67		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	480 262,82 \$	2 617,76	701 623,69 \$	SIQ	SIQ
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	213 628,68 \$	865,06		SIQ	SIQ
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	45 272,76 \$	264,41		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
2028, AVENUE BOURGOGNE, CHAMBLY	23 923,92 \$	97,55	3 005,43 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	110 936,76 \$	717,79		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
227, RUE RAGINE EST, CHICOUTIMI	1 487 849,89 \$	5 709,03	57 507,65 \$	SIQ	SIQ
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	1 134 297,24 \$	1 722,22		SIQ	SIQ
1420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	76 156,92 \$	531,08		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	344 897,52 \$	2 142,65	2 782,21 \$	SIQ	SIQ

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
134, ROUTE 138 Est, FORESTVILLE	87 180,84 \$	210,31		SIQ	SIQ
11, RUE DE LA CATHÉDRALE, GASPÉ	52 373,76 \$	242,07		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
170, RUE HÔTEL-DE-VILLE = 17 RUE LAURIER, GATINEAU	2 725 569,20 \$	10 348,00	233 456,85 \$	SIQ	SIQ
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	621 024,30 \$	4 623,32	118 996,69 \$	SIQ	SIQ
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 550 330,76 \$	6 250,14	74 904,31 \$	SIQ	SIQ
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	43 770,96 \$	375,18		SIQ	SIQ
604, SIURALIKUUT STREET, KUJUUJUAQ	228 360,24 \$	349,4	8 935,66 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
1123, IMIRTAVIK ROAD, KUJUUJUAQ	45 627,00 \$	109,95		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
1125, HENRI JAMET AVENUE, KUJUUJARAPIK	42 488,52 \$	231,5		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	262 983,00 \$	1 015,18	8 300,04 \$	SIQ	SIQ
655, 2e RUE EST, LA SARRÉ	73 157,76 \$	407,59		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	67 416,48 \$	477,55		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
505, RUE BETHANY, LACHUTE	34 744,32 \$	215,47		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	111 523,56 \$	636,49		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 391 150,60 \$	8 680,53	24 863,23 \$	SIQ	SIQ
405, CHEMIN D'EN HAUT, L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	256 478,88 \$	412,95	741,10 \$	SIQ	SIQ
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2 308 727,82 \$	11 052,54		SIQ	SIQ
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	10 544,64 \$	276,6		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	121 377,60 \$	718,9		SIQ	SIQ
382, RUE ST-JÉRÔME, MATANE	109 836,60 \$	689,26		SIQ	SIQ
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	27 236,16 \$	358,72		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 696 824,72 \$	3 521,54	9 498,82 \$	SIQ	SIQ
25, RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	128 149,68 \$	1 107,17		SIQ	SIQ
85, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	51 101,64 \$	682,74		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 416 506,76 \$	3 001,85		SIQ	SIQ
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	18 342 561,96 \$	80 339,60	1 958 454,25 \$	SIQ	SIQ
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - CA	5 774 643,24 \$	14 462,55	6 754,06 \$	SIQ	SIQ
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL - CJ	3 475 169,19 \$	12 866,74	211 935,51 \$	SIQ	SIQ
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FARC	58 932,36 \$	275,43		SIQ	SIQ

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	494 107,56 \$	2 327,18	2 402,15 \$	SIQ	SIQ
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	4 612,08 \$	30,16		SIQ	SIQ
124, ROUTE 132, PERCÉ	459 476,04 \$	1 887,74	2 844,51 \$	SIQ	SIQ
ROUTE PUVIRNITUK, PUVIRNITUK	201 114,12 \$	415,84		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	7 463 908,08 \$	31 971,54	121 534,28 \$	SIQ	SIQ
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	9 899,16 \$	150,75		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	196 611,22 \$	848,31	163 584,50 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC-1200	2 593 673,52 \$	16 134,58	417 120,65 \$	SIQ	SIQ
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	10 155,96 \$	100		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
183, AVE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	321 425,79 \$	2 559,07	249 346,48 \$	SIQ	SIQ
70, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	10 478,64 \$	56,76		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	956 762,04 \$	4 286,41	10 441,62 \$	SIQ	SIQ
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	197 105,61 \$	1 352,89		SIQ	SIQ
755, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	6 313,68 \$	37,27	69 152,13 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
2, AVE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	383 339,64 \$	1 817,33		SIQ	SIQ
85, RUE ST-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES- MONTS	62 399,64 \$	314	3 767,92 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
10, BOUL. STE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	87 794,88 \$	539,62		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	539 100,72 \$	3 345,69	16 587,96 \$	SIQ	SIQ
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	105 271,92 \$	636,7		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 244 431,32 \$	5 201,94		SIQ	SIQ
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 486 300,04 \$	9 942,67	65 838,92 \$	SIQ	SIQ
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	630 793,68 \$	3 343,14		SIQ	SIQ
795, AVE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	953 221,80 \$	4 249,58	44 735,12 \$	SIQ	SIQ
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	3 685 502,62 \$	8 600,16		SIQ	SIQ
63A, RUE CHAMPLAIN, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	60 752,76 \$	303,02	4 200 104,18 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
8, AVENUE DES CÉDRÉS, SENNETERRE	34 579,32 \$	358,46		INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	563 988,48 \$	1 846,40	19 882,99 \$	SIQ	SIQ
212, 6ÈME RUE, SHAWINIGAN	646 198,08 \$	2 720,26	24 198,15 \$	SIQ	SIQ
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 414 745,88 \$	7 184,96		SIQ	SIQ

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	23 065,08 \$	299,97	4 708,25 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	515 076,00 \$	2 851,33	408,20 \$	SIQ	SIQ
693, RUE ST-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	601 210,12 \$	1 912,33	75 209,01 \$	SIQ	SIQ
2900, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIÈRES	65 082,36 \$	645	1 259,45 \$	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ	INFORMATION FOURNIE PAR LA SIQ
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	77 382,72 \$	459,13		SIQ	SIQ
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	2 367 346,32 \$	7 372,08		SIQ	SIQ
900, 7 ^E RUE, VAL D'Or	1 687 789,44 \$	2 668,16	15 693,53 \$	SIQ	SIQ
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	319 837,50 \$	1 893,28	122 952,02 \$	SIQ	SIQ
8, RUE ST-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	188 433,60 \$	1 326,87		SIQ	SIQ
TOTAL:	79 045 917,80	317 983,32	9 267 290,99 \$		

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE 575, RUE SAINT-AMABLE, BUREAU RC-01 QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 2G4	71 120.04 \$	226.56 MÈTRES CARRÉS	0 \$	1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE M.F.Q. INC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, RUE SAINT-JACQUES MONTRÉAL	1 426 821 \$	5222 MÈTRES CARRÉS	74 592 \$	2016-12-31	SQI
227, RUE RACINE CHICOUTIMI	15 925 \$	80 MÈTRES CARRÉS	15 000 \$	INFORMATION SQI	SQI
456, AVENUE ARNAUD SEPT-ÎLES	5 721 \$	32 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	SQI
375, RUE KING SHERBROOKE	17 927 \$	106 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	SQI
227, RUE SAINT-GEORGES ST-JÉROME	34 292 \$	219 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	F. LAFLAME
1212, 8 ^E RUE VAL-D'OR	19 887 \$	111 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	SQI
100, RUE LAVIOLETTE TROIS-RIVIERES	19 026 \$	139 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	SQI
575, RUE SAINT-AMABLE QUÉBEC	136 518 \$	435 MÈTRES CARRÉS	0 \$	INFORMATION SQI	SQI

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
MONTRÉAL	543 129.01 \$	1460.71 m2	157 360 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTRÉAL	31 261.75 \$	197.7 m2	0 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
KUJUUJUAQ	42 571.10 \$	105 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CHIBOUGAMAU	13 963.02 \$	91.66 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
VILLE-MARIE	16 528.75 \$	120.9 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LA SARRE	16 968.24 \$	133.75 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
KUUJUAQ	19 697.18 \$	66.04 m2	0 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
AMOS	60 059.20 \$	365.57 m2	45 576 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
KUUJUAQ	26 048.25 \$	84.18 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ROUYN-NORANDA	41 631.07 \$	216.75 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
VAL-D'OR	61 707.53 \$	348.3 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MATANE	31 744.81 \$	222.6 m2	0	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINTÉ-ANNE-DES-MONTS	12 376.15 \$	119.02 m2	0	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
GASPÉ	32 670.25 \$	165.46 m2	0	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
CAP-AUX-MEULES	20 121.03 \$	103.47 m2	0	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
CAP-AUX-MEULES	20 121.03 \$	103.47 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
CHANDLER	36 987.86 \$	180.42 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	18 423.19 \$	109.98 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
RIMOUSKI	99 310.73 \$	672.04 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
RIMOUSKI	3 446.44 \$	30.26 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
NEW RICHMOND	31 236.18 \$	188.13 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
RIVIÈRE-DU-LOUP	39 367.76 \$	388.81 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
RIVIÈRE-DU-LOUP	936.23 \$	10.02 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
AMQUI	19 808.36 \$	131.11 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
FORESTVILLE	21 572.39 \$	175 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SEPT-ÎLES	44 564.18 \$	387.78 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SEPT-ÎLES	2 073.13 \$	41.51 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
BAIE-COMEAU	45 913.97 \$	343.45 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
COATICOOK	13 916.21 \$	71 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
WINDSOR	1 981.91 \$	19.71 m2	0 \$	2 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
STANSTEAD	2 443.00 \$	27.44 m2	0 \$	2 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TERREBONNE	23 425.09 \$	111.27 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINTÉ-THÉRÈSE	40 878.69 \$	222.58 m2	0 \$	2 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
REPENTIGNY	42 983.23 \$	224.45 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINTÉ-AGATHE-DES-MONTS	23 056.08 \$	98.82 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
SAINT-EUSTACHE	30 140.53 \$	225.46 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JÉRÔME	133 455.40 \$	601.55 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LACHUTE	19 936.79 \$	149.42 m2	0 \$	4 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JÉRÔME	59 023.62 \$	344.99 m2	159 140 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JÉRÔME	4 349.84 \$	50.84 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONT-LAURIER	41 683.07 \$	270.78 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
JOLIETTE	97 782.27 \$	559.64 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
JOLIETTE	2 065.11 \$	23.64 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
VICTORIAVILLE	43 000.69 \$	309.92 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TROIS-RIVIÈRES	160 934.77 \$	898.84 m2	37 886 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
DRUMMONDVILLE	55 552.36 \$	334.52 m2	0	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LA TUQUE	12 053.93 \$	80.16 m2	0	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SHAWINIGAN	39 873.60 \$	308.75 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LOUISEVILLE	13 367.72 \$	93 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTRÉAL	123 885.63 \$	670.48 m2	0 \$	13 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LAVAL	124 892.51 \$	716.19 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
MONTREAL	252 477.35 \$	1034.2 m2	33 230 \$	20 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	15 083.53 \$	123.42 m2	0 \$	15 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	130 316.91 \$	509.52 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	143 711.68 \$	620.41 m2	0 \$	16 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL-NORD	110 963.80 \$	601.06 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	155 650.48 \$	783.45 m2	0 \$	12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	463 761.41 \$	1666.86 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	9 352.39 \$	80.71 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
VERDUN	155 914.76 \$	618.52 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	148 188.61 \$	567.01 m2	0 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTREAL	101 088.68 \$	450.96 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
QUÉBEC	94 156.19 \$	506.3 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LA MALBAIE	21 632.37 \$	140.64 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LÉVIS	52 051.92 \$	328.58 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-GEORGES	37 858.10 \$	242.87 m2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
MONTMAGNY	30 460.14 \$	212.11 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
QUÉBEC	74 989.77 \$	535.05 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
QUÉBEC	49 963.34 \$	336.77 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
QUÉBEC	2 931.66 \$	44.82 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	28 218.64 \$	228.44 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
QUÉBEC	208 251.91 \$	1 104.63 m2	0 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
COWANSVILLE	20 581.30 \$	142.93 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LONGUEUIL	134 816.72 \$	549.05 m2	185 298 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
CHÂTEAUGUAY	32 097.09 \$	205.6 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
GRANBY	36 936.09 \$	269.28 m2	0 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LONGUEUIL	90 410.55 \$	322.09 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
VAUDREUIL-DORION	21 838.83 \$	92.79 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SOREL-TRACY	45 321.44 \$	267.86 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-HYACINTHE	55 726.10 \$	251.92 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	42 579.11 \$	296.31 m2	0 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	37 584.03 \$	227.7 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	3 160.89 \$	19.15 m2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
BROSSARD	65 324.88 \$	292.65 M2	0 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LONGUEUIL	81 683.70 \$	403.43 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
JONQUIÈRE	45 384.10 \$	318.93 M2	0 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
DOLBEAU-MISTASSINI	21 819.61 \$	127.13 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ALMA	42 897.85 \$	255.49 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
CHICOUTIMI	89 793.04 \$	537.45 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LA BAIE	23 388.35 \$	100.83 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ROBERVAL	26 603.61 \$	155.18 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SHERBROOKE	193 561.00 \$	1 130,22 M2	19 745 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SHERBROOKE	78 750.00 \$	534,192 M2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
THETFORD MINES	40 878.00 \$	311,18 M2	0 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ASBESTOS	17 781.00 \$	151,42 M2	0 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
LAC MÉGANTIC	21 850.00 \$	102,19 M2	0 \$	10 ANS	GESTION DORIS ROY
MAGOG	38 429.00 \$	257 M2	0 \$	10 ANS	OPTO GESTION INC.
WINDSOR	3 600.00 \$	19.71 M2	0 \$	3 ANS	MARIE MARIER, NOTAIRE
D'ISRAËLI	2 400.00 \$	18 M2	0 \$	2 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC
GATINEAU	89 298.00 \$	419,0 M2	0 \$	5 ANS	146 786 CANADA INC.
GATINEAU	102 000.00 \$	546.3 M2	0 \$	5 ANS	135 933 CANADA INC.
GATINEAU	40 528.00 \$	221.5 M2	0 \$	5 ANS	6611923 CANADA INC.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CAMPBELL'S BAY	16 200.00 \$	142,6 m2	0 \$	5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
MANIWAKI	15 420.00 \$	111,5 m2	0 \$	5 ANS	75835910 CANADA INC.
BUCKINGHAM	48 000.00 \$	237 m2	0 \$	5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC. ET ÉRIC ROBILLARD
GATINEAU	50 660.00 \$	307,8 m2	0 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
AYLMER	28 673.00 \$	140,8 m2	0 \$	5 ANS	4201221 CANADA INC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	29 288 \$	196,90 M2	468 \$		SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	97 384 \$	485,63 M2	3 587 \$		SQI
27, BOUL. SAINT-BENOIT OUEST, AMQUI	4 917 \$	23,51 M2		5 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	37 220 \$	195,75 M2			SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	13 768 \$	55,75 M2			SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	10 068 \$	58,80 M2		3 ANS	IMMEUBLES VIGIE CARLETON INC.
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	2 410 \$	15,59 M2	783 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	48 186 \$	269,82 M2			SQI
134, ROUTE 138 Est, FORESTVILLE	1 924 \$	11,34 M2			SQI
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	508 941 \$	1 723,02 M2	2 4367 \$		SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	67 082 \$	504,15 M2	3 101 \$		SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	169 352 \$	902,57 M2	675 \$		SQI
604, SIURALITUUK STREET, KUUJUUAG (BUREAU)	20 505 \$	68,42 M2		6 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
660, MAKIUK STREET, KUUJUUAG	10 112 \$	66,68 M2		5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
631 , AKIANUT STREET, KUUJUUQAQ	43 168 \$	109,95 M2		5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
980, MAKIVIK STREET, KUUJUUQAQ	10 112 \$	57,42 M2		1 AN	CORPORATION MAKIVIK
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	102 571,92 \$	157,17 M2			SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRÉ	2 073,00 \$	11,55 M2		19 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	6 539,16\$	46,32 M2	751,54 \$	RECONDUCTION MENSUELLE DEPUIS JUN 2013	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARRE- FOUR LA TUQUE
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	197 894,64 \$	713,70 M2	23 268,12 \$		SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	269 520,60 \$	1 419,41 M2	801,41 \$		SQI
2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL	203 056,08 \$	617,46 M2	2 141,50 \$	5 ANS	FIDUCIE IMMOBILIÈRE DU COLISÉE
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	12 416,88 \$	77,59 M2			SQI
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	25 328,88 \$	151,95 M2	6 913,00 \$		SQI
40, AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	2 708,88 \$	35,68 M2		35 ANS	CORPORATION MUNICIPALE DE MONT-JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	105 356,52 \$	296,90 M2	89,20 \$		SQI
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	13 824,84 \$	115,40 M2			SQI
410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	392 000,37 \$	1 550,84 M2	53 073,63 \$		SQI
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	441 622,30 \$	1 528,25 M2	15 834,98 \$	6 ANS	IVANHOÉ CAMBRIDGE (CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC)
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	349 438,68 \$	711,03 M2	183,84 \$		SQI
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	765 795,32 \$	2872,51 M2	2 450,74 \$	5 ANS	LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR LTÉE
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	1 309 320,96 \$	5 685,11 M2	4 547,01 \$		SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	53 032,44 \$	235,28 M2			SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	46 259,04 \$	179,63 M2			SQI
ROUTE PUVIRNITUQ, PUVIRNITUQ	32 039,32 \$	39,96 M2		10 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	1 461 148,88 \$	4 911,13 M2	461 991,11 \$	10 ANS	COMINAR INC.
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	660 589,53 \$	2 646,35 M2	39 305,71 \$		SQI
400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	89 125,38 \$	330,77 M2	433 235,45 \$	10 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
2, RUE ST-GERMAIN EST, RIMOUSKI	40 542,00 \$	215,54 M2		3 ANS	IMMEUBLES RÉGIME II INC.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	10 286,28 \$	100,02 M2			SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	89 629,08 \$	397,58 M2			SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	44 608,44 \$	142,75 M2			SQI
53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	142 390,20 \$	394,44 M2	3 810,90 \$	5 ANS	GESTION CARON ET GRENIER INC.
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	68 784,24 \$	338,57 M2	3 391,01 \$		SQI
227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	174 829,68 \$	679,79 M2	116 264,02 \$		SQI
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	14 794,39 \$	101,83 M2		5 ANS	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAULLES, SAINT-HYACINTHE	60 932,28 \$	365,38 M2	35,25 \$		SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	112 367,52 \$	458,18 M2			SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	191 841,44 \$	1 152,41 M2	4 365,21 \$		SQI
372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	47 839,38 \$	658,62 M2	826 111,81 \$	5 ANS	9256-3634 QUÉBEC INC.
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	73 161,60 \$	308,07 M2			SQI
74, RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	416 557,10 \$	1256,34 M2	496 192,09 \$		SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	53 128,68 \$	176,48 M2			SQI
212, 6E RUE, SHAWINIGAN	88 614,42 \$	447,96 M2	621 921,53 \$		SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	238 885,25 \$	1 017,22 M2	1 074 815,40 \$		SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	31 890,84 \$	172,37 M2			SQI
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD-MINES	129 589,83 \$	221,34 M2	846 254,74 \$		SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	200 846,70 \$	699,40 M2	124 239,81 \$		SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	132 897,79 \$	401,02 M2	243 457,02 \$		SQI
900, 7E RUE, VAL-D'OR	156 202,80 \$	334,27 M2			SQI
800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	36 546,36 \$	243,67 M2	2 473,88 \$		SQI
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	8 059,32 \$	56,75 M2			SQI

FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D’AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ
PALAIS DE JUSTICE 1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	15 138 \$	141,5	0 \$	INDÉTERMINÉE	SQI

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D’AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ
575, RUE SAINT-AMABLE, QUÉBEC	1 778 897 \$	5 249.77 (M.C)		01-03-1999 AU 31-03-2014	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	21 263 \$	88.18 (M.C)		01-04-2001 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	20 078 \$	74.98 (M.C)		01-08-2001 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	16 801 \$	84.86 (M.C)		01-08-2008 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	6 555 \$	42.49 (M.C)		11-12-2007 AU 31-03-2014	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	2 488 230 \$	6 251.82 (M.C)		01-04-2008 AU 30-04-2016	ALFID SERVICES IMMOBI- LIERS LTÉE.

G. 18 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, LES COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT DE RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS.

MINISTÈRE

ENDROIT	RAISON	COÛT
2028, AVENUE BOURGOGNE, CHAMBLY BUREAU DE CIRCONSCRIPTION	PEINTURE	3 005 \$

- G. 19** LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2013-2014 ET POUR 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :
- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
 - B. LE TITRE DE LA FONCTION;
 - C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
 - D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
 - E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
 - F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
 - G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
 - H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
 - I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;
 - J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
 - K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;
 - L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
 - M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

MINISTÈRE

LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
DIRECTEUR DE CABINET (2012-07-20 AU 2013-07-19)	QUÉBEC
DIRECTEUR DE CABINET	CHAMBLY
ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
ATTACHÉ POLITIQUE	CHAMBLY
ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
ATTACHÉ POLITIQUE	CHAMBLY
ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
EMPLOYÉ DE SOUTIEN	QUÉBEC
DIRECTEUR DE CABINET (À PARTIR DU 2013-08-14)	QUÉBEC
ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL

MASSE SALARIALE TOTALE (DÉPENSE TOTALE) : 657 108 \$

- G. 20

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ ET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :
- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;

B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;

C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;

D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

NOMBRE DE SUBVENTIONS ACCORDÉES : 173

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ACCORD MAURICIE INC., L'	200 \$
ACTION DES NOUV. CONJOINTES ET NOUV. CONJOINTS DU QUÉBEC [ANCQ],L'	1 000 \$
AIDE AUX TRANSSEXUELS TRANSSEXUELLES DU QUÉBEC [ATQ]	1 000 \$
AIDE AUX TRANSSEXUELS TRANSSEXUELLES DU QUÉBEC [ATQ]	2 000 \$
ALTERHÉROS	1 200 \$
AMIS DE LA VALLÉE DU ST-LAURENT, LES	500 \$
ARC EN CIEL D'AFRIQUE	400 \$
ARC EN CIEL D'AFRIQUE	2 000 \$
ARCHIVES GAIES DU QUÉBEC	2 000 \$
ARTO	500 \$
ASS. CANADIENNE DES JUGES DES COURS PROVINCIALES	3 500 \$
ASS. DES CONSOMMATEURS POUR LA QUALITÉ DANS LA CONSTRUCTION (ACQC)	300 \$
ASS. DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	50 000 \$
ASS. POUR LE SOUTIEN ET L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE [ASULF]	200 \$
ASS. QC DÉF. DES DROITS DES PERS.RETRAITÉS PRÉRET. [A.Q.D.R.] INC.	200 \$
ASS. QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES DE LA DÉFENSE, L'	4 000 \$
ASS. RÉGIONALE DE PATINAGE ARTISTIQUE DE LA RIVE SUD INC.	175 \$
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	200 \$
ASSOCIATION CANADIENNE DES AVOCATS EN TRANSPORT	1 000 \$
ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE LA RIVE-SUD	200 \$
ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DE L'ESTRIE (ACEF)	400 \$
ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	2 000 \$
ASSOCIATION DES AUTEURS DE LA MONTÉRÉGIE	2 000 \$
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	200 \$
ASSOCIATION DES GAIS ET LESBIENNES SOURDS INC.	300 \$
ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE (AFEAS)	200 \$
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SCIENCE POLITIQUE	1 000 \$
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES (AIEQ)	322 \$
ASSOCIATION LGBT BAIE-DES-CHALEURS	1 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	2 000 \$
ATELIER DES LETTRES, L'	1 000 \$
AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC)	150 \$
AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC)	2 000 \$
BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC	1 000 \$
BARREAU DE LAVAL (INACTIF)	500 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	1 500 \$
BAS DE L'ÉCHELLE INC., AU	2 000 \$
BOUFFE ADDITIONNELLE, LA	200 \$
C.A.D.O. CENTRE ARTISANAL POUR LA DÉFICIENCE-INTELLECTUELLE DE L'OUTAOUAIS	200 \$
CANCER DE L'OVAIRE CANADA	200 \$
CENT. PRÉV. & INTERVENTION VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE [CPIVAS] INC.	250 \$
CENTRE AIDE & LUTTE AGRESSIONS CARACTÈRE SEXUEL ESTRIE (CALACS)	200 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	200 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
CENTRE DE RECH. ET D'ACTI. CULTURELLES ET COMM. SUR LES DIVERSITÉS	400 \$
CENTRE FAMILLE & RESSOURCE A.D.D.	200 \$
CENTRE JEUNESSE LGBTQ	200 \$
CENTRE PRO BONO QUÉBEC	5 000 \$
CENTRE QUÉB. DE FORM. POUR LES JEUNES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS	1 000 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINTE-ADÈLE	500 \$
CHAUDRONNÉE DE L'ESTRIE INC., LA	1 000 \$
CHOC CARREFOUR D'HOMMES EN CHANGEMENT	500 \$
CHOEUR SOREL-TRACY JOSÉE LAFOREST	200 \$
CIRQUE DES ÉTOILES MEMPHRÉMAGOG, LE	200 \$
CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	5 000 \$
CLUB DE BADMINTON LES G-BLEUS	400 \$
COALITION JEUNESSE MONTRÉLAISE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE	500 \$
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROF. GÉRALD-GODIN	300 \$
COMITÉ CHÔMAGE DE MONTRÉAL	1 000 \$
COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	300 \$
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	200 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE	1 000 \$
CONSEIL MONTÉRÉGIEN DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	1 500 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	25 000 \$
CONVERJANCE MANICOUAGAN	1 000 \$
CORP. DU FESTIVAL DE MONGOLFIÈRES DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU INC.	1 000 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES OEUVRES DU PÈRE LIONEL DEHOUX, LA	500 \$
CORPORATION DES FÊTES DU 150 ^E DE LA VILLE DE JOLIETTE	2 000 \$
CORPORATION DES FÊTES DU 150 ^{IÈME} ANNIV. DE LA VILLE DE COATICOOK	500 \$
CPSP-CENTRE DE PLACEMENT SPÉCIALISÉ DU PORTAGE	1 000 \$
DÉBROUILLE INC., LA	500 \$
ÉCOLE SECONDAIRE DE ROCHEBELLE (CS DES DÉCOUVREURS)	1 000 \$
ENFANT RETOUR QUÉBEC	1 000 \$
ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	500 \$
ENSEMBLE VOCAL EXTRAVAGANZA	200 \$
ENTRAIDE POUR HOMMES VALLÉE-DU-RICHELIEU INC.	300 \$
ÉQUIPE MONTRÉAL	200 \$
ESPACE LAURENTIDES	1 000 \$
ESPACE RÉGION DE QUÉBEC	200 \$
ESTRIE-AIDE INC.	400 \$
FABRIQUE DE LA PAR. DE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, LA (RICHELIEU)	500 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-LA-ROUGE, LA	500 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND, LA	1 000 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE-DE-L'ISLE-VERTE, LA	500 \$
FAMILLE SECOURS DE CHUTE-AUX-OUTARDES	400 \$
FESTIVAL DE LA GALETTE DE SARRASIN INC.	200 \$
FESTIVAL INTERNATIONAL MONTRÉAL EN ARTS (FIMA)	3 000 \$
FESTIVAL MUSIQUE EN VUE DE COWANSVILLE	400 \$
FIBROSE KYSTIQUE QUÉBEC	5 053 \$
FIERTÉ MONTRÉAL	15 000 \$
FONDATION CANADIENNE DU REIN, LA	500 \$
FONDATION DE LA MAISON DES GREFFÉS LINA CYR, LA	200 \$
FONDATION DE LA MAISON RENÉ-LÉVESQUE, LA	200 \$
FONDATION DROIT AU TALENT	400 \$
FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE QUÉBEC (CHUQ)	500 \$
FONDATION DU COLLÈGE GÉRALD-GODIN	200 \$
FONDATION ÉMERGENCE INC.	10 000 \$
FONDATION INTERNAT. DES CULTURES À PARTAGER - SECTEUR MONTRÉRÉGIE	1 000 \$
FONDATION LE PETIT BLANCHON	200 \$
FONDATION LIONEL GROULX	200 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
FONDATION MADELI-AIDE	200 \$
FONDATION MADELI-AIDE	300 \$
FONDATION MÉLIO	1 000 \$
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, LA	400 \$
FORCE JEUNESSE INC.	500 \$
FORUM DES CITOYENS AÎNÉS DE MONTRÉAL	200 \$
GOUDREAU, PIERRE	300 \$
GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE, LE	200 \$
GRANDE FÊTE DES POMPIERS	400 \$
GRIS - MONTRÉAL	2 500 \$
GROUPE RÉG. D'INTERVENTION SOCIALE [GRIS]-MAURICIE/CENTRE-DU-QC	1 000 \$
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE QUÉBEC (G.R.I.S.-QUÉBEC)	1 500 \$
HABITATIONS DES AÎNÉS DE CHANDLER	400 \$
HELEM MONTRÉAL	200 \$
HELEM MONTRÉAL (INACTIF)	200 \$
IMAGE + NATION, LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA LGBT MONTRÉAL	2 000 \$
INFO-SECTE	1 000 \$
ITINÉRAIRE, L'	300 \$
JEUNE BARREAU DE QUÉBEC INC., LE	500 \$
JEUNESSE AU SOLEIL	500 \$
JEUNESSE AU SOLEIL	1 000 \$
JURIPOP	15 000 \$
LIGUE D'ACTION CIVIQUE	1 000 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS - SECTION DE QUÉBEC	200 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS [SECTION ESTRIE]	200 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS, LA	1 000 \$
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	500 \$
MAISON CARIGNAN INC.	1 000 \$
MAISON DE BALLET-THÉÂTRE REFLET	400 \$
MAISON DES JEUNES DES FRONTIÈRES DU SUD	200 \$
MAISON DES JEUNES DU MARIGOT	500 \$
MAISON DU BOULEAU BLANC INC., LA	1 000 \$
MAISON DU PARTAGE D'YOUVILLE INC., LA	200 \$
MAISON L'OCÉANE	200 \$
MAISON OXYGÈNE	500 \$
MAISON SECOURS AUX FEMMES DE MONTRÉAL INC.	250 \$
MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	1 000 \$
MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	1 000 \$
MOUVEMENT NATIONAL DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS	3 000 \$
MUSÉE DU FROMAGE CHEDDAR	400 \$
NÉO, LE	2 000 \$
NOUVEAUX SENTIER : FONDATION POUR L'AVENIR DES PREMIÈRES NATIONS	200 \$
OPTION : ALTERNATIVE À LA VIOLENCE CONJUGALE	1 000 \$
PARLEMENT JEUNESSE DU QUÉBEC	200 \$
PASSAGE CENTRE AIDE AUX PROCHES [ALCOOL-DROGUES-JEU-MÉD. ETC.], LE	200 \$
PASSERELLE DE WEEDON INC., LA	200 \$
PETITS CHANTEURS DE TROIS-RIVIÈRES INC., LES	300 \$
PRODUCTIONS DU VICE-CACHÉ	500 \$
RENDEZ-VOUS DES COUPLES, LE	200 \$
RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MONTRÉAL INC., LE	4 000 \$
RÉSEAU DE COMMUNICATION POUR LA PRÉVENTION DES ACTES CRIMINELS (RÉCOPAC)	200 \$
SENTIER URBAIN	1 000 \$
SERVICES D'AIDE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	200 \$
SOCIÉTÉ ALZHEIMER RIVE-SUD	200 \$
SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER	200 \$
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU HAUT-RICHELIEU	800 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
SOLIDARITÉ MONTÉRÉGIE AMÉRIQUE CENTRALE [SMAC]	1 500 \$
SOUTIEN AUX HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DURANT L'ENFANCE SHASE	1 000 \$
SUICIDE - ACTION MONTRÉAL INC.	500 \$
TABLE CONCERT. VIOLENCE CONJUG. AGRESS. CARACT. SEXUEL LAVAL INC.	300 \$
TABLE DE CONCERTATION "ABUS AUPRÈS DES AÎNÉS" DE LA MAURICIE	200 \$
TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE LA MONTÉRÉGIE [TRCAM]	1 000 \$
TRAVERSÉE [RIVE-SUD], LA	300 \$
TRAVERSÉE INTERNATIONALE DU LAC MEMPHRÉMAGOG [2003] INC., LA	500 \$
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2 500 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	1 500 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	300 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	200 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	200 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	500 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	500 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	2 000 \$
VILLE DE CHAMBLY	1 000 \$
VILLE DE MALARTIC	300 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	252 900 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G. 21** LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

PERSONNEL D'ENCADREMENT

NOM DE LA PESRONNE : RICHARD BELLEMARE

ASSIGNATION INITIALE : DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

ASSIGNATION ACTUELLE : CONSEILLER-CADRE AU BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À L'ORGANISATION

SALAIRE : 135 369 \$

DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE : 2009-08-31

DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : AUCUNE

- G. 22** LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS 2014-2015.
-

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. 23 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2013-2014.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G. 24** LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

NOM DE LA PESRONNE : PARTRIDGE, LINDA-MARIE

POSTE OCCUPÉ ET NOM DE L'ORGANISME : MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AVOCATE

ASSIGNATION INITIALE : MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AVOCATE

ASSIGNATION ACTUELLE : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, AVOCATE

SALAIRE : 112 993 \$

DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE : 2012-01-30

DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : 2015-01-30

- G. 25** LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :
- A. LE COÛT DE CHACUN;
 - B. LE FOURNISSEUR;
 - C. LA NATURE DU SERVICE;
 - D. LES SOMMES DÉBOURSÉES POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON;
 - E. LA RÉSERVATION DE LOGES;
 - F. LES FRAIS ENCOURUS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
6388558 CANADA INC. (LES CAFÉS VIENNE PRESSE INC.)	5 161 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
AFFAIRES @, LES	140 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
ALBERTA LAW REVIEW	55 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ALBERTA QUEEN'S PRINTER	280 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ALPHABET ENR., L'	18 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ANTHEMIS	429 \$	ABONNEMENT
ASSOCIATION DU BARREAU DE L'ONTARIO	35 \$	SERVICES D'ASSISTANCE JURIDIQUE/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES
AXXIO INC.	100 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
BANQUE NATIONALE DU CANADA (« CARTE AFFAIRES »)	1 847 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
CANADIAN LAWYER	150 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	401 642 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
CEDROM-SNI INC.	1 346 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	54 063 \$	CENTRES D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	7 402 \$	ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS DU QUÉBEC
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	960 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
COMMUNICATION DEMO INC.	26 992 \$	SERVICES DE PRESSE ÉCRITE/RÉDACTION ET TRADUCTION
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA - CPA	149 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	4 908 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
CROWN PUBLICATIONS, QUEEN'S PRINTER	175 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DALLOZ	2 147 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DEVOIR INC., LE	1 368 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
EBSCO CANADA LTÉE	103 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	5 406 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES, PÉRIODIQUES, PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS RENOUF LTÉE, LES	75 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	872 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS THÉMIS INC.	316 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC.,LES	3 213 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	82 648 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉTUDES/INUIT/STUDIES	200 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
FÉD. DES ASS. DE FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC	36 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
FORRESTER RESEARCH, INC.	4 189 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
GLOBE AND MAIL, THE	380 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA (IAPC)	775 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
JURIS CONCEPT INC.	8 890 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
JURISMÉDIA INC.	620 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
LEXISNEXIS CANADA INC.	70 484 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
MESSAGERIES DYNAMIQUES	172 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
MINISTER OF FINANCE MANITOBA	113 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, PETITE CAISSE (MJQ)	25 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
OXFORD UNIVERSITY PRESS INC.	575 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
PREMIUM L'INTELLIGENCE EN AFFAIRES	35 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
PRESSE, LTÉE, LA	3 042 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
PUBLICATIONS CCH LTÉE (INACTIF)	51 050 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES, LES	127 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
QUEEN'S PRINTER REVOLVING FUND (SASKATCHEWAN)	850 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA (ÉDITIONS ET SERVICES DE DÉPÔT)	295 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	3 498 \$	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES/ORGANISATIONS LIÉES AU TRAVAIL
REVUE DE DROIT DE MCGILL, LA (THE MCGILL LAW JOURNAL)	225 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
REVUE PARLEMENTAIRE CANADIENNE	25 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REVUE QUÉBÉCOISE DE DROIT INTERNATIONAL	230 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	17 835 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
SOLEIL, LE	367 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
TRIBUNE, LA	925 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (REVUE DE DROIT)	323 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
UNIVERSITÉ LAVAL	188 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF MANITOBA	35 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF SASKATCHEWAN	125 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILLIAM S HEIN & CO. INC.	95 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	107 600 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	27 267 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
BRASSARD, CHRISTIAN (002)	65 \$	VOLUME DE RÉFÉRENCE POUR L'UTILISATION D'UN LOGICIEL DE MONTAGE VIDÉO QUI SERT AU BESOIN POUR DIFFÉRENTS PROGRAMMES (EXEMPLE : SÉANCE DE PARENTALITÉ)
BUROPRO	55 \$	DICTIONNAIRE POUR LA COUR SUPÉRIEURE
FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC	25 \$	ACHAT D'UN GUIDE DESTINÉ AUX PERSONNES QUI SONGENT À SE REPRÉSENTER SEULES
GUÉRIN, ÉDITEUR LTÉE	43 \$	OUVRAGE DE RÉFÉRENCE
LYRECO [CANADA] INC.	50 \$	OUVRAGE DE RÉFÉRENCE EN DROIT
RELIURES CARON & LÉTOURNEAU LTÉE, LES	1 767 \$	TRAVAUX DE RELIURES DE FASCICULES DE REVUES JURIDIQUES ET DE RECUEILS DE JURISPRUDENCE POUR LES BIBLIOTHÈQUES DE LA COUR D'APPEL.
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC.	110 \$	OUVRAGE DE RÉFÉRENCE
TOTAL	904 711 \$	

BUREAU D' AIDE AUX VICTIMES D' ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
BELL CANADA	575 \$	1 ABONNEMENT- INTERNET
BELL MOBILITÉ	570 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
BELL CONFÉRENCES	1 678 \$	2 ABONNEMENTS - INTERNET
VIDÉOTRON	1 414 \$	2 ABONNEMENTS - INTERNET
CSPQ - DGACQ	500 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
CEDROM SNI (REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE)	673 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	320 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
FONDS D'INFORMATION FONCIÈRE	950 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
SOQUIJ	460 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
CARSWELL	4 110 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATIONS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS (LOI ANNOTÉE)	259 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATIONS
LES AFFAIRES	77 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATIONS
PREMIUM	70 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATIONS
WILSON & LAFLEUR	1 953 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATIONS
TOTAL	13 609 \$	

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	1 385.00 \$	FRAIS POUR SERVICES EN LIGNE
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	69.95 \$	ACHAT D'UN VOLUME
JOURNAUX		
LA PRESSE	179.40 \$	
LE SOLEIL	180.96 \$	
CLUBS PRIVÉS OU AUTRES		
BARREAU DU QUÉBEC	1 736.50 \$	COTISATION AU BARREAU
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	199.00 \$	ADHÉSION
INSTITUT QUÉBÉCOIS D'AFFAIRES PUBLIQUES	185.00 \$	ADHÉSION
SOQUIJ	157.80 \$	
PUBLICATIONS CCH	1 615.00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
WILSON *& LAFLEUR	189.00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
WILSON *& LAFLEUR	104.85 \$	ACHAT DE 3 VOLUMES
TOTAL	6 002.46 \$	

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	444.52 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	841.05 \$	ALTER EGO. CHARTE DES DROITS (8ex.)
WILSON & LAFLEUR	574.88 \$	ALTER EGO. CODE DE PROCÉDURE CIVILE (EN LIGNE – 4 ACCÈS)
WILSON & LAFLEUR	119.70 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC (2 ex.)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30.00 \$	BULLETIN LIGUE DES DROITS (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	693.00 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (EN LIGNE)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	871.50 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER. (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	57.75 \$	HUMAN RIGHTS DIRECT (EN LIGNE)
SOQUIJ	410.00 \$	COLLECTIONS CCQ BAUDOUIN RENAUD (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	414.75 \$	CODE CIVIL (6 ex. – VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	1 220.08 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (11 ex. – VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	126.00 \$	CODE CRIMINEL (2 ex. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	338.85 \$	CONGÉDIEMENT EN DROIT QUÉBÉCOIS
CCH	1 102.50 \$	LE CONTRÔLE JUDICIAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE
WILSON & LAFLEUR	209.50 \$	LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF (2 vols.)
ÉDITIONS YVON BLAIS	267.85 \$	LES DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DE TRAVAIL
ÉDITIONS YVON BLAIS	264.30 \$	FAILLITE ET INSOLVABILITÉ. PERSPECTIVE QUÉBÉCOISE
ÉDITIONS JURIDIQUES FD	118.65 \$	LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	207.70 \$	MÉMOIRE DE FRAIS : LÉGISLATION
ÉDITIONS LARIVIÈRE	107.37 \$	MICROPRATIQUE (VERSION PAPIER)
LEXISNEXIS	6 915.82 \$	QUICKLAW (EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	5 064.65 \$	REJB (RÉPERTOIRE ÉLECTRONIQUE DE JURISPRUDENCE DU BARREAU)
ÉDITIONS YVON BLAIS	156.31 \$	REVUE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	41.40 \$	REVUE DE DROIT UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
SCIENCES HUMAINES	111.01 \$	SCIENCES HUMAINES (VERSION PAPIER ET ÉLECTR.)
WILSON & LAFLEUR	309.75 \$	LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU QUÉBEC. VOL. 1 LES ASPECTS JURIDIQUES

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
SOQUIJ	4 078.00 \$	JURIS.DOC (EN LIGNE)
SOQUIJ	2 576.00 \$	PLUMITIFS (EN LIGNE)
SOQUIJ	460.00 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	370.00 \$	EXPRESS CIVIL (ACCÈS SUPPL. –PALIER 10 À 24)
SOQUIJ	560.00 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	120.00 \$	EXPRESS TRAVAIL (ACCÈS SUPPL. – PALIER 10 À 24)
SOQUIJ	200.00 \$	LPJ ANNOTÉE (4 CODES)
SOQUIJ	1 092.94 \$	SOQUIJ – TAXES
PUBLICATIONS DU QUÉBEC	140.00 \$	TABLEAU DES MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC
LA PRESSE	36.60 \$	LA PRESSE (ABONN. ÉLECTR.)
LE DROIT	69.00 \$	LE DROIT (ABONN. ÉLECTR.)
LE NOUVELLISTE	69.00 \$	LE NOUVELLISTE (ABONN. ÉLECTR.)
LE QUOTIDIEN	69.00 \$	LE QUOTIDIEN (ABONN. ÉLECTR.)
LE SOLEIL	69.00 \$	LE SOLEIL (ABONN. ÉLECTR.)
LA TRIBUNE	69.00 \$	LA TRIBUNE (ABONN. ÉLECTR.)
LA VOIX DE L'EST	69.00 \$	LA VOIX DE L'EST (ABONN. ÉLECTR.)
THE GLOBE AND MAIL	183.16 \$	THE GLOBE AND MAIL (ABONN. ÉLECTR.)
JOURNAL DE MONTRÉAL	45.98 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (ABONN. ÉLECTR.)
JOURNAL DE QUÉBEC	45.98 \$	JOURNAL DE QUÉBEC (ABONN. ÉLECTR.)
THE GAZETTE	69.49 \$	THE GAZETTE (ABONN. ÉLECTR.)
JOURNAL DE MONTRÉAL	228.80 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (VERSION PAPIER)
THE GAZETTE (VERSION PAPIER)	404.76 \$	THE GAZETTE (VERSION PAPIER)
THE GLOBE AND MAIL	379.60 \$	THE GLOBE AND MAIL (VERSION PAPIER)
TOTAL	32 424.20 \$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL	8 704 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	16 333 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXIS-NEXIS	11 379 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	74 894 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
AMERICAN PSYCHOLOGICAL ASSOCIATION	13 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LEXISNEXIS - BUTTERWORTHS	5 394 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CARSWELL	35 858 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	20 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	3 390 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	479 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS THÉMIS	48 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	295 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
GRICS	190 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
ILICO COMMUNICATION INC.	304 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
PROTÉGEZ-VOUS	72 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
PUBLICATIONS CCH	11 148 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC	521 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA (ÉDITIONS ET SERVICES DE DÉPÔT)	26 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
REVUE DE DROIT	36 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
UNIVERSITÉ LAVAL	56 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WILSON LAFLEUR	3 189 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	1 731 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
TABATIÈRE CABRY	692 \$	JOURNAUX QUOTIDIENS
AADM	150 \$	COTISATION ANNUELLE
TOTAL	771 \$	

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
AQAAD	200 \$	COTISATION ANNUELLE
ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES EN DROIT DE LA FAMILLE	78 \$	COTISATION ANNUELLE
AAPI	199 \$	COTISATION ANNUELLE
TOTAL	175 399 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA	242 953 \$	ABONNEMENT
CEDROM-SNI INC.	673 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	625 \$	ABONNEMENT
COMMUNICATION DEMO INC.	5 799 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
DROIT, LE	225 \$	ABONNEMENT
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	640 \$	ABONNEMENT
ÉDITIONS SR (1995) INC., LES	4 425 \$	ABONNEMENT
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR INC., LES	1 528 \$	ABONNEMENT
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	77 464 \$	ABONNEMENT
ILICO COMMUNICATION INC.	169 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
JOURNAL LE DEVOIR	170 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
JOURNAL LE MONDE	187 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
JOURNAL NEW YORK TIME	419 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
JOURNAL LA PRESSE ET LE SOLEIL	600 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
LEXISNEXIS CANADA INC.	91 818 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
MÉDIA TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	120 \$	ABONNEMENT
MESSAGERIES DYNAMIQUES	172 \$	ABONNEMENT
PUBLICATIONS CCH LTÉE	8 507 \$	ABONNEMENT
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	2 310 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE
THOMSON CANADA LTÉE	3 720 \$	ABONNEMENT
TOTAL	442 524 \$	

FOND D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
WILSON & LAFLEUR	69 \$	ANNUAIRE JUDICIAIRE
LES AFFAIRES	140 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	126 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
PROTÉGEZ-VOUS	40 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
CANADA LAWYER	75 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
L'ACTUALITÉ	21 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	300 \$	CODE CIVIL ANNOTÉ
TOTAL	771 \$	

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
APPRAISAL INSTITUTE	398,85 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	498,67 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
CANADIEN RED BOOK	115,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
THOMSON REUTERS	35 690,51 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
COOP DROIT - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	250,64 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	625,44 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS JURIDIQUES INC FD (LES)	171,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS S.R. INC. (LES)	58,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS YVON BLAIS (LES)	13 062,03 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LA PRESSE LIMITÉE	340,76 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LE DEVOIR	183,04 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LES AFFAIRES	137,90 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LE SOLEIL	180,96 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	5 385,89 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	14 496,14 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	2 204,80 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS CCH LTÉE	20 270,52 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (LES)	7 319,35 \$	VOLUME JURIDIQUE, ABONNEMENT JURIDIQUE OU AUTRES
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	783,48 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
VIDÉOTRON LTÉE	2 460,44 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
WILSON & LAFLEUR LTÉE	9 222,95 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
EGORA	184,94 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LA CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS	325,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE COOP AHUNTSIC	118,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
COOPSCO F-X GARNEAU	118,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
CORPORATE EXPRESS	260,40 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	738,85 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE COOPÉRATIVE DU COLLÈGE DE MAISONNEUVE	424,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE CHARBOURG INC.	424,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE MORENCY ENR.	90,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LYRECO	113,80 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
MARSHALL & SWIFT	979,55 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
OLIVIERI LIBRAIRIE BISTRO	236,50 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
TOTAL	117 872,26 \$	

- G. 26** POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
- A. LE NOM DU SITE WEB;
 - B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (« HIT »);
 - G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://WWW.AMENDES.QC.CA/RPVVIRTUAL/PAGE_ACCUEIL_BIA.ASP	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	PARALLÈLE COMMUNICATION – DESIGN POUR LES MAQUETTES DU SITE; DMR CONSEIL, UNE DIVISION DE FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC. POUR LA CONSTRUCTION DU SITE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	POUR PARALLÈLE COMMUNICATION – DESIGN : 34 800 \$ POUR LA MISE EN PAGE ET LES MAQUETTES DU SITE; POUR DMR CONSEIL, UNE DIVISION DE FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC. : LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE ÉTAIENT INCLUS DANS LE COÛT GLOBAL DE 13 455 700 \$ DU CONTRAT OCTROYÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA MISE EN ŒUVRE ET L'ENTRETIEN DU SYSTÈME DE GESTION DES INFRACTIONS ET DE PERCEPTION DES AMENDES (SGIPA) POUR LA PÉRIODE DU 2 AVRIL 2001 AU 31 MARS 2009. LA CONSTRUCTION DU SITE INTERNET ÉTAIT UN DES BIENS LIVRABLE DE CE CONTRAT ET REPRÉSENTAIT UN FAIBLE COÛT.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LES COÛTS D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR SONT INCLUS DANS LE CONTRAT OCTROYÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA MISE EN ŒUVRE ET L'ENTRETIEN DU SGIPA. UN SECOND CONTRAT AVAIT ÉTÉ OCTROYÉ À DMR CONSEIL, UNE DIVISION DE FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC. POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2009 AU 31 MARS 2012. UN NOUVEAU CONTRAT A ÉTÉ OCTROYÉ À CGI INC. EN DÉCEMBRE 2011 ET CE CONTRAT EST VALIDE POUR LA PÉRIODE DU 9 JANVIER 2012 AU 30 NOVEMBRE 2016.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	LE SITE N'A JAMAIS ÉTÉ REFAIT DEPUIS SA CONCEPTION.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SELON LES BESOINS DE L'ORGANISATION.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	JACQUES VACHON

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE A ÉTÉ CRÉÉ EN 1995 PAR DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'INTERNE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0\$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0\$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN (FAIT À L'INTERNE)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	QUOTIDIEN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DENIS VILLEMURE
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT :	<p>EN 2000-2001, LE MINISTÈRE A ENTREPRIS UNE REFONTE TOTALE DU SITE POUR AMÉLIORER SA CONVIVIALITÉ, AJOUTER DE NOMBREUX CONTENUS ET SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE GOUVERNEMENTALE. CETTE REFONTE S'EST POURSUIVI EN 2001-2002. LES FIRMES MARCOTTE MULTIMÉDIA ET GEMLEN INC. ONT CONTRIBUÉ À LA CRÉATION DE CE SITE DE DEUXIÈME GÉNÉRATION.</p> <p>EN 2005-2006, COMME SUITE AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES VISANT À RAPPROCHER L'ÉTAT DES CITOYENS, LE MINISTÈRE PROCÈDE À LA REFONTE DE LA PAGE D'ACCUEIL DU SITE POUR EN FAIRE UN PORTAIL OÙ SERONT INTÉGRÉS TOUS LES ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DE LA JUSTICE. LA FIRME BLEU OUTREMER EST RETENUE POUR LA CONCEPTION GRAPHIQUE TANDIS QUE MARCOTTE MULTIMÉDIA OBTIENT LE MANDAT DE LA RÉALISATION TECHNIQUE. LE COÛT TOTAL DE CES TRAVAUX EST DE 13 030 \$.</p> <p>EN 2008-2009, UN CONTAT A ÉTÉ OCTOYÉ À LA FIRME MULTI-FORCE POUR UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ EN VUE D'UNE REFONTE, CONTRAT QUI S'EST ÉCHELONNÉ JUSQU'EN 2009-2010 AU COÛT TOTAL DE 34 160 \$ ENSUITE, LE MINISTÈRE A, PAR L'ENTREMISE DU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC, DONNÉ LE MANDAT À COSSETTE COMMUNICATIONS (FOURNISSEUR PRÉ-QUALIFIÉ) POUR UNE ANALYSE COMMUNICATIONNELLE. LE COÛT TOTAL DU CONTRAT AU 31 MARS 2010 A TOTALISÉ 38 200 \$.</p> <p>EN 2010-2011, LES EFFORTS ONT PRINCIPALEMENT PORTÉ SUR L'ÉLABORATION DU DOSSIER D'AFFAIRES EN VUE DE PRÉPARER UN APPEL D'OFFRES POUR LA REFONTE DU SITE INTERNET INITIALEMENT PRÉVUE POUR LA FIN MARS 2012.</p> <p>EN 2013-2014, LE DOSSIER EST TOUJOURS EN ATTENTE DE DÉMARRAGE.</p>

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.DRAPEAU.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	MARCOTTE MULTIMÉDIA
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	11 963 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	AU BESOIN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DENIS VILLEMURE
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT :	LE SITE EXISTAIT SOUS LE NOM DE DOMAINE WWW.FLEURDELISE.GOUV.QC.CA ET IL ÉTAIT SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MRCI. EN 2002, DANS LE CONTEXTE DE L'ADOPTION DU RÈGLEMENT SUR LE DRAPEAU, UNE REFONTE FUT ENTREPRISE ET UN NOUVEAU NOM DE DOMAINE LUI FUT ATTRIBUÉ, SOIT WWW.DRAPEAU.GOUV.QC.CA. ENSUITE, TOUJOURS EN 2005, IL Y A EU UN TRANSFERT DE RESPONSABILITÉ, DU MRCI AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CAVAC.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	IXMÉDIA
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	19 500 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	AU BESOIN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DENIS VILLEMURE
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT :	NIL

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.RENDEZVOUSJUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0\$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	84 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	AU BESOIN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DENIS VILLEMURE
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT :	NIL

FONDS DES REGISTRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.INFOCLES.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2001 - DRC (COMMUNICATIONS ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES – RESSOURCES INTERNES) - GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) POUR LA VERSION 1 - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. POUR LA VERSION 2
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420 \$ (INFORMATIONNEL ET 100% DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2013-2014 : 135 331 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DE CERTIFICATION (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VERSION 2 (2006) Coût : 16 600 \$ OBJECTIFS: MIGRATION DES OUTILS TECHNOLOGIQUES POUR L'ENSEMBLE DE LA CLIENTÈLE DE L'ICPG, NÉCESSITÉ DE FOURNIR DE L'INFORMATION MIEUX SEGMENTÉE POUR CHAQUE GROUPE (MINISTÈRES ET ORGANISMES, ABONNÉS, AGENTS DE VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ, ETC.)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE 2013 2014, IL Y A EU 7 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 99 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (5 LIVRAISONS EN 2013-2014)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.RDPRM.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997 - GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) - DRC (COMMUNICATIONS ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3 - BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5 ET 6

SUJET	DÉTAILS
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PETITE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2013-2014 : 755 407 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RDPRM (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	PORCION INFORMATIONNELLE SEULEMENT, LES COÛTS RELATIFS À LA PORCION TRANSACTIONNELLE SONT INCLUS DANS LES COÛTS DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR. VERSION 2 (1998) COÛT : 50 000 \$ OBJECTIF : OFFRIR DE L'INFORMATION ADDITIONNELLE CONCERNANT LES SERVICES ÉLECTRONIQUES DU RDPRM (INSCRIPTION ET CONSULTATION) VERSION 3 (2000) COÛT : 80 000 \$ OBJECTIF : PRÉSENTER À LA CLIENTÈLE UNE IMAGE DE MARQUE DU RDPRM VERSION 4 (2002) COÛT : 101 400 \$ OBJECTIF : SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT ET SIMPLIFIER LE MESSAGE AINSI QUE LA NAVIGATION VERSION 5 (2008) COÛT : 78 702 \$ OBJECTIF : ERGONOMIE DU SITE. AMÉLIORATIONS APPORTÉES À LA PAGE D'ACCUEIL ET AJOUTS DE CAPSULES D'INFORMATION VERSION 6 (2010) COÛT : 156 864 \$ OBJECTIF : NOUVELLE CONSULTATION, ERGONOMIE DU SITE ET VULGARISATION DES TERMES
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE 2013 2014, IL Y A EU 17 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 156 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (10 LIVRAISONS EN 2013-2014)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.LOBBY.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002 -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) -DRC (COMMUNICATIONS ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES – RES-SOURCES INTERNES) -SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC. : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2013-2014 : 317 667 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT VERSION 2 (2008) COÛT : 161 005 \$ OBJECTIF : ERGONOMIE DU SITE, SIMPLIFICATION DE LA NAVIGA-TION, AMÉLIORATIONS DES FONCTIONNALITÉS DE RECHERCHE POUR LA CONSULTATION, AJOUT DE CAPSULES D'INFORMATION.

SUJET	DÉTAILS
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE 2013 2014, IL Y A EU 18 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 96 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (5 LIVRAISONS EN 2013-2014)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.ASSERMENTATION.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 -DRC (COMMUNICATIONS ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES – RESSOURCES INTERNES) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2013-2014 : 122 355 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT VERSION 2 (2009) Coût : 18 592 \$ OBJECTIF : AMÉLIORATION DE LA FACTURE GRAPHIQUE ET SIMPLIFICATION DE LA NAVIGATION
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE 2013 2014, IL Y A EU 16 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 228 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (2 LIVRAISONS EN 2013-2014)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.LETTRESFONCIERES.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2010 - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 787 \$ (INFORMATIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2013-2014 : 14 614 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RLPF (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUNE REFONTE
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE 2013 2014, IL Y A EU 19 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 260 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (1 LIVRAISON EN 2013-2014)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CJA.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	GRAPHISCAN
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	4 075.00 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0.00 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	<p>REFAIT EN MARS 2002, AU COÛT DE 9 350.00 \$ NOTAMMENT POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (PIV) ENTRÉ EN VIGUEUR EN 2001.</p> <p>IL A DE NOUVEAU ÉTÉ MIS À JOUR EN MARS 2009 (AJOUT DE PAGES) AU COÛT DE 2 550.00 \$ NOTAMMENT EN VUE DE SE CONFORMER AUX EXIGENCES DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.</p> <p>DES TRAVAUX D'ENTRETIEN (PROGRAMMATION) ONT ÉTÉ EFFECTUÉS EN FÉVRIER 2010 AU SITE INTERNET DU CONSEIL AU COÛT DE 12 100 \$ AFIN D'AMÉLIORER L'APPARENCE ET LA CONVIVIALITÉ DU SITE POUR FACILITER LA NAVIGATION ET LA RECHERCHE D'INFORMATION. LES COÛTS ONT ÉTÉ ASSUMÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	TRIMESTRIELLE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	JOSÉE LANGLOIS

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CDPDJ.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>SITE ORIGINAL 1998 : TRAVAUX EFFECTUÉS À LA COMMISSION PAR DEUX PROFESSIONNELLES. FIRMES AU DOSSIER: INTELLIA ET MICRO-ACCÈS.</p> <p>REFONTES 2002 : COLIBRI MULTIMÉDIA 2012 : CONCEPTION ET COORDINATION – PERSONNEL DE LA COMMISSION (COMMUNICATIONS ET INFORMATIQUE) AVEC MÉDIA INPIX, TOLA SAM (GRAPHISME ET ACCESSIBILITÉ) ; NORAMSOFT, TEKNOV, (PROGRAMMATION, SÉCURITÉ, MIGRATION) ; ACCESSIBILITÉ WEB - COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE).</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	<p>SITE ORIGINAL 1998 : 29 847 \$</p>
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>2003-2004 : 2 400 \$ 2004-2005 : 4 840 \$ 2005-2006 : 2 035 \$ 2006-2007 : 14 712 + 3 185 \$ POUR L'AJOUT D'UN MODULE 2007-2008 : 4 127 \$ 2008-2009 : 23 888 \$ 2009-2010 : 1 918 \$ (UNE CONTRIBUTION DU MICC EST APPLICABLE À DES COÛTS SUPPLÉMENTAIRES DE 3 063 \$) 2010-2011: 2 100 \$ 2011-2012 : 4 995 \$ 2011-2012 : COÛTS INCLUS DANS LE MONTANT ACCORDÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NOUVEAU SITE (REFONTE) 2013-2014 : 18 540 \$ HÉBERGEMENT À L'INTERNE (AUCUN FRAIS D'HÉBERGEMENT)</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	<p>REFONTE 1 (2002) : 31 125 \$ REFONTE 2 (2012-2013 : 50 717 \$</p> <p>MIGRATION D'URGENCE SUR NOUVELLE PLATEFORME 2010 : 12 188\$</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	MISE À JOUR RÉGULIÈRE, AU BESOIN QUOTIDIENNE.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE DIRECTEUR DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION, DE LA RECHERCHE ET DES COMMUNICATIONS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CSJ.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2007 PAR DES RESSOURCES INTERNES.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 775 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	18 403 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE LORS DE BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.SARPAQUEBEC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	106 793 \$ INCLUS DANS LES COÛTS TOTAUX DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	618 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE LORS DE BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICES D'IN-FOGÉRANCE INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	44 175 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	5 825 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	PONCTUELLE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.AIPPF.ORG	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICES D'IN-FOGÉRANCE INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 920 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	5 743 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	1 FOIS AUX 2 MOIS EN 2013 ET 1 FOIS SEMAINE EN 2014
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://DIVULGATION.GOUV.QC.CA/	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	VORTEX SOLUTION (M2P INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE INTERNET A ÉTÉ INITIALEMENT CONÇU POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC; AUCUNS FRAIS DE CONSTRUCTION N'ONT ÉTÉ ASSUMÉS PAR LE DPCP.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	78 270 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	PONCTUELLE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOND D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.FARC.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	GB SENS INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	INCONNU
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	1 FOIS PAR AN POUR PUBLIER LE RAPPORT ANNUEL PAR LE MJQ
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/	
SUJET	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PESRONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	PERSONNEL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	24 525 \$ (ESTIMATION DE 100 JOURS)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	ENVIRON 5 000 \$ PAR ANNÉE, SOIT EN MOYENNE 6 JOURS PAR ANNÉE, PLUS LE COÛT D'HÉBERGEMENT AU CSPQ.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	<p>LE SITE A ÉTÉ REFAIT UNE FOIS EN 2003 AU COÛT DE 24 525 \$. L'OBJECTIF ÉTAIT DE RENDRE LE SITE PLUS CONVIVIAL (MEILLEURE CONCEPTION GRAPHIQUE, RESPECT DES NORMES EN VIGUEUR ET AJOUTS D'INFORMATION).</p> <p>UNE REFONTE DU SITE INTERNET A ÉTÉ AMORCÉE EN MAI 2009 ET LA LIVRAISON FINALE A EU LIEU EN SEPTEMBRE 2010. L'OBJECTIF DE CETTE REFONTE ÉTAIT DE L'ENRICHIR EN LE FAISANT ÉVOLUER D'UN MODE INFORMATIF VERS UN MODE INTERACTIF.</p> <p>LE PROJET COMPORTAIT TROIS VOLETS. UN PREMIER VOLET ADMINIS-TRATIF AYANT TRAIT À LA SIMPLIFICATION ET À L'ENRICHISSEMENT DES CONTENUS A ÉTÉ CONFIÉ À LA FIRME ÉDUCALOI POUR UN MONTANT FORFAITAIRE DE 25 000 \$ AFIN D'ADAPTER ET DE VULGARISER LES CONTENUS DU SITE EN LANGAGE SIMPLE ET CLAIR, ET CE, DANS UN SOUCI DE FACILITER LES SERVICES OFFERTS À LA POPULATION.</p> <p>LE SECOND VOLET, D'ORDRE TECHNOLOGIQUE, A ÉTÉ ATTRIBUÉ À LA FIRME EGZAKT POUR UN MONTANT FORFAITAIRE DE 24 822, 12 \$. UN TROISIÈME VOLET A ÉTÉ AJOUTÉ POUR CETTE FIRME CONCERNANT LA PRODUCTION D'UNE VIDÉO ADAPTÉE POUR LES MALENTENDANTS POUR UN MONTANT DE 2 406 \$.</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR EST 2 FOIS PAR ANNÉE.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	CARMELLE BEAULIEU, CHEF DU SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

- G. 27** NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :
- A. LA LISTE;
 - B. LES MANDATS;
 - C. LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - D. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - E. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - F. LES SOMMES IMPLIQUÉES.

MINISTÈRE

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
BROWN, PIERRE	EXPERTISE NEUROPSYCHOLOGIQUE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE IVAC	1 950 \$
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE D'UNE PSYSIATRE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE IVAC	6 750 \$
CORPORATION MÉDICALE JEAN-PAUL BRUTUS INC.	EXPERTISE EN PLASTIE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE IVAC	1 700 \$
SIMARD, ALAIN	EXPERTISE NEUROPSYCHOLOGIQUE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE IVAC	2 300 \$
BOUCHARD, JACQUES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE DANS SIX DOSSIERS JURIDIQUES IVAC	11 750 \$
CÔTÉ, LOUIS (PSYCHIATRE)	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE DANS DEUX DOSSIERS JURIDIQUES IVAC	5 000 \$
DOCTEURE GUYLAINE PROTEAU INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE DANS DEUX DOSSIERS JURIDIQUES IVAC	2 000 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE DANS DEUX DOSSIERS JURIDIQUES IVAC	3 840 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT	EXPERTISES PSYCHIATRIQUES DANS SIX DOSSIERS JURIDIQUES IVAC	15 850 \$
CRÉPEAU, FRANÇOIS	EXPERTISE NEUROPSYCHOLOGIQUE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE IVAC	2 500 \$
ARCHAMBAULT, ALAIN	EXPERTISE EN PUBLICITÉ FONCIÈRE	10 000 \$
AYOTTE, FRANÇOIS	EXPERTISE EN TENUE SEIGNEURIALE DANS UN DOSSIER DE LITIGE	4 373 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE	1 500 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE	2 000 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 500 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	3 750 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 500 \$
BOUCHARD, JACQUES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 500 \$
BROWN, PIERRE	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 950 \$
BRUTUS, JEAN-PAUL	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 700 \$
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	6 750 \$
CÔTÉ, LOUIS	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 500 \$
CRÉPEAU, FRANÇOIS	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 500 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 850 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 990 \$
GAGNON, FABIEN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 260 \$
GAGNON, FABIEN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 260 \$
GROUPE ARTHRO-EXPERT INC.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 400 \$
PROTEAU, GUYLAINE	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 500 \$
SIMARD, ALAIN	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 300 \$
TOUEG JACQUES DR.	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 000 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	1 850 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 000 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 000 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 000 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	2 500 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	RAPPORT EXPERTISE MÉDICALE.	5 500 \$
ARCHAMBAULT, ALAIN	EXPERTISE EN PUBLICITÉ FONCIÈRE POUR ACCOMPAGNER LES JURISTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS L'ANALYSE DE CERTAINES PROBLÉMATIQUES EN CE DOMAINE.	10 000 \$
AYOTTE, FRANÇOIS	EXPERTISE EN TENURE SEIGNEURIALE POUR CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LES JURISTES DES AFFAIRES NOTARIALES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	5 000 \$

ORGANISME

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
ME FRANÇOIS LECOMPTE	MANDAT D'ENQUÊTER EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE, DANS UN DOSSIER SPÉCIFIQUE DE LA COMMISSION (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	2180 \$
ME FRANÇOIS LECOMPTE	MANDAT D'ENQUÊTER EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE, DANS UN DOSSIER SPÉCIFIQUE DE LA COMMISSION (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	3 580 \$
ME FRANÇOIS LECOMPTE	MANDAT D'ENQUÊTER EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE, DANS UN DOSSIER SPÉCIFIQUE DE LA COMMISSION (TARIF SELON DÉCRET 1725-90)	1 200 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
CLAUDE BOILY	VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE ET RAPPORT.	5 650 \$
LOUIS-MARIE CHABOT, AVOCAT	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	675 \$
ME LUCIE DUFRESNE	VÉRIFICATION DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE JURIDIQUE.	5 250 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
ALAIN, MARC	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	3 850 \$
CARDIOLOGIE MICHEL WHITE INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 375 \$
CHAMBERLAND, GILLES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	11 767 \$
CHAMBERLAND, GILLES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 438 \$
DOCTEUR NICOLE PIGEON INC.	EXPERTISE PÉDIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 240 \$
DR LAURENT MOTTRON	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 663 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	2 950 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	3 250 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 000 \$
DRE MARIE-EVE MORIN INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	4 100 \$
DUPONT, BENOIT	EXPERTISE EN RECHERCHE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	3 540 \$
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE	TÉMOIGNAGE À LA COUR	15 965 \$
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	EXPERTISE ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	4 460 \$
EXPERTS-CONSEILS CEP INC.	EXPERTISE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 544 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	22 000 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 000 \$
FAUCHER, SYLVAIN	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	2 433 \$
GAUSS (GROUPE D'ANALYSTES UNIVERSITAIRES EN STATISTIQUES SOCIALES) INC.	RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 750 \$
LABBÉ, JEAN	EXPERTISE PÉDIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	1 568 \$
MARCHAND, RICHARD DR	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	4 831 \$
ROUILLARD, CLAUDE	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	2 417 \$
SIGMA D3	EXPERTISE EN FRAUDE	10 000 \$
SYLVESTRE & ASSOCIÉS AVOCATS	EXPERTISE SUR LA PRATIQUE NOTARIALE	2 129 \$

FOND D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
ME YOLAND COUTU	RÉVISION DE PLUSIEURS ANCIENS DOSSIERS EN COURS (FACTURES POUR SERVICES RENDUS EN 2012-2013 ET 2013-2014)	2 730 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER FRANÇOISE NADON C. VILLE DE MONTRÉAL	1 016 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER YELENA MARKUS C. REEBOCK	2 408 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER HANDICAP-VIE DIGNITÉ C. RÉSIDENCE-ST-CHARLES-BORROMÉE	558 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER OPTION CONSOMMATEURS C. COMPAGNIE D'ASSURANCE ING. CANADA ET AL.	6 469 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER CHOCOLAT	1 531 \$
ME GUY MATTE, FISCALISTE	DOSSIER HARMONISATION TAXES	3 556 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G. 28 POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

INSCRIRE LE NOM DE LA TOURNÉE		
RÉGIONS		DÉPENSES
1	BAS-ST-LAURENT	0,00 \$
2	SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0,00 \$
03-12	CAPITALE NATIONALE-CHAUDIÈRE-APPALACHES	0,00 \$
4	MAURICIE	0,00 \$
5	ESTRIE	0,00 \$
6	MONTRÉAL	0,00 \$
8	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	259,52 \$
9	CÔTE-NORD	0,00 \$
10	NORD-DU-QUÉBEC	1 331,49 \$
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0,00 \$
13	LAVAL	0,00 \$
14	LANAUDIÈRE	0,00 \$
15	LAURENTIDES	0,00 \$
16	MONTÉRÉGIE	0,00 \$
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	0,00 \$
TOTAL		1 591,01 \$

- G. 29** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2011 2012, 2012-2013 ET 2013-2014 :
- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE FEFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.

MINISTÈRE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2012-2013 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.

- G. 30** LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES DEPUIS LE 23 AVRIL 2014 :
- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.
-

MINISTÈRE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE N'AVAIT PAS D'ADJOINT PARLEMENTAIRE.

G. 31 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2013-2014 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. 32 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. 33 TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2014-2015.

MINISTÈRE

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2013-2014** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. 34 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS 2014-2015.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. 35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 ET 2015-2016, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE ACTUELLE SIGNÉE LE 26 MARS 2013 S'APPLIQUE DU 1ER AVRIL 2012 AU 31 MARS 2017. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRI-
BUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC POUR « L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE POUR LES ADULTES ET LES ADOLESCENTS, L'AIDE
JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS, AINSI QUE LES AVOCATS DÉSIGNÉS PAR LE TRIBUNAL DANS LES POURSUITES FÉDÉRALES » EST
CALCULÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 EN FONCTION DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

A. CONTRIBUTION FÉDÉRALE « A » POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE OU L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR
LES ADOLESCENTS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE «A» EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES

LE MONTANT MAXIMAL À VERSER À MÊME L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE «A» POUR UN EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CAL-
CULÉ COMME SUIIT :

- LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE SERA ÉGALE A SOIXANTE-CINQ POUR CENT (65%) DE LA CONTRIBUTION ACCORDÉE AU QUÉBEC DANS
L'EXERCICE 2001-2002 AU TITRE DES AFFAIRES DE DROIT CRIMINEL ET DES AFFAIRES RÉGIES PAR LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVE-
NANTS.

PLUS

- LA CONTRIBUTION PAR HABITANT MULTIPLIÉE PAR LA POPULATION DU QUÉBEC AU 1ER AVRIL 2005, SELON LE STATISTICIEN EN CHEF DU
CANADA.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE «A» MAXIMALE PAYABLE AU QUÉBEC À MÊME L'ENVELOPPE 2 POUR L'EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉE
SELON QUATRE VARIABLES ASSORTIES DES FACTEURS DE PONDÉRATION SUIVANTS:

- POPULATION RURALE INFÉRIEURE À 1 000 HABITANTS – FACTEUR DE PONDÉRATION DE TRENTE POUR CENT (30 %)
- POPULATION AUTOCHTONE TOTALE SELON LE RECENSEMENT DU CANADA – FACTEUR DE PONDÉRATION DE VINGT POUR CENT (20 %)
- NOMBRE DE PERSONNES INculpÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL ET DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBS-
TANCES – FACTEUR DE PONDÉRATION DE QUARANTE-CINQ POUR CENT (45 %)
- CONTRIBUTION DU QUÉBEC À L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE – FACTEUR DE PONDÉRATION DE CINQ POUR CENT (5 %)

SELON LES CHIFFRES POUR CHAQUE VARIABLE DISPONIBLES AU 31 MARS 2001.

B. CONTRIBUTION FÉDÉRALE « B » POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE «B» EST CALCULÉE SELON LES SEPT VARIABLES SUIVANTES

- DEMANDES PRINCIPALES DÉFÉRÉES À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ
- ENQUÊTES D'ADMISSION COMPLÉTÉES
- CONTRÔLES DE LA DÉTENTION COMPLÉTÉS
- APPELS CONCERNANT UNE MESURE DE RENVOI FINALISÉS
- APPELS INTERJETÉS PAR LE MINISTRE FINALISÉS
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE DEMANDÉES
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE ACCORDÉES

L'ENTENTE PRÉVOIT QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL FERA DES PAIEMENTS PROPORTIONNELS TRIMESTRIELS, CONDITIONNELS À LA TRANSMIS-
SION DES RAPPORTS EXIGÉS À L'ENTENTE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2013-2014 EST ESTIMÉE À 26 182 938 \$.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS À CE JOUR:

1.	2013-09-10	6 509 264 \$
2.	2013-11-26	6 509 265 \$
3.	2014-03-26	6 509 264 \$

2. PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES

UNE NOUVELLE ENTENTE, D'UNE DURÉE DE 5 ANS, A ÉTÉ RECONDUITE EN NOVEMBRE 2013. CETTE ENTENTE COUVRE LES EXERCICES 2013-2014 À 2017-2018. LE NIVEAU DE FINANCEMENT MAXIMUM DU FÉDÉRAL, EN VERTU DE CETTE NOUVELLE ENTENTE, EST DE 529 694 \$.

L'ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A VERSÉ EN 2013-2014 UNE SUBVENTION DE 1 185 600 \$ À L'ORGANISME DISPENSANT CES SERVICES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA CONTRIBUE DONC À 50 % DE CETTE DÉPENSE JUSQU'À CONCURRENCE DU MONTANT MAXIMAL PRÉVU, SOIT 529 694 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS À CE JOUR :

- 1. 2014-02-04 264 845 \$
- 2. 2014-03-31 211 878 \$

3. ENTENTE RELATIVE AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

CETTE ENTENTE PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE COUVRIR UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2013-2014 EST DE 2 742 188\$. CE MONTANT N'EST PAS ENCORE PERÇU À CE JOUR.

IL FAUT CEPENDANT MENTIONNER QUE CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 700 000 \$) QUI ASSUME DÉSORMAIS LE VOLET «MÉDIATION FAMILIALE», ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (42 188 \$) POUR LE VOLET «RECHERCHE».

4. INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1ER AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 25,65 \$ POUR L'EXERCICE 2013-2014.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 EST DE 63 543,05 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS :

- 1. 2013-05-27 5 283,90 \$
- 2. 2013-06-28 6 933,50 \$
- 3. 2013-07-17 5 283,90 \$
- 4. 2013-08-22 5 771,25 \$
- 5. 2013-09-26 5 745,60 \$
- 6. 2013-10-23 4 386,15 \$
- 7. 2013-11-19 5 078,70 \$
- 8. 2013-12-20 5 206,95 \$
- 9. 2014-01-23 4 309,20 \$
- 10. 2014-02-27 4 796,55 \$
- 11. 2014-03-27 5 283,90 \$
- 12. 2014-04-09 5 463,45 \$

5. ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA VERSE À LA PROVINCE 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

PAR SES GREFFIERS, LE QUÉBEC FAIT PARVENIR AU BUREAU D'ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE LES FORMULAIRES AINSI QUE LES PAIEMENTS DU DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10,00 \$. LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2013-2014 EST DE 33 720 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS :

1.	2013-07-18	9 255,00 \$
2.	2013-10-18	7 341,00 \$
3.	2014-01-16	8 421,00 \$
4.	2014-03-31	1 335,00 \$
5.	2014-05-08	7 368,00 \$

6. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 90 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2013-2014, UN MONTANT DE 80 553,20 \$ SERA REMBOURSÉ À LA PROVINCE EN VERTU DE CET ACCORD.

ORGANISMES

COMISSION DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FÉDÉRAL PORTANT SUR LA GESTION DES HONORAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE DE DOSSIERS DE JURIDICTION FÉDÉRALE : (DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014)

FRAIS D'ADMINISTRATION (15 %) 17 417 \$

SOMME REÇUE EN GUISE DE FRAIS D'ADMINISTRATION À TITRE D'AGENT PAYEUR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR DES HONORAIRES ET DÉBOURS PAYÉS À DES AVOCATS AYANT AGI DANS DES PROCÈS CRIMINELS DE JURIDICTION FÉDÉRALE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU UN FINANCEMENT DE 84 188 \$ POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LE 6 MAI 2013 POUR LEQUEL LE DPCP A REÇU UN REMBOURSEMENT DE 339 469 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G. 36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012 2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT, DES BONIS	MJQ	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	CJA	FDR	DPCP
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
CADRES	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
PROFESSIONNELS	128 106 \$	0 \$	0 \$	390 799 \$	4 641 \$	0 \$	8 370 \$	36 085 \$
PERSONNEL DE BUREAU/TECHNICIENS/ ASSIMILÉS	30 994 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 010 \$
OUVRIERS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOTAL	159 100 \$	0 \$	0 \$	390 799 \$	4 641 \$	0 \$	8 370 \$	43 095 \$

G. 37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012 2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART, INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	CJA	FDR	DPCP
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$	81 933 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
CADRES	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
PROFESSIONNELS	4 348 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU/TECHNICIENS/ASSIMILÉS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
OUVRIERS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOTAL	4 348 \$	81 933 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

G. 38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G. 39** DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU' AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.

MINISTÈRE

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G. 40** DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ?
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CREDITS PUISQU'IL N'Y A PAS EU DE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT AU COURANT DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014.

G. 41 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS
DÉVELOPPEMENT NORDIQUE TABLE DE PILOTAGE « NORD POUR TOUS »	LA TABLE DE PILOTAGE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE PLUSIEURS MINISTÈRES ET A POUR MANDAT D'ENCADRER LES TRAVAUX DE LA TABLE DES PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD QUÉBÉCOIS ET PRENANT EN COMPTE LES PROBLÉMATIQUES ET LES ENJEUX SOCIAUX.	NATHALIE DROUIN JACQUES PRÉSENT

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS
		NORMAND BOLDUC NANCY CHAMBERLAND
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	EXAMINER LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES.	MARIE LAMARRE MICHEL MARCHAND MATHIEU PROULX PATRICK SIMARD ALAIN TURCOTTE
COMITÉ DE RELECTURE	RELIRE LES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES.	NORMAND BOLDUC PATRICK SIMARD ALAIN TURCOTTE
COMITÉ SUR LES RÈGLES DE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ ET LES RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURE DEVANT UN COMITÉ D'ENQUÊTE	EFFECTUER LA RÉVISION DES RÈGLES.	NORMAND BOLDUC MARIE AUGER NANCY CHAMBERLAND SANTINA DI PASQUALE MATHIEU PROULX PATRICK SIMARD ALAIN TURCOTTE
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 669	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	ALAIN TURCOTTE MARIE AUGER ANNE MAILFAIT
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 645	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ	ROBERT CÔTÉ SUZANNE DANINO LUCIE LE FRANÇOIS
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 652	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	PATRICK SIMARD PIERRE D.DENAUOT CARMEN RACINE
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 653	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	SANTINA DI PASQUALE MICHEL MARCHAND DANIELLE DUMONT
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 642	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	ALAIN TURCOTTE MICHEL MARCHAND FRANCINE JODOIN

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	<p>ÉVALUER, TOUS LES QUATRE ANS, SI LA RÉMUNÉRATION, LES RÉGIMES COLLECTIFS, LES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT DES INCIDENCES PÉCUNIAIRES, CELLES QUI CONCERNENT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL SONT ADÉQUATS.</p> <p>LE RAPPORT DU COMITÉ EST DÉPOSÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI PEUT APPROUVER, MODIFIER OU REJETER, EN TOUT OU EN PARTIE, LES RECOMMANDATIONS.</p> <p>LE COMITÉ EST FORMÉ DE TROIS MEMBRES NOMMÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR UN MANDAT D'UN AN. L'ASSOCIATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LE GOUVERNEMENT DÉSIGNENT, D'UN COMMUN ACCORD, LES MEMBRES DU COMITÉ, Y COMPRIS LE PRÉSIDENT.</p> <p>LE GOUVERNEMENT PROCÈDE À LA NOMINATION DES MEMBRES DU COMITÉ AU MOINS 90 JOURS AVANT L'ÉCHÉANCE DE L'ENTENTE. L'ENTENTE DE PRINCIPE CONCERNANT CERTAINS ÉLÉMENTS MODIFIANT L'ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES 2010-2015 VIENDRA À ÉCHÉANCE LE 31 MARS 2015</p>	AUCUN MEMBRE N'A ÉTÉ NOMMÉ À CE JOUR.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G. 42 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT:

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

Ministère

CES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G. 43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G. 44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

MINISTÈRE

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION G. 15, C. ET F.

G. 45 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2005 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATES DE VERSEMENT; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.